

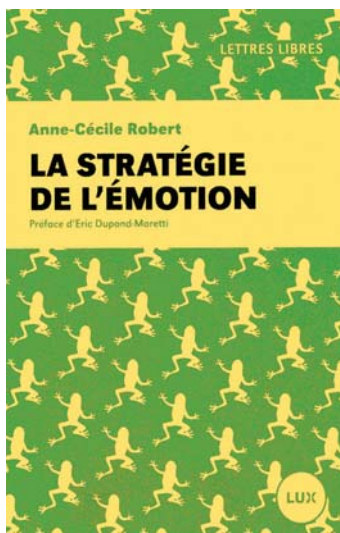
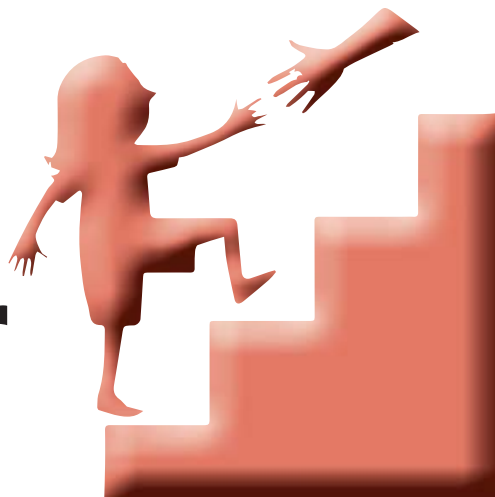
PRINTEMPS 2019

volume xiii, numéro 2

# Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

## Le goût d'agir



## Lire le présent



L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





**Robert Laplante**  
Directeur



**Pascal Chevrete**  
Secrétaire de rédaction  
Chef de pupitre,  
littérature



**Lucia Ferretti**  
Chef de pupitre,  
histoire et culture



**Daniel Gomez**  
Chef de pupitre,  
politique



**Sylvain Deschênes**  
Édition graphique,  
révision et coordination  
de la production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514 845-8533 ou 1 866 845-8533  
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives  
nationales du Québec

ISSN 1911-9372  
ISSN 1929-5561 (version numérique)  
ISBN PDF 978-2-89070-029-1

Membre de la SODEP  
sodep.qc.ca

Tarifs 2019 - 3 numéros/an  
(expédition et taxes comprises)

|                       | 1 an  | 3 ans  |
|-----------------------|-------|--------|
| Abonnement            | 30 \$ | 75 \$  |
| Abonnement de soutien | 40 \$ | 100 \$ |
| International         | 50 \$ | 125 \$ |
| Institution           | 50 \$ | 125 \$ |

TVQ 1012563392 TQ 002      TPS 119019545

Vous pouvez vous abonner ou  
acheter au numéro à la boutique  
internet de L'Action nationale :

**action-nationale.qc.ca**

# Titres recensés

## Lire le présent



5

BRIGITTE PAQUETTE  
**La déferlante # MoiAussi.  
Quand la honte change de  
camp**

7

ANNE-CÉCILE ROBERT  
**La stratégie de l'émotion**

9

RÉMI GUERTIN  
**Facebook, la liste et moi**

11

RÉSEAU DES CITOYENNES POUR L'INDÉPENDANCE  
OUI QUÉBEC (DIR.)  
**Un Québec pays : Le OUI  
des femmes**

12

SÉBASTIEN MUSSI  
**Le nous absent. Différence  
et identité québécoise**

13

HÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON  
PIERRE VADEBONCOEUR  
**Le pays qui ne se fait  
pas. Correspondance,  
1983-2006**

14

MICHEAL POPLYANSKY  
**Le Parti acadien et la  
quête d'un paradis perdu**

15

DAVID LEROUX  
**Anesthésie générale**

17

DANIEL SAMSON-LEGAULT  
**Dissident. Pierre Vallières  
(1938-1998). Au-delà des  
Nègres blancs d'Amérique**

19

MARIO CYR  
**L'aventurier des glaces**

24

MAXIME CATELLIER  
**Le temps présent**

25

CHRISTIAN DESSUREAULT  
**Le monde rural québécois  
aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles :  
cultures, hiérarchies,  
pouvoirs**

26

PIERRE D'AMOURS  
**L'œil du prédateur. Journal  
pas ordinaire d'un guide  
de chasse et de pêche**

27

JEAN-LOUIS FORTIN, SARAH-MAUDE LEFEBVRE  
ET ANDRÉA VALERIA (COLLABORATRICE)  
**Gilles Vaillancourt.  
Le monarque**

28

BERNARD ANDRÈS  
**L'humour des poilus  
canadiens-français de la  
Grande Guerre**

29

MARTIN BLAIS ET JOSEPH JOSY LÉVY (DIR.)  
**Qu'est-ce que l'érotisme ?  
Philosophie, sciences  
sociales, clinique**

31

CHANTALE PROULX  
**S'affranchir**

33

FRANÇOIS RICARD  
**La littérature malgré tout**

35

LUCE DES AULNIERS ET BERNARD J. LAPOINTE  
**Le choix de l'heure. Ruser  
avec la mort ?**

36

CLAIRE NOËL  
**Vieillir dans la dignité et  
non dans la pauvreté**



## 20 Le goût d'agir - entretien

RÊVER LE TERRITOIRE (164 PAGES)  
**Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras**

RÉUSSIR L'ÉDUCATION (164 PAGES)  
**Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras**

RÉTABLIR LA SANTÉ (160 PAGES)  
**Hélène Bruneau, Geneviève Dorval-Douville et  
Jean-François Gingras**

# Collaborateurs

Françoise Bouffière  
Orthopédagogue

Jean Carette  
Ph. D., retraité

Karine Castonguay  
Professeure de littérature, Collège de Rosemont

François-Julien Côté-Remy  
Candidat au doctorat en sciences des religions, UQAM

Martin David-Blais  
Professeur, Université Saint Paul

Valérie Deschamps  
Étudiante au baccalauréat en histoire, UQTR

France Giroux  
Retraitée, philosophie, Collège Montmorency

Yvan Lamonde  
Historien

Chantale Lagacé  
Professeure de sociologie au collège Montmorency

Andrée-Anne Leblanc  
Enseignante en littérature, Cégep de Joliette

Jocelyn Morneau  
Chargé de cours, Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Trois-Rivières

Louis Perron  
Facultés de philosophie et de sciences humaines, Université  
Saint-Paul

Louis-Philippe Sauvé  
Candidat à la maîtrise en histoire, UQAM

Mario Simard  
Chargé de cours, Université du Québec à Chicoutimi

## Éditorial

## Une riposte porteuse

Il était temps que les choses bougent. *Le Devoir* du 25 janvier (2019) rapporte qu'une révolte gronde dans le milieu feutré de l'édition savante. Les 27 membres du comité éditorial du *Journal of Infometrics* ont démissionné en bloc pour protester contre les pratiques commerciales usuraires de leur éditeur. Le professeur Vincent Larivière de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal a pris la direction intérimaire du nouveau magazine qu'ont choisi de fonder les démissionnaires en guise de riposte. Ils veulent publier en libre accès gratuit.

Ils ne veulent plus servir de courroie de transmission dans le rançonnement des bibliothèques exercé par la poignée de grands profiteurs qui contrôlent l'édition scientifique. Ils sont cinq et ont la mainmise sur plus de la moitié des articles savants publiés dans le monde. Ils pratiquent des tarifs d'abonnement exorbitants qui assèchent littéralement les budgets d'acquisition des bibliothèques. Les rebelles veulent casser l'arnaque sur laquelle repose tout le système: la recherche est financée par des fonds publics, les auteurs soumettent leurs textes bénévolement, le plus souvent ces mêmes textes sont évalués bénévolement par d'autres chercheurs rémunérés par les systèmes universitaires financés en tout ou en partie par les fonds publics. La science est littéralement confisquée, dévoyée comme matière à profit.

D'autres initiatives bourgeonnent ici et là. Elles pointent dans une même direction: le profit privé ne doit pas servir à dresser des obstacles à l'accessibilité au savoir. Ce sont là des escarmouches, des premières salves. Le système est encore très solide et il ripostera vigoureusement, des milliards de dollars sont en jeu. Les politiques scientifiques des États pourraient faire une différence, à la condition toutefois que les dirigeants fassent preuve de courage et de cohérence. Il y a quelque chose de scandaleux, en effet, à utiliser l'argent des contribuables pour dresser des obstacles que ces mêmes contribuables devraient chercher à contourner en injectant toujours plus de fonds publics. Le financement public de la recherche doit comporter des politiques d'accessibilité destinées à permettre aux contribuables de vérifier les résultats de l'aide accordée.

Charles Durand, dans une analyse prémonitoire parue en 2001 (L'Harmattan), avait bien décortiqué le déploiement de la logique marchande dans le monde de l'édition scientifique. *La mise en place des monopoles du savoir* décrivait les premiers jalons de la formation de ce qui est devenu un véritable cartel sous contrôle de l'anglosphère. Les États-Unis et le Royaume-Uni dominent outrageusement le monde de l'édition savante. Des sommes colossales sont drainées dans les coffres de quelques sociétés, sans parler de la concentration de l'accès à la connaissance et de tout ce que cette convergence alimente comme stratagèmes dans les guerres commerciales entourant la propriété intellectuelle et les concurrences pour les brevets.

Durand a identifié les deux piliers idéologiques sur lesquels repose l'entreprise: la mondialisation néolibérale présentée comme une loi de l'histoire et l'imposition de l'anglais comme supposé véhicule de communication internationale. La première a profité d'une confusion entre le caractère universel de la science et la diversité des véhicules et des langues dans lesquels elle est produite. La seconde participe de l'impérialisme culturel qui non seulement piétine et subordonne les langues, mais trafique l'histoire. Les grandes avancées scientifiques du vingtième siècle, fait remarquer Durand, ont toutes été faites dans les langues nationales des savants, qu'il s'agisse des travaux mathématiques de Poincaré qui ne sont

parus qu'en français ou de la relativité d'Einstein, publiée en allemand, pour ne citer que les plus célèbres. Sous couvert d'internationalisation, la domination de l'anglais participe essentiellement d'une intention hégémonique. Les avancées des sciences cognitives établissent clairement les liens entre langue maternelle et créativité, aussi bien artistique et conceptuelle. Ce faux argument ne conduit donc qu'à rebours des acquis de la science elle-même.

Le raisonnement de Durand est simple: à partir du moment où les pratiques scientifiques se sont inclinées devant l'anglais, le monde éditorial anglophone venait de se voir concéder un avantage concurrentiel qui ne pouvait conduire qu'à la constitution des cartels. Pis encore, le fétichisme à l'égard de l'anglais ne conduit qu'à l'ignorance de la science produite dans les autres langues: le système institutionnel consacre donc à la fois rançonnement et censure. Un vaste chantier critique est à peine ouvert et reste à poursuivre.

Le mouvement de révolte contre l'emprise des cartels doit donc être interprété dans le bon registre. La bataille du *Journal of Infometrics* ne fait que débiter le parcours. Si les militants vont au bout de la logique qui sous-tend leur démarche, eux ou d'autres comme eux finiront par ouvrir le débat sur les langues nationales et la publication scientifique. La question du libre accès n'est pas seulement une affaire de difficultés budgétaires pour les bibliothèques. C'est une autre fissure dans l'édifice de la mondialisation libérale. À l'heure où sont plus disponibles que jamais les moyens de traduction et au moment où les politiques scientifiques occupent une place de plus en plus névralgique dans les stratégies de développement économique des nations, les questions de la diffusion des connaissances en lien avec leurs conditions de financement de même que celles qui ont trait à la place des langues nationales dans la conduite de la science et de ses institutions ne sont pas des luttes d'arrière-garde.

Au contraire, les débats qu'elles vont nourrir renvoient à la nécessité de repenser le rôle des États et du financement démocratique des institutions de savoir qui doivent rester au service de l'intérêt général. Les enjeux qui sous-tendent la remise en question du tout à l'anglais sont en phase avec les efforts pour réaffirmer la légitimité des luttes de résistance à l'uniformisation culturelle. Le Québec, à cet égard, se trouve aux premières loges. Ses initiatives et des succès comme celui d'Érudit débordent largement le cadre strictement local des luttes pour affirmer notre existence nationale et l'exploration de nouveaux modèles plus respectueux des spécificités culturelles. Les pratiques québécoises interpellent au premier chef la francophonie tout entière et peuvent sans conteste servir de référence aux autres petites nations qui veulent chercher, connaître et s'instruire dans la langue qui leur donne identité et originalité.

Ce qui se passe chez les bibliothécaires ne concerne pas seulement le monde du livre et de l'édition. Ils défendent et construisent une institution qui, à chaque tournant de l'histoire, a su rappeler aux hommes et aux femmes de leur temps que la connaissance est une aventure qui se trouve au cœur de la civilisation. C'est tout à leur honneur de se trouver du côté de ceux et celles qui refusent de l'inféoder aux volontés de puissance.

**Robert Laplante**  
Directeur des Cahiers de lecture

Location d'outils  
**SIMPLEX**

**ENTREPRISE  
FAMILIALE  
QUÉBÉCOISE  
FONDÉE  
EN 1907**

**SIMPLEX.CA**  
**1 800 361-1486**



 **LES SOCIÉTÉS  
LES MIEUX  
GÉRÉES**  
Membre platine



## Une vague qui gronde

Andrée-Anne Leblanc

Enseignante en littérature, Cégep de Joliette

BRIGITTE PAQUETTE

**LA DÉFERLANTE #  
MOI AUSSI. QUAND LA  
HONTE CHANGE DE CAMP**  
Saint-Joseph du Lac, M Éditeur,  
Collection Mouvements, 2018,  
288 pages

L'enthousiasme de Brigitte Paquette est à peine contenu au fil de ces pages consacrées au mouvement mondial #MoiAussi. En effet, la sexologue clinicienne ne peut s'empêcher d'accumuler les exclamations devant l'ampleur du phénomène, dévoilant ainsi son engagement en tant que militante féministe désireuse d'éradiquer la violence faite aux femmes.

Le but de l'autrice est simple et complexe à la fois. Il est celui de dénoncer les crimes sexuels que subissent depuis trop longtemps les femmes, mais également d'anéantir ces chimères qui consistent à croire qu'on y est presque, que l'égalité des sexes est atteinte. Nombreux sont ceux clamant haut et fort qu'il faudrait se réjouir de voir le nombre d'étudiantes universitaires surplomber celui des étudiants dans nos universités, que les tâches quotidiennes sont maintenant et enfin partagées dans les ménages. Semble-t-il qu'il s'agisse là de bien piètres arguments devant l'histoire des femmes (malheureusement pas suffisamment abordée), mais aussi devant les événements actuels, dont plusieurs seront évoqués. Ces derniers constituent d'ailleurs le fondement même de l'ouvrage.

En effet, c'est tout d'abord en nous remémorant des exemples d'« avant » la vague – et connus de tous – que Brigitte Paquette prépare son lecteur en l'indignant. Et la tâche se fera sans peine. Charlie Chaplin, Roman Polanski, Michael Jackson, Bill Cosby, Woody Allen, Gilbert Rozon (dans les années 90), Nathalie Simard, les sœurs Hilton, sans oublier les cas de pédophilie dans l'Église catholique, tous ces gens, dont plusieurs célébrités, nous ramènent à une évidence : pendant trop longtemps le crime sexuel a bénéficié de largesse et d'impunité. Mais à partir de 2010, Paquette nous fait remarquer un changement notable : une augmentation impressionnante de révélations à caractère sexuel. Internet jouera un rôle majeur en ce sens. Facebook, Twitter, YouTube, pour ne nommer que ceux-là, permettront de briser l'isolement des victimes et, par le fait même, de donner du courage à celles qui prenaient exemple sur les héro(ine)s dénonciateur(trice)s.

2014 sera une année cruciale alors que la vague prendra définitivement des proportions extraordinaires. Les ancêtres du mouvement #MoiAussi, soit #BeenRapedNeverReported et #AgressionNonDénoncée, s'empareront d'internet et des réseaux sociaux, prenant leur force dans l'affaire très médiatisée de l'animateur de radio vedette de la CBC Jian Ghomeshi.

**Ce qui ressort de ces cas est sûrement ce déni généralisé dans l'industrie artistique, comme une véritable « omerta » qui donnait aux agresseurs un pouvoir extraordinaire sur leurs victimes (leur position d'autorité ou encore l'argent leur permettaient une ascendance inébranlable).**

En effet, l'affaire est scandaleuse. L'on nous rappelle le fil des événements : le renvoi de l'animateur, la parution de sa lettre de déploration (qui le cantonnait dans le rôle de pauvre victime d'un acte de salissage délibéré), le cas de ces trois femmes violentées sexuellement par lui (qui racontèrent les détails dans un reportage du *Toronto Star*). Puis, toutes ces femmes qui levèrent ensuite la main pour dire « moi aussi ». D'ailleurs, c'est ce moment charnière que choisiront deux journalistes, Sue Montgomery (*The Gazette*) et Antonia Zerbisias (*Toronto Star*), pour enfin révéler au monde entier ce qu'elles avaient vécu. Elles se laissèrent en effet emporter par la déferlante en lançant le tout premier hashtag #BeenRapedNeverReported par lequel elles dénoncèrent leur propre agression sexuelle. Cela leur valut 8 millions d'interventions sur Twitter... et ainsi commença ce qui pourrait aujourd'hui être considéré comme une véritable révolution sociale.

Les cas qui ont ébranlé le Québec au cours des dernières années sont aussi soulevés (Marcel Aubut, Claude Jutra, les femmes autochtones, les étudiantes sur les campus universitaires, Alice Paquet, Éric Salvail, Gilbert Rozon [dans ses dernières accusations], Gilles Parent, Michel Brûlé...). Difficile de ne pas être choqué par ces événements familiers où l'horreur est à son comble. La concentration des cas par dates rapprochées, puis l'énumération de ces histoires barbares et scabreuses ont l'effet d'un véritable coup de masse sur le lecteur qui sera, sans doute possible, ébranlé. L'effet recherché est réussi, ce qui est d'autant plus surprenant que toutes ces affaires ont été fortement médiatisées dernièrement.



Ce qui ressort de ces cas est sûrement ce déni généralisé dans l'industrie artistique, comme une véritable « omerta » qui donnait aux agresseurs un pouvoir extraordinaire sur leurs victimes (leur position d'autorité ou encore l'argent leur permettant une ascendance inébranlable). Aussi, on ne peut que remarquer cette tendance de l'agresseur à désavouer l'affaire dont il est accusé pour finalement s'en tirer à bon compte et ainsi reprendre ses activités (nous n'avons qu'à penser à Gilbert Rozon qui fut pointé du doigt à de nombreuses occasions dans les années 90 et qui, pourtant, ne fut jamais dérangé dans l'exercice de ses fonctions jusqu'à tout dernièrement). Ensuite, il y a ce fâcheux penchant, dans ces délits d'agressions sexuelles, à remettre en question la parole des victimes qui sont déjà fragilisées par les événements traumatisants qu'elles ont vécus (rappelons-nous Alice Paquet!). Comment tenir un discours cohérent et convaincant devant un juge scrutant à la loupe la moindre incohérence sans tenir compte des pertes de mémoire, des problèmes de concentration dus au traumatisme vécu ?

Comme le soulève l'essayiste, il est légitime de se demander s'il est normal que seulement trois cas d'agressions sexuelles sur 1000 soient suivis d'une condamnation. Elle nous invite donc à analyser ce qui pose problème dans le système juridique québécois. Elle nous rappelle que le rôle de la couronne n'est pas de protéger les victimes, mais bien de prouver que les preuves avancées sont dignes de foi. Des pistes de solutions sont évoquées : celle, par exemple, de créer un tribunal particulier pour traiter des agressions sexuelles. Ou encore celle de mettre un terme à l'arrêt Jordan « qui a

suite de la page 5



donc fixé des plafonds de 18 mois, du début à la fin du procès, pour les cours provinciales et de 30 mois pour les cours supérieures», permettant ainsi à la défense une demande d'arrêt des procédures. Finalement, elle propose de renflouer les coffres des CALACS (centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles) qui sont tout simplement à bout de ressources. Heureusement, les réseaux sociaux ont réussi, jusque-là, à pallier ces manques qui subsistaient en donnant tout de même une voix aux victimes, mais aussi en tassant avec force le sentiment d'impuissance qui tenait les femmes dans un insoutenable silence.

L'indignation est donc au centre de cet essai qui nous semble avoir été écrit dans l'urgence, dans ce désir de «prendre» la vague pendant qu'elle passait, ce qui lui enlève toute prétention intellectuelle dans le style (on apprend par exemple que «[L] es Catherine Deneuve et consorts, qui ont osé s'opposer à la vague, se sont fait ramasser [sic]!»). Les références utilisées, principalement prises sur internet, dans des journaux et revues populaires forts connus, illustrent aussi bien ce fait. Mais, après tout, le but de ce mouvement, n'est-il pas justement d'être populaire,

d'inviter la masse à dénoncer, à élever la voix de celles qui jusque-là n'étaient point entendues, crues et soutenues? De plus, il aurait été appréciable de pousser plus loin la réflexion sociologique, de faire réfléchir davantage le lectorat sur cette société qui ancre toujours ces stéréotypes sur le genre, et ce, dès le plus jeune âge. Car rien de bien nouveau à cet égard n'est rapporté que l'on ne sache déjà:

les jeunes filles apprennent dès leur enfance à être gentilles et les garçons à être dominateurs.

Cet essai ressemble davantage à un constat qu'à une véritable réflexion poussée. En effet, le lecteur ressortira de sa lecture ébranlé, certes, mais un peu déçu tout de même, car, soyons honnêtes, il n'y apprendra pas grand-chose. Par contre, si l'objectif du présent ouvrage était de le secouer, il y parvient magistralement, soit par le truchement de nombreuses statistiques et de nombreux cas médiatisés.

Il réussit en lui jetant à la figure ce qui devrait pourtant être une évidence pour tous: cette forte vague, celle du #MoiAussi, ce véritable tsunami qui a renversé sur son passage bon nombre de prédateurs sexuels qui jusque-là semblaient invincibles, doit absolument demeurer active, vivante et déferlante. Et pour ce faire, l'autrice nous rappelle à la vigilance puisque rien n'est acquis encore. ♦

**Des pistes de solutions sont aussi évoquées: celle, par exemple, de créer un tribunal particulier pour traiter des agressions sexuelles. Ou encore celle de mettre un terme à l'arrêt Jordan**



## Engagée envers les créateurs d'ici.

**LA**

**FABRIQUE**

**CULTURELLE.tv**



Webster et Sophie Cadieux  
Ambassadeurs

#**LA FAB**   

Ne manquez pas les capsules vidéo réalisées par la Fabrique culturelle sur Les Cahiers de lecture et sur L'Action nationale

<https://www.lafabriqueculturelle.tv/>



## Contraints au ressenti

Mario Simard

Chargé de cours, Université du Québec à Chicoutimi

ANNE-CÉCILE ROBERT

### LA STRATÉGIE DE L'ÉMOTION

Montréal, LUX Éditeur, 2018,

176 pages

Pour comprendre notre condition politique, nous pouvons nous rapporter à la question fort simple, mais ô combien importante, de l'autorité. C'est effectivement en répondant à la question «qu'est-ce qui fait autorité pour nous?» que nous parvenons à établir la trame du politique. En ce sens, le politique apparaît généralement lorsque des catégories d'individus rejettent ou s'opposent à des formes d'autorités qu'ils jugent illégitimes. Que l'opposition s'applique à l'autorité de la religion, à celle d'une idéologie ou encore à celle du marché, ce que recherche le sujet politique moderne à travers ses luttes, c'est la possibilité de définir, par lui-même et pour lui-même ce que sera sa destinée. La pertinence de l'ouvrage d'Anne-Cécile Robert réside en ce qu'elle fait la démonstration d'une nouvelle forme d'autorité dont nous sommes dupes et dont nous ne suspicions pas les ravages; celle de l'émotion.

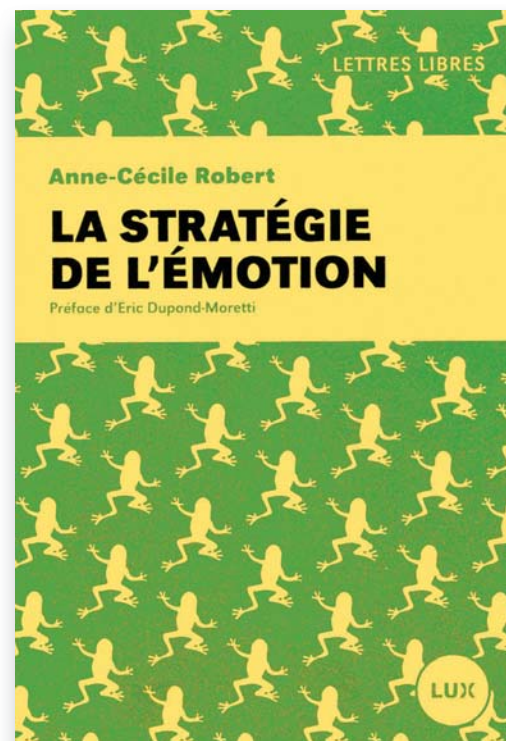
«Dans les sociétés contemporaines, les émotions envahissent l'espace social jusqu'à écartier petit à petit les autres modes de connaissance, notamment la raison» (p. 17). Cette affirmation de l'auteur a de quoi faire sourciller le kantien qui se représente la modernité politique comme «la sortie de l'homme de son état de minorité» par l'usage public de la raison. De l'appel de Kant (saperre aude) à avoir le courage et l'audace de savoir, nous serions passés à l'audace et au courage de s'émouvoir, ce qui entraîne «une gestion de la société par l'émotion» (p. 20) où la «larme vient remplir le vide laissé par la pensée» (p. 97).

Si ça n'est plus la raison mais l'émotion qui fait autorité pour nous, il faudra trouver un moyen de s'en affranchir; ce qui n'est pas une mince affaire. En effet, comment s'opposer à l'émotion sans être de facto cloué au pilori par les censeurs de la rectitude politique qui se feront un malin plaisir de vous dépeindre comme un goujat, comme le pire des sans-cœur, un Meursault en puissance? L'auteur nous fait remarquer, à cet effet, comment les «safe spaces» de certaines universités américaines sont la manifestation la plus détestable de cette manipulation politique du bon sentiment et de la rectitude. En ces lieux, on efface «toute contradiction, toute possibilité de débat ou de confrontation à l'autre; [pour favori-

ser] des formes de replis en petits groupes réconfortants» (p. 37). Dans cet endormissement compassionnel qui nous est présenté sans caricature par Anne-Cécile Robert, on en vient à réduire tout acte de dissidence, toute prise de position antagonique à de l'intimidation. Ici, la mésentente si chère à Jacques Rancière en prend pour son rhume, puisque l'émotion devient un outil de justification permettant de gommer les positions irréconciliables au nom de la sensiblerie. On croirait entendre notre mère nous dire: «accordez-vous donc, c'est si beau l'accordéon!»

**Dans ce drôle de monde mu par l'émotion que nous présente Anne-Cécile Robert, le héros politique, qui lutte pour changer les orientations de la société ou celle du marché, est remplacé par un héros pathétique. Ce «héros ordinaire» nouvelle figure d'adoration prend les traits d'une «victime qui subit» et qui fait la démonstration de son importance par la hauteur du malheur qui l'accable.**

C'est là le vicieux de l'affaire! En brisant l'équilibre précaire entre la raison et l'émotion, on ébranle du même coup l'articulation émotion et indignation. Le ressenti devient le réel, et il n'a plus besoin de la mauvaise conscience de la raison pour démontrer sa légitimité. Ainsi, «l'émotion pose un redoutable défi à la démocratie, car il s'agit, par nature, d'un phénomène qui impose au citoyen une position passive et le contraint à réagir au lieu d'agir. Il s'en remet à son ressenti plus qu'à sa raison» (p. 145). En clair, l'émotion n'est pas, selon Anne-Cécile Robert, le moteur qui permet aux citoyens de sortir de leur apathie pour s'inscrire dans une démarche d'émancipation. Elle n'est plus la source de *L'Homme révolté* de Camus, celui qui dit «non», pas plus qu'elle n'est représentative de l'appel à l'indignation de Stéphane Hessel. Elle est plutôt un repli sur soi, «un état enfermant qui ne conduit pas à l'action, mais à la passivité» (p. 12). Finalement, la «stratégie de l'émotion» est un dispositif permettant de «neutraliser l'esprit de révolte et toute subversion possible» (p. 165), de sorte que le «recours à l'émotion désarme le débat public» (p. 107) et devient une fatalité: «pendant qu'on pleure, on ne fait rien, et c'est parce qu'on ne peut pas changer le monde qu'on pleure» (p. 107).



Dans ce drôle de monde mu par l'émotion que nous présente Anne-Cécile Robert, le héros politique, qui lutte pour changer les orientations de la société ou celle du marché, est remplacé par un héros pathétique. Ce «héros ordinaire» (p. 68), nouvelle figure d'adoration, prend les traits d'une «victime qui subit» et qui fait la démonstration de son importance par la hauteur du malheur qui l'accable. Le malheureux se trouve soutenu dans son désir de reconnaissance par des alliés de taille; les «médias ultra-sensibles» (p. 47). Ce mariage explosif entre médias de masse et victime propulse le fait divers à l'avant-plan de l'espace public. Le fait divers devient l'élément déclencheur d'une communauté d'empathie, qui n'engage aucune responsabilité, aucune réflexion, mais qui unit pour un court moment les citoyens. Dans ce nouvel «écosystème médiatique», comme le dirait Mélanie Joly, la mort de Johnny Hallyday éclipse la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capital d'Israël (p. 49). De manière fort efficace, l'auteur nous laisse croire que le nouveau leitmotiv des médias à l'ère de l'empathie est de faire réagir et ressentir, mais non réfléchir. On peut ainsi participer à l'indignation collective dans le confort de son salon face à l'abjecte Harvey Weinstein, on peut aussi sympathiser avec le parent qui perd un enfant dans un accident de la route. C'est le fameux «cela aurait pu être moi» (p. 30) qui donne, ici, au mot compassion une signification plutôt narcissique. De la «solidarité des ébranlés» de Jan Patočka, on passe à une solidarité de la quotidienneté où l'on se sent spontanément «plus proche d'une personne qui subit le malheur que de celle qui se bat pour le vaincre» (p. 92).

On voit bien dans l'ouvrage que rien n'échappe à la rhétorique victimaire, que ce



suite de la page 7

soit le débat sur la crise des migrants ou celui sur la violence faite aux femmes, l'angle d'approche est toujours le même, on cherche à émouvoir. Le «storytelling» remplace maintenant la production d'analyses sérieuses nécessaires à la compréhension des enjeux complexes. Pis encore, «l'empathie compassionnelle suscitée par la souffrance des victimes dévie les termes du débat public en induisant une concurrence des douleurs» (p. 89). L'auteur démontre par là une forme de permutation des intentions des opprimés à l'ère de l'émotion. L'enjeu qui préoccupe maintenant la victime n'est pas celui de l'émancipation, elle ne cherche pas dans son action à priver son adversaire idéologique de sa légitimité, elle veut plutôt conquérir le droit d'émouvoir : droit d'émouvoir qui devient obligation d'émouvoir pour le politicien. «La larme de politicien crée un effet de proximité avec le citoyen, elle appelle à la ressemblance : "je suis comme vous", dit en substance celui qui la verse» (p. 94). Cette arme à double tranchant peut cependant se retourner contre celui qui l'utilise de manière exagérée, Justin Trudeau en a fait la démonstration convaincante à quelques reprises. Mais, si elle est bien maîtrisée, l'émotion permet de détourner l'attention et de réduire la portée de certains enjeux politiques.

Les responsables politiques s'abritent derrière les références émotionnelles lorsqu'il s'agit de masquer leur impuissance ou de justifier, comme si elles relevaient de la fatalité, les mesures impopulaires qu'ils s'apprêtent à prendre (p. 105).

La dérive de l'émotion ne s'arrête pas là, l'auteur démontre aussi comment elle se déploie comme un mode de pensée qui s'étend à toutes les dimensions de la vie. Même la distinction des espèces n'y échappe pas. Dans son emballement, l'émotion doit maintenant s'appliquer par extension au règne animal. Le rejet de la cruauté envers les animaux n'est plus suffisant dans la société de l'émotion, il faut maintenant leur accorder des droits. Ici, l'auteur ne réfère pas aux intentions des amoureux des chats et des chiens. Elle renvoie plutôt aux philosophes Sue Donaldson et Wil Kymlicka qui présentent, dans l'ouvrage *Zoopolis*, les animaux comme des castes dominées comparables aux esclaves (p. 141). Cette lutte contre l'anthropocentrisme peut rapidement tourner à la dérive, comment agir dans un monde où l'animal et l'homme sont considérés comme des comparables ? L'idée d'un animal qui ressent, souffre et s'émue ne nous conduit-elle pas à réduire la responsabilité que nous avons envers nos semblables au profit d'une reconnaissance du ressenti de la bête ?

**L'émotion est ce qui révèle la «vérité» sur la personne, elle «jouerait dans la vie sociale, le rôle d'argument d'autorité ultime qui met fin au doute, à l'échange raisonné des vues et des opinions; elle permettrait de "se faire" une idée» (p. 121)**

Ce qui se manifeste derrière ce drôle de phénomène, c'est un mode de pensée où la reconnaissance est motivée par l'émotion. L'émotion est ce qui révèle la «vérité» sur la personne, elle «jouerait dans la vie sociale, le rôle d'argument d'autorité ultime qui met fin au doute, à l'échange raisonné des vues et des opinions; elle permettrait de "se faire" une idée» (p. 121). Celui-là est un homme authentique qui dit les vraies affaires et qui n'a pas peur de s'émouvoir, celle-là est une femme froide qui tait ses sentiments, elle a forcément des intentions inavouées. Dans la sincérité bon marché, on oublie souvent, comme le fait remarquer Anne-Cécile Robert, que les émotions peuvent être manipulées (p. 122).

Les exemples de la manipulation par l'émotion regorgent dans l'espace public. Pour masquer ses réelles intentions, le politicien doit

**Même les mouvements de gauche n'échappent pas à cette logique. [...] Ainsi, on ne parle plus de lutte de classe, mais de défense des minorités, on favorise la lutte à l'exclusion plutôt que celle aux inégalités sociales.**

aujourd'hui maîtriser le faux semblant sentimental. Il faut trouver la formule qui émeut, mais qui n'engage à rien. Dans ce registre, on utilise de «grandes phrases moralisatrices [qui] servent à masquer des choix économiques et sociaux en contradiction avec les valeurs affichées» (p. 98). Même les mouvements de gauche n'échappent pas à cette logique. Dans un contexte où «l'hyperindividualisme inhérent à la valorisation victimaire ne cadre pas avec l'analyse en termes d'injustices économiques ou de rapport de classe.» (p. 91), le discours doit être modulé pour atteindre les cœurs. Ainsi, on ne parle plus de lutte de classe, mais de défense des minorités, on favorise la lutte à l'exclusion plutôt que celle aux inégalités sociales.

**Dans son emballement, l'émotion doit maintenant s'appliquer par extension au règne animal. Le rejet de la cruauté envers les animaux n'est plus suffisant dans la société de l'émotion, il faut maintenant leur accorder des droits.**

Cette réorientation du discours de gauche dans le registre de l'émotion s'inscrit-elle dans la fin des grands récits politiques (p. 97) ?

L'histoire comme le politique n'échappe pas à cette relecture du réel par l'émotion, comme le dit si bien l'auteur : «Verser des larmes sur le passé ne doit pas servir à occulter les crimes d'aujourd'hui» (p. 104). Il y a cependant une faille dans son argumentaire lorsqu'elle soulève la question : «Se souvenir permet-il de comprendre» (p. 41) ? Il est peut-être malvenu de considérer la Commission de vérité et réconciliation comme de l'«obsession mémorielle» (p. 44). Par delà l'abondance lacrymale risible de Justin Trudeau et la politique spectacle qu'elle incarne, la réconciliation n'était pas moins nécessaire en ce qu'elle constitue une reconnaissance formelle de l'épisode des pensionnats. Bien sûr que cela «ne peut compenser des années de brimade et de violence» (p. 44), loin de clore le débat, cet épisode a permis à de nombreux autochtones de se manifester politiquement face à un gouvernement qui encore aujourd'hui les oublie trop souvent.

En conclusion ; l'ouvrage d'Anne-Cécile Robert appartient à cette catégorie de livres utiles qui nous permettent de penser à partir de... En nous fournissant une grille de lecture pour appréhender les impacts de la «stratégie de l'émotion» sur le politique, l'auteur nous présente une réalité qu'on ne peut plus ignorer. Elle nous donne cette impression d'avoir été dupés par une relation de pouvoir que l'on n'arrivait pas à percevoir. La portée de ce pouvoir de l'émotion semble être passée sous le radar de la critique avant le travail d'Anne-Cécile Robert. Cela s'explique peut-être par la conjoncture politique postmoderne qui se caractérise par la perte de sens et la perte des grands récits d'émancipation. Devant ce vide abyssal, le trop-plein d'émotion est venu occuper un espace de sens laissé vacant. Il va de soi que face à la logique implacable des changements amenés par la mondialisation néolibérale, les larmes ne peuvent pas grand-chose. Notre difficulté à dépasser les contradictions de la mondialisation s'explique par la dépolitisation des masses provoquée par le mariage entre l'hyperindividualisme moderne et l'émotion comme mode de pensée.

L'émotion devient un exutoire qui permet à l'individu de ressentir les inégalités sans pour autant s'en déranger. «La dictature de l'émotion, en valorisant l'éphémère des affects, le fugace ressenti, substitue à la communauté de citoyens autonomes et solidaires le tribalisme d'individus amoureux d'eux-mêmes, mais angoissés» (p. 149). Il ne faut pas réduire la critique de l'émotion à une tentative de construire un monde apathique. Comme le souligne l'auteur «il ne s'agit pas d'éliminer les affects, mais de les mettre au service d'une intelligence du monde, d'en faire des leviers qui nourrissent la raison sans la remplacer» (p. 146). ♦



## Tous engloutis par la liste

Martin David-Blais

Professeur, Université Saint Paul

RÉMI GUERTIN

### FACEBOOK, LA LISTE ET MOI

Montréal, Liber, 2018, 104 pages

Voici un court essai critique sur la présence de Facebook dans nos vies, tant d'un point de vue personnel que collectif. Écrit avec une grande sobriété, l'ouvrage apporte un angle surprenant. À première vue, le thème semble classique: depuis des générations, des intellectuels «critiques» dénoncent la colonisation de la vie des personnes et des collectivités par les médias et les industries culturelles lesquels sont autant d'outils de domination. L'angle habituel est que cette entreprise de «colonisation» des esprits et de l'agir quotidien est la conséquence d'un dessein malveillant, sans cesse renouvelé, des forces capitalistes. Pour Guertin au contraire, l'intervention des grandes entreprises fut de nature opportuniste; l'impact – hautement problématique par ailleurs – de Facebook et des autres médias sociaux dans nos vies semble être au premier chef la conséquence malheureuse d'un phénomène social assez fortuit.

Guertin admet volontiers que Facebook est une source illimitée d'informations personnelles (offertes gratuitement aux grands joueurs du marketing) et qu'il est aussi un extraordinaire vecteur de publicité. Mais il reste que les médias sociaux ont été inventés, comme d'innombrables *startups* de l'internet, par de jeunes entrepreneurs qui étaient autant entrepreneurs que bricoleurs; que le développement des médias sociaux fut aussi inattendu que fulgurant; et que c'est après avoir réalisé leur envolée que les grandes forces capitalistes s'en sont emparées.

L'idée de départ de l'auteur est toute simple, à savoir que Facebook n'est rien d'autre qu'une liste. Ou plutôt: une série de listes qui se renouvellent sans cesse. Les inventeurs de Facebook ont imaginé des réseaux et des communautés virtuelles où l'on devait interagir par la mise en connexion de pages. Au cœur du dispositif d'interaction se trouvait un mécanisme de listes visant à mettre en évidence les contributions les plus fréquentées et les plus appréciées. Nous en avons tous fait l'expérience: ces listes n'ont de cesse de se mettre à jour et sont renouvelées à coups de visites et de *likes*.

À l'origine, Facebook a fait à chaque utilisateur deux promesses. D'abord, celle d'être «plus inséré communautairement», ce qui permettrait d'être présent au sein de nombreux cercles indépendamment des

contingences géographiques et, dans la foulée, «d'exister plus» aux yeux du monde à force d'obtenir des visites, des demandes d'amitiés et des «j'aime». La seconde promesse était d'être «constamment mis au fait de tout ce qui compte» par la mise en réseau permanente d'une multitude de sources et d'une offre constamment mise à jour.

**Le résultat, nous dit l'auteur, est non seulement paradoxal, il est surtout assez catastrophant: tous les jours, des milliards de personnes consacrent des plages de temps considérables pour se retrouver perdus dans un tourbillon d'apparitions éphémères et pour être gavés de contenus fragmentés immédiatement obsolètes.**

Toutefois, comme le mécanisme de la liste porte avec lui un principe de mise à jour perpétuelle et d'un classement sans cesse refait, il induit une logique infernale qui s'est vite retournée contre ses utilisateurs. Chacun fréquente Facebook pour «exister plus», pour être vu du plus grand nombre; toutefois, pour demeurer présent et visible, on doit être constamment actif et «poster» plusieurs fois par jour de nouveaux contenus immédiatement attirants, faute de quoi, en quelques heures, on disparaîtra. De même, chacun fréquente Facebook pour être plus connaissant et se maintenir informé de tout ce qui compte, mais le défilement des offres et de la masse de contenus fait en sorte que l'on se trouve immédiatement submergé et que la pertinence sociale de chaque fragment de contenu mis en ligne se limite à quelques heures, tout au plus. Le résultat, nous dit l'auteur, est non seulement paradoxal, il est surtout assez catastrophant: tous les jours, des milliards de personnes consacrent des plages de temps considérables pour se retrouver perdus dans un tourbillon d'apparitions éphémères et pour être gavés de contenus fragmentés immédiatement obsolètes.

Selon l'auteur, les promesses de Facebook n'étaient pas mensongères et répondaient à des envies absolument communes et profondes. Toutefois, pour qu'elles soient exaucées, il fallait que certaines conditions relatives au nombre soient satisfaites: 1) que le nombre des participants demeure assez restreint et 2) que le nombre de contributions demeure lui aussi dans des proportions limitées. Dès que les nombres augmentent de façon



significative, on le voit bien aujourd'hui, les individus perdent tout contrôle et se trouvent submergés. Et de fait, l'engouement fulgurant à l'endroit de Facebook et de certains médias sociaux aura créé un immense emballement.

Guertin ne se contente pas d'offrir une base d'explication du phénomène d'emballement, il cherche en outre à expliquer ce qui fait que la grande majorité des usagers, bien qu'engloutis, restent abonnés à Facebook. Il fait intervenir au premier chef un mécanisme aussi discret qu'irrésistible: la «manipulation de l'expectative». À savoir que le renouvellement perpétuel de la liste active sans cesse le désir de contenus nouveaux; or, la satisfaction obtenue se voit constamment oblitérée par des propositions nouvelles induisant de nouvelles envies intenses et provoquant de nouvelles dépenses de temps. Dit autrement, la manipulation de l'expectative crée une sorte de dépendance et fait en sorte que nous sommes toujours plus ou moins en manque. L'auteur fait intervenir un mécanisme similaire pour ce qui est de la participation: l'obtention de *likes* et de partages, qui créait un sentiment d'appartenance communautaire et qui renforçait le comportement participatif, s'est rapidement transformée en finalité en soi.

Voilà des mécanismes sociaux d'une très grande simplicité, mais dont les conséquences paraissent extrêmement sérieuses. D'abord, les individus donnent une masse incalculable de données sur eux-mêmes aux grands joueurs du marketing, Amazon en tête: non seulement nous ne recevons rien en retour, ce qui est en soi incongru, mais nous nous trouvons tous à alimenter – avec enthousiasme!

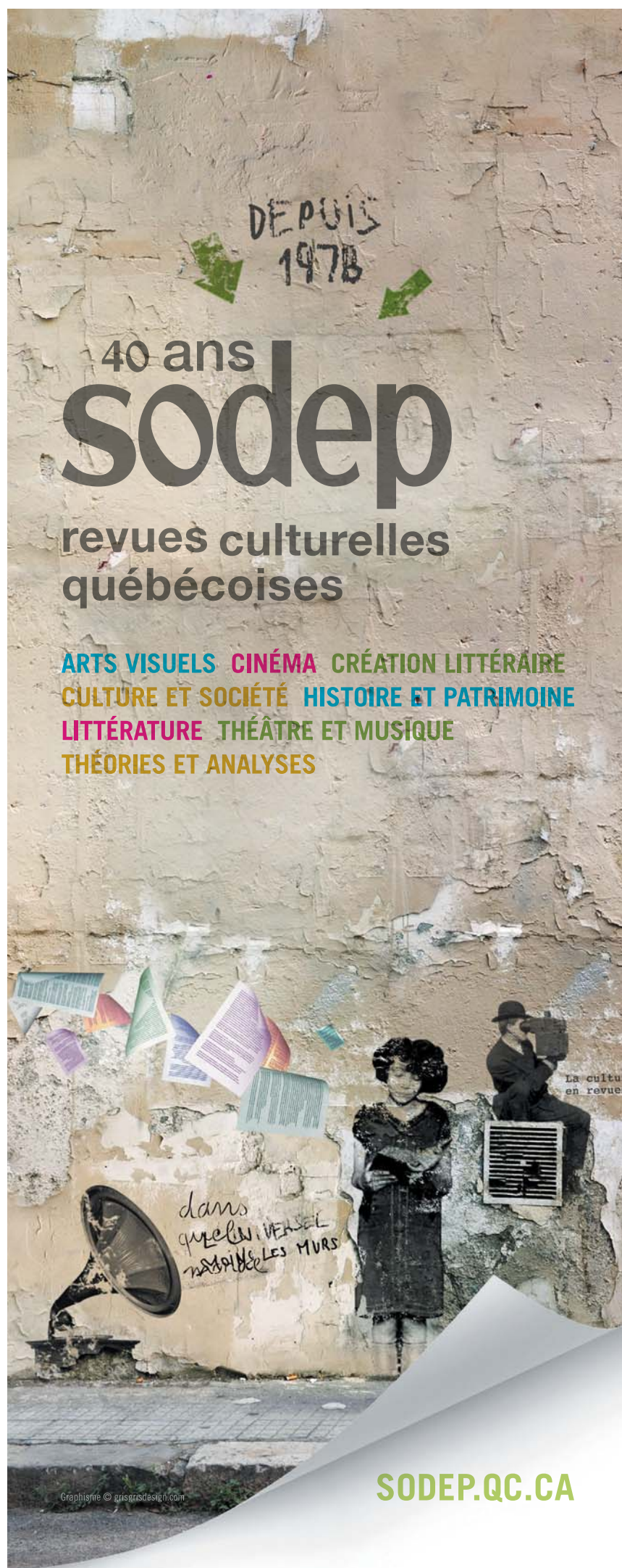


suite de la page 9

– le travail des entreprises de surveillance de la vie individuelle (les compagnies d'assurance au premier chef). Notre incessante participation à la vie de Facebook offre aux entreprises un formidable support publicitaire dont nous ne tirons, là encore, aucun avantage pécuniaire. Ensuite, Guertin fait le constat d'un immense gaspillage de temps pour les individus participants. Le surcroît d'existence et de présence que nous espérons de notre adhésion active à Facebook suppose en pratique un investissement participatif considérable et surtout constant tout en apportant un retour bien ténu. Certes, les médias sociaux permettent-ils d'atteindre immédiatement de très nombreux destinataires et de faire fi des limites géographiques, mais cela commande au préalable de très gros efforts et cela vient avec la constante menace d'une glissade soudaine dans le néant. Pis encore : la participation très conséquente aux médias sociaux apparaît de plus en plus comme cause d'isolement et peut-être même de perte d'authenticité individuelle. On pourra aussi parler de gaspillage intellectuel puisque la connaissance que l'on acquiert semble dépourvue de toute pérennité sans compter qu'il s'agit de contenus développés en toute hâte avec la contrainte de plaire au plus grand nombre.

**Il reste que [ce] petit essai est très intelligemment construit et donne à méditer. On est en présence d'un auteur doué d'une très grande aisance du point de vue conceptuel tout en s'exprimant avec une clarté complète et très peu d'artifices rhétoriques.**

J'avouerai que, sans être un fervent supporteur des médias sociaux, je ne me rallie pas au pessimisme de l'auteur. Il reste que son petit essai est très intelligemment construit et donne à méditer. On est en présence d'un auteur doué d'une très grande aisance du point de vue conceptuel tout en s'exprimant avec une clarté complète et très peu d'artifices rhétoriques. Le cœur de l'essai m'a fait penser à un très grand classique des sciences sociales : *The Theory of the Leisure Class* de Thorstein Veblen (1899), ouvrage consacré à l'avènement de la consommation de masse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les deux livres, on est mis en face d'un phénomène social gigantesque ayant émergé rapidement. Dans les deux livres, on utilise un appareil conceptuel aussi simple que puissant : une logique d'investissement individuel motivé par des besoins absolument communs donnant lieu, après agrégation collective, à un emballement irrépressible. Dans les deux livres, l'auteur s'attaque à l'analyse de l'emballement et isolant des mécanismes spécifiques. Dans les deux livres enfin, on observe un comportement individuel d'apparence contradictoire : même si les résultats obtenus semblent contraires aux finalités poursuivies, les individus-investisseurs maintiennent leur participation... ♦



Les Cahiers de lecture  
sont accessibles sur la  
plateforme

érudit

RÉSEAU DES CITOYENNES POUR L'INDÉPENDANCE OUI QUÉBEC (DIR.)  
**UN QUÉBEC PAYS : LE OUI DES FEMMES**  
Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2018, 262 pages

En 1970 le Front de libération des femmes affirmait qu'il n'y aurait « pas de libération des femmes sans libération du Québec ! Pas de libération du Québec sans libération des femmes ! ». Une frange du mouvement féministe s'alliait alors au mouvement indépendantiste pour émanciper Québécoises et Québécois dans le pays à naître.

Depuis l'échec référendaire de 1995, le discours indépendantiste chez les féministes, ainsi que la voix des femmes dans le projet indépendantiste, se sont dissipés, voire effacés. Le collectif du Réseau des citoyennes pour l'indépendance (RéCI) des Oui-Québec tente de renouveler ce discours avec le double objectif de sensibiliser les femmes et les réseaux féministes au projet d'indépendance du Québec et de démontrer que « le projet indépendantiste est porteur d'avancées pour le peuple québécois dans son ensemble et, en particulier, pour les femmes » (p. 19). Le livre vise aussi à conscientiser le mouvement indépendantiste à la place des femmes dans la construction du projet d'indépendance.

Le collectif réussit à construire un discours du « point de vue des intérêts des femmes » (p. 15). De plus, grâce à des recherches scientifiques, à des dialogues et à des témoignages, il offre un argumentaire renouvelé et actualisé.

Trois thèmes sont au cœur de l'analyse : la culture, l'immigration et les Premières Nations, ainsi que l'environnement mettant en avant les textes de Claire Aubin, Josée Boileau, Ginette Drouin, Marjorie Villefranche, Farida Sam, Viviane Michel, Annie O'Bomsawin-Bégin et Alejandra Zaga Mendez.

Pour se bâtir un pays, le Québec doit se doter un réel État-nation. C'est le discours que tiennent Claire Aubin et Ginette Drouin dans « La culture, puissant vecteur de cohésion sociale ». Josée Boileau parle quant à elle du « français comme point de ralliement ». Les deux textes insistent sur le rôle de la culture dans la construction de cet État-nation. Cependant, comme les auteures le mentionnent, les ingérences continues du gouvernement fédéral dans les compétences provinciales, y compris en culture, nuisent à la cohérence du projet québécois, et empêchent que l'héritage culturel des Québécoises, tant au niveau de la production que de la transmission, prenne réellement son envol et déploie son plein potentiel. L'apport des femmes au milieu culturel québécois est non seulement limité, mais freiné par le Canada.

Alejandra Zaga Mendez, candidate au doctorat en sciences de l'environnement, suggère de s'inspirer du mouvement féministe dans sa perspective écologique pour l'indépendance du Québec dans « La justice climatique et féministe au sein du mouvement indépendantiste ». Elle fait valoir que la crise écologique



touchera différemment et plus lourdement les femmes que les hommes. Pour elle, il est primordial que les indépendantistes proposent un projet de société et de pays plus vert, plus juste et plus égalitaire, et qu'ils puisent pour cela dans les analyses écologiques et anticolonialistes développées par certains courants du mouvement féministe.

L'appel à la décolonisation revient dans d'autres textes. Il est au cœur de ceux traitant des Premières Nations. Le concept de « nation à nation » est mis de l'avant à de nombreuses reprises notamment dans le texte d'Annie O'Bomsawin-Bégin. Le sujet est complexe, l'auteure ne propose pas nécessairement de solutions. Elle a toutefois le mérite de rappeler que le projet d'indépendance du Québec doit inclure des discussions de « nation à nation ».

Pour sa part, Marjorie Francheville veut faire voir qu'une frange immigrante du mouvement féministe soutient elle aussi l'indépendance du Québec. Elle parle d'« émancipation commune ». Le projet de société de ces féministes immigrantes insiste sur l'égalité entre les hommes et les femmes et entre les immigrant.e.s et des Québécois.es « de souche ». Selon elle, il ne faut plus faire de distinction d'ethnie ou de genre dans la conception de ce nouveau pays, mais proposer et bâtir un pays égalitaire et juste pour tous et toutes.

L'ouvrage offre davantage de perspectives que celles sur lesquelles j'ai insisté. L'historienne Micheline Dumont, par exemple, met les femmes en garde contre un certain nationalisme souvent associé à l'idéologie indépendantiste. Bien que cette vigilance soit nécessaire, il faut distinguer entre les différents nationalismes existant au Québec. Le mouvement indépendantiste n'est pas composé exclusivement d'une branche identitaire considérée par plusieurs comme malsaine, il regroupe également des militants et militantes de tous horizons, dont ceux et celles d'un nationalisme plus civique. En pointant le faisceau seulement sur une petite section du mouvement, le texte en fausse la connaissance d'ensemble. Cela dit, comme toute idéologie, le nationalisme n'est pas à l'abri d'éventuelles dérives.

Dans l'ensemble, l'ouvrage touche de nombreux sujets plus intéressants les uns que les autres. La lecture aurait sans doute été facilitée si les textes avaient été regroupés par thèmes. Cela dit, les indépendantistes et les féministes y trouveront de quoi nourrir leur réflexion. L'indépendance du Québec ainsi que l'émancipation des femmes sont des sujets d'une actualité permanente, car tant qu'elles ne sont pas faites, elles sont à faire.

**Valérie Deschamps**

Étudiante au baccalauréat en histoire, UQTR

# Penser l'identité québécoise

France Giroux

*Retraitée, philosophie, Collège Montmorency*

SÉBASTIEN MUSSI

## LE NOUS ABSENT. DIFFÉRENCE ET IDENTITÉ QUÉBÉCOISE

Montréal, Liber, 2018, 129 pages

Affirmer qu'il est pertinent aujourd'hui de parler de la question identitaire est devenu difficile. Car il est courant d'amalgamer cette question à quelque chose de négatif: l'incompréhension de l'autre, en particulier de l'immigrant, et aussi la fermeture au monde. Ce qui est susceptible d'engendrer des mouvements de colère, si ce n'est de censure. Or, précise l'auteur, «ce qui se joue dans cette tentative de se comprendre n'est ni l'affirmation péremptoire de ce qu'on croit être ni l'ouverture à un autre que finalement on ne connaît pas, mais bien une certaine urgence de plonger dans ce qui constitue notre désir de devenir» (p. 11).

Afin de réfléchir sur la formation identitaire, il suffit d'examiner un objet concret qui, en principe, y participe de manière stratégique: le programme «Éthique et culture religieuse» (ECR). On le sait, il existe un débat public sur ce programme qui a divisé les opinions et suscité des tensions. En fait, l'explication la plus fondamentale de la polarisation du débat est sans doute reliée au fait que l'esprit même du programme concerne à la fois l'identité collective et individuelle et qu'il fait appel (ou le devrait) à la mise en œuvre de la redéfinition de ses limites. Dans son essai, Sébastien Mussi incite ses lecteurs à remarquer toutefois que – tant pour les promoteurs du programme que pour ses critiques – les identités sont considérées comme des énigmes; ils commettent donc l'erreur de les laisser absentes du débat ECR, comme si la question identitaire était déjà réglée.

Pour illustrer ce manque à penser, il fait noter que rien n'y est dit sur Hector de Saint-Denys Garneau, Gaston Miron ou Hubert Aquin. Aucune référence à la littérature qui peut être ce «lieu le plus sensible dans cette constitution d'un sujet québécois» (p. 33); rien sur l'«affaire Guibord», par laquelle Robert Hébert montre la présence affirmée, en Amérique francophone, le long des rives du fleuve Saint-Laurent, «d'une philosophie moderne, non cléricale et anti-intégriste», ce qui permet d'envisager l'édification d'une philosophie québécoise (p. 84); rien sur les rapports de domination; pas un mot sur l'émigration canadienne-française en Nouvelle-Angleterre qui se chiffre à

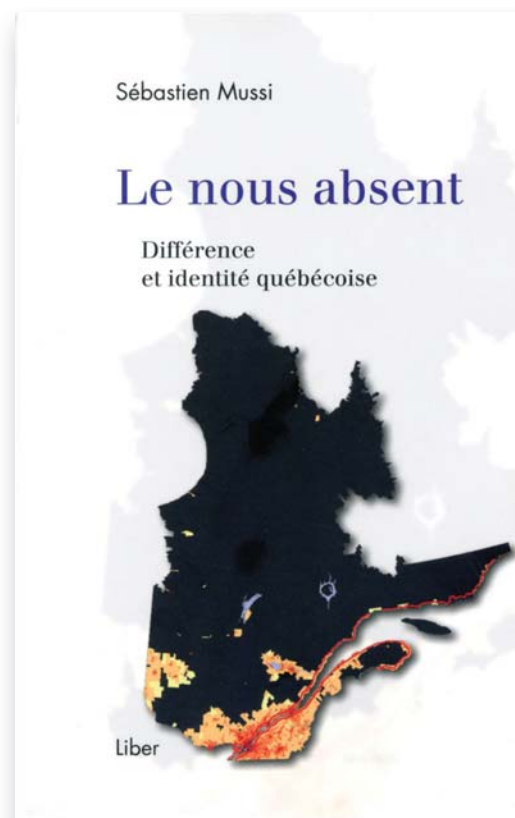
quelque 900 000 sur moins d'un siècle. Pas un mot non plus sur l'absence d'enseignement institutionnel de Descartes à cause de l'Église. Toute dimension conflictuelle est ainsi évacuée du débat. On s'y montre réfractaire à toute pédagogie sur la démocratie, comme si ce n'était pas l'existence de rapports de force et de pouvoir qui «oblige à la négociation et au fameux dialogue» (p. 47).

Avant tout, la visée du programme est de rendre possible précisément le dialogue entre identité et altérité. Toutefois, afin que dialoguent les immigrants et les Québécois de souche, il faudrait que chaque Québécois ait la conscience de qui il est et qu'il sache comment il est devenu ce qu'il est. Il est vain d'amorcer le dialogue s'il n'y a pas eu cette étape antérieure.

**Il est urgent de remplacer le «nous absent» par un «nous présent» et de penser les idées-forces de notre existence, ce à quoi nous convie Sébastien Mussi, soucieux d'édifier la société qui vient. L'essai est subtil, riche, original; il possède le grand mérite d'être écrit dans une langue assez précise et, en même temps, accessible au citoyen cultivé.**

Dans ce programme long puisqu'il accompagne les élèves aux niveaux primaire et secondaire, il n'existe cependant pas de moyen de se saisir de son identité; on s'efforce plutôt d'y théoriser la transformation, au Québec, de la pluralité de fait (ce qui est: les immigrants et les «souchistes») en pluralisme défini comme norme (ce qui devrait être dans toute société). De plus, ce pluralisme normatif ressemble en tout point à l'idéologie du multiculturalisme; or, le multiculturalisme, qu'ailleurs Mathieu Bock-Côté considère comme une «religion politique», est problématique sur plus d'un plan, dont, avant tout, celui de la ghettoïsation. Ce processus conduirait-il à une impasse: l'identité collective, qui permet de vivre les uns avec les autres, peut-elle se transmettre et se constituer à l'école par la médiation du programme ECR?

Faudrait-il, en revanche, revenir à l'identité collective définie par la culture religieuse catholique? Ce que proposent certains critiques du programme. Aucun des deux termes de cette alternative n'est satisfaisant, puisque tous deux sont partiels et biaisés. La religion catholique majoritaire n'a jamais suffi à définir



l'identité québécoise; pour comprendre cela, il convient, selon l'auteur, de se référer aux propos significatifs de l'historien Yvan Lamonde (*Un coin dans la mémoire. L'hiver de notre mécontentement*, 2017): un blocage affectif aurait divisé la conscience politique des Québécois tout au long de leur histoire, ce qui leur aurait forgé des loyautés divisées; l'Église ne susciterait que l'une de ces loyautés. Ne pas en tenir compte, ce serait faire fi des mouvements de révolte autonomistes du XIX<sup>e</sup> siècle – comme celui des Patriotes condamnés par l'Église canadienne. Cela équivaldrait à ignorer, de plus, d'autres épisodes de notre histoire, où le droit religieux a prévalu sur le droit civil au détriment de citoyens aspirant à une raison laïcisée.

En somme, dans le Québec contemporain, la formation de l'identité ne constitue pas du tout une question réglée. L'essayiste aurait pu mentionner que certains professeurs donnent les cours du programme ECR sans formation adéquate, de sorte que l'enseignement dispensé ne repose pas toujours sur des fondements solides. Mais, on l'a compris, Sébastien Mussi se concentre sur l'urgence de mettre fin au refus de penser son identité. Car, si nous ne nous connaissons pas nous-mêmes, il sera impossible d'accueillir les nouveaux immigrants dans la société québécoise en leur disant qui nous sommes et en ayant la confiance et l'amitié nécessaires.

Dans tous les endroits du monde, les individus naissent avec une identité. Mais, dans le Nouveau Monde où il y a moins de traditions, il est davantage aisé de s'en extraire. Ce qui ne veut pas dire que, par exemple, l'États-Unien, qui se libère des faibles traditions de l'Amérique, peut se croire quitte envers son

## Les doutes indépendantistes

Yvan Lamonde  
Historien

HÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON –  
PIERRE VADEBONCOEUR  
(édition préparée par Marie-  
Andrée Beaudet et Jonathan Livernois avec  
la collaboration de François Ricard)  
**LE PAYS QUI NE SE FAIT PAS.  
CORRESPONDANCE, 1983-  
2006**  
Montréal, Boréal, « Document »,  
2018, 302 pages

**P**ourquoi publier cette correspondance «top secret» au dire des correspondants? Qu'y trouve-t-on de si secret? Qu'aurait-il fallu politiquement taire?

La question se posait, car il s'agit dans ce face-à-face de deux intellectuels de haute crédibilité, d'un face-à-face des Québécois et des souverainistes avec eux-mêmes. C'est être on ne peut plus fidèle à l'esprit critique des deux épistoliers que de donner accès à leur regard sur eux-mêmes qu'on espère être un regard de même tonus sur soi-même, sur nous-mêmes. Le regard du «pessimisme profond» de Pierre Vadeboncoeur, le regard de «l'incorrigible espérante» que s'avoue être Hélène Pelletier-Baillargeon qui écrit avec la conscience historique qui est la sienne: «il faut permettre aux générations qui nous suivent de tirer profit de nos expériences et des analyses que nous en tirions à chaud». Publier ces lettres, c'est aussi croire que les lecteurs seront assez forts pour ne pas être démobilisés. C'est la même force qui est à l'œuvre dans le regard d'hier, la même force requise dans le regard obligé d'aujourd'hui sur demain. Tout le monde est avec ce livre à la même hauteur d'exigence.

La première lettre à Hélène Pelletier-Baillargeon de l'essayiste québécois le plus perspicace depuis 1950 est écrite trois ans après le référendum de 1980 qui a récolté 40 % de «Oui». Leur correspondance de quelque 130 lettres continue bien au-delà du second référendum, en 1995, qui a échappé au «Oui» de très peu. À sa manière, Vadeboncoeur cherche à s'expliquer à lui-même et à sa destinataire son diagnostic «impitoyable».

La pensée de l'indépendance a donné tout ce qu'elle pouvait et elle ne pouvait pas donner l'indépendance (PV, mars 1985).

Penser au Québec en ce temps, c'est pour moi mettre des fleurs sur une tombe (PV, juillet 1985).

Il faut désormais agir comme des vaincus en cherchant à exister le plus possible. Le Québec est un «trou noir», une entité qui ne rayonne plus, qui n'émet plus d'énergie. Le Québec a «fait une révolution religieuse, sociale, morale, politique et culturelle complète – sans conséquence».

Nous ne sommes pas désespérés, donc nous ne sommes pas révolutionnaires (PV, avril 1993).

Ce que Vadeboncoeur appelle sa «mécraence politique» persiste: les masques sont tombés, les choses ne sont pas belles, «mais enfin il n'y a plus de maquillage». Et tout se passe comme si le problème québécois «n'avait objectivement pas de solution réalisable. Alors on passe de succédanés de solutions à d'autres succédanés de solutions». L'explication ultime tient à «la fondamentale faiblesse du Québec», à «notre mentalité d'impuissants», au fait que nous sommes des vaincus dans la représentation de nous-mêmes.

Ce n'est plus la surface, ce ne sont plus les éléments, des colombages, des étais qui se défont; ce sont les fonds qui se disloquent (PV, décembre 1985).

Je pense, depuis 1980, que ce qui nous a dispersés, ce n'est pas le résultat du Référendum, mais l'image qu'il a imposée de l'impossibilité quasi certaine de mener à bon terme notre projet... (PV, février 1987).

La ligne du risque de 1999 consistait à trouver «le moyen de garder l'opinion publique disponible pour que le Québec puisse reprendre positivement l'initiative d'une pensée politique relative au lieu d'un absolu qui s'avère une impasse». Surtout que bientôt, «la langue ne pourra plus même servir de ciment politique».

Grande directrice de *Maintenant* qui fut le «terreau nourricier» des deux amis et «un extraordinaire moment d'humanité dans la pensée», Hélène Pelletier-Baillargeon se tient debout devant le pessimisme radical de son correspondant. Elle remarque que «le pire non plus n'est pas toujours assuré» et qu'il faut «toujours prévoir un retournement inattendu de l'Histoire». Elle reconnaît sa propre «lassitude», l'inconfort de ne plus pouvoir bouger et avancer politiquement, la parenté de sa «fatigue» avec celle d'Hubert Aquin, des années plus tôt.

Notre destin serait-il de vivre à perpète comme des funambules qui ne descendraient jamais de leur corde raide? (HPB, janvier 1993)

Hélène Pelletier-Baillargeon  
Pierre Vadeboncoeur



### LE PAYS QUI NE SE FAIT PAS

Correspondance  
1983-2006

Document  Boréal

Puis, cette remarque prémonitoire de janvier 1992: «Mais je crois qu'on ne peut espérer gagner un référendum sur la souveraineté avec un gouvernement en place qui n'est pas souverainiste».

Le lecteur ne pourra échapper au besoin impérieux de comprendre d'où vient chez Vadeboncoeur son «fatalisme», son «pessimisme radical», qui l'amènent à faire, en décembre 1999, cette évaluation globale: «L'indépendance n'est pas dans notre âme. Nous n'avons pas assez de force morale pour qu'elle y soit». Le propos est impitoyable. D'où vient le diagnostic, quelle est sa vérité, le moyen de sa validation? Il fournit une piste lorsqu'il précise à sa correspondante que sa pensée repose sur un ensemble comprenant «des intuitions, un certain sens des choses, et une évaluation des situations selon des mesures qui ne sont pas courantes». Autant de synonymes de l'intuition. L'intuition de l'essayiste s'alimente à forte dose à l'histoire. Comme chez le Stephen Dedalus de *l'Ulysse* de Joyce qui avoue vouloir se réveiller «du cauchemar de l'histoire». Pour Vadeboncoeur qui scrute et interprète l'histoire du Québec depuis les années 1930, l'histoire est devenue «un abîme, un gouffre, un vortex». Il a «le sentiment du peu de poids de notre histoire». Nous sommes «en stagnation dans l'histoire».

Nous sommes des figures contemporaines d'une présence jadis statique à l'histoire (PV, avril 1992).

Voilà à peu près l'invraisemblable cul-de-sac dans lequel l'histoire nous a conduits. Pas seulement l'histoire indépendantiste, mais toute l'histoire depuis la Conquête, par impasses successives, chaque fois marquées par un grave échec (PV, janvier 2006).

suite de la page 12



passé. Cela vaut pour le Québécois; selon l'écrivain Yvon Rivard, la ligne de partage de la Révolution tranquille ne doit plus nous mener à rejeter le passé; nous devons accepter l'héritage prémoderne, issu de ce Nouveau Monde pauvre en traditions, où les nôtres ont connu domination, pauvreté et fatigue culturelles.

Si, au Québec, la dimension conflictuelle de notre histoire est évacuée du curriculum scolaire, les citoyens ainsi formés garderont présente à l'esprit l'illusion de pouvoir constituer une nation capable de survivre sans État. Mais leur illusion, sans cesse, sera contrariée par l'appréhension que tout cela échoue, sans savoir pourquoi. Il vaut mieux nommer cette peur afin de s'en libérer. Car sinon, la peur, voire le ressentiment risque de s'infiltrer dans l'espace public et de corrompre les rapports dans notre société pluriethnique.

Chose certaine, il faut cesser de taire le choc de 1995. Il faut, au contraire, investir philosophiquement la date du 30 octobre où le «oui» l'a presque emporté, car la fin d'une espérance constitue un traumatisme pour une nation. Il est urgent de remplacer le «nous absent» par un «nous présent» et de penser les idées-forces de notre existence, ce à quoi nous convie Sébastien Mussi, soucieux d'édifier la société qui vient. L'essai est subtil, riche, original; il possède le grand mérite d'être écrit dans une langue assez précise et, en même temps, accessible au citoyen cultivé. ♦

suite de la page 13



Et après avoir connu deux «glissements», «l'effondrement religieux-culturel et la déroute post-référendaire», nous nous retrouvons «tout à coup à cinquante mètres plus bas et dans l'impossibilité pratique de revenir au niveau». Dans *Cité libre* en novembre 1963, Vadeboncoeur cherchait à expliquer «la psychologie de notre action»; en mars 1993, il décrit la mentalité québécoise comme s'étant conformée à une «psychologie frileuse et paralysante». Le «tout pour le tout» aujourd'hui, le refus global hier, n'animent pas cette psychologie.

Hélène Pelletier-Baillargeon, à qui il importe au plus haut point «de garder le feu dans la cheminée», amorce sa correspondance en référant à la page de l'Évangile où trois femmes se mettent en route le matin de Pâques vers le tombeau scellé du Christ en sachant qu'elles n'auront pas la force de l'ouvrir. Elle la clôt en évoquant le docteur Jacques Baillargeon qui vient de prendre sa retraite il y a huit jours et qui fait du pointage électoral pour le Bloc dans Outremont. Elle qui sait que «l'espoir est une denrée périssable» écrit: «Qu'opposer au croyant qui persiste à croire, face au tombeau vide?» ♦



MICHAEL POPLYANSKY

## LE PARTI ACADIEN ET LA QUÊTE D'UN PARADIS PERDU

Québec. Les Éditions du Septentrion, 2018, 178 pages

Professeur associé à la Cité universitaire francophone de l'Université de Régina, Michel Poplyansky s'intéresse au nationalisme contemporain et à l'histoire des communautés francophones en milieu minoritaire. Dans sa thèse de doctorat publiée en 2013, l'auteur produit une analyse comparative entre les nationalismes québécois et acadiens de 1960 à 1985. Avec *Le Parti acadien et la quête d'un paradis perdu* il signe ici son premier ouvrage.

D'emblée nous saluons le travail de l'auteur, qui a le mérite de nous offrir la première monographie sur le sujet, de faire découvrir au lecteur cet épisode souvent oublié de l'histoire acadienne. Dans son ouvrage, Poplyansky montre bien l'ancrage traditionnel du nationalisme promu par le Parti acadien (PA) à travers l'étude de l'éphémère trajectoire historique de cette formation politique. Si, à ses débuts, le PA présente une position ambiguë quant au devenir de la nation acadienne, son manifeste et ses prises de position ultérieures s'inscrivent rapidement dans une volonté de recréer l'Acadie perdue, et ce malgré l'important courant de gauche radical qui y militait à ses débuts. En ce sens, en décrivant les différentes phases du nationalisme du PA, l'auteur nous rappelle qu'il n'existait pas d'antinomie entre progressisme et tradition dans le néo-nationalisme d'alors. On réussit aussi à bien saisir les similitudes et les différences entre la vision du devenir national au Québec et en Acadie.

Toutefois, l'ouvrage de Poplyansky présente certaines faiblesses qui limitent sa contribution théorique et peut laisser le lecteur sur sa faim. Dans son introduction, l'auteur annonce l'ambition de son travail qui est de faire une étude de cas sur le Parti acadien en vue d'inscrire son histoire dans un contexte transnational en plus de: «saisir l'hégémonie de l'ordre libéral canadien» (p. 15). Pour ce faire, l'auteur se donne trois objectifs. Inscrire la naissance du PA dans le contexte mondial, analyser le nationalisme dont il s'est fait le promoteur et comprendre les causes de sa disparition. Si Poplyanski décrit bien le nationalisme du PA, il ne réussit pas à expliquer comment son histoire s'inscrit dans une histoire transnationale comme il se proposait de le faire, entre autres parce qu'il limite son analyse à une démarche comparée entre le Québec et l'Acadie sans montrer de quelle façon les trajectoires de leurs courants nationalistes sont similaires aux autres ailleurs en Occident et dans le monde.

Situer ce phénomène dans le contexte de l'éclatement du Canada français, de la disparition de cette référence (F. Dumont) et utiliser la contribution d'Eric Hobsbawm à l'étude des nationalismes aurait permis d'enrichir l'analyse proposée.

Par moment, la démonstration est peu convaincante. À titre d'exemple, dans le dernier chapitre du livre, Poplyansky tente de dégager les dirigeants du PA, dont la dernière cheffe Louise Blanchard, de toute responsabilité en ce qui a trait à la disparition du parti et veut démontrer que sous sa direction le parti a pu jouir d'une plus grande visibilité internationale. Toutefois, au cours des pages qui suivent, il décrit les difficultés fatales vécues par le parti et la faillite de la stratégie du silence adoptée par ses dirigeants et la démobilisation qui s'en suivit sans vraiment expliciter la contribution du rayonnement international du PA à ses succès électoraux. Bref, les faits décrits dans le chapitre vont plutôt dans le sens contraire de ce qui était proposé comme direction à cette section. Qui plus est, il est difficile de voir comment la disparition du parti serait le résultat de l'hégémonie de l'ordre libéral canadien ayant réussi à le mater et non pas le fruit du contexte électoral particulier du Nouveau-Brunswick en 1982. En ce sens, la démonstration aurait bénéficié d'une argumentation plus étoffée.

On aurait aimé que l'auteur élabore davantage sur les dirigeants du parti, leur biographie et leur rôle, le fonctionnement interne, avoir une analyse plus exhaustive des résultats électoraux (qui aurait pu être reproduits en annexe), une chronologie, des descriptions du débat public du Nouveau-Brunswick à l'époque, etc. En somme, si Poplyanski nous offre un survol agréable de l'histoire du PA, le livre n'est pas à la hauteur de l'ambition qu'il s'était donnée et aurait gagné à un travail de recherche et d'édition davantage soutenu.

Louis-Philippe Sauvé

Candidat à la maîtrise en histoire, UQAM

## Salle de réveil

Mario Simard

Chargé de cours, Université du Québec à Chicoutimi

DAVID LEROUX

### ANESTHÉSIE GÉNÉRALE

Montréal, Éditions Château d'encre, 2018, 154 pages

Est-ce que le Québec est une société malade? Ce questionnement résume bien, à lui seul, l'intention diagnostique qui semble motiver David Leroux tout au long de son essai. Si l'auteur parvient assez bien à exposer les différentes «pathologies» qui paralysent notre société lorsqu'il est question de notre avenir collectif, il en va autrement de sa proposition curative qui apparaît hasardeuse par moment. En effet, les réponses qu'offre Leroux à la tâche urgente de réfléchir à un remède qui permettrait au patient Québec, en panne d'inspiration politique, de se redynamiser ne feront sûrement pas consensus.

#### LE DIAGNOSTIC LEROUX

D'entrée de jeu, l'auteur annonce son intention: il veut «prendre à la gorge» «un monde mené par l'impératif du bien et de la fête» (p. 18-19). Leroux exprime, par là, sa volonté d'en découdre avec les impératifs de la société postmoderne, qu'il nous présente sous la logique de l'«idéologie libérale-libertaire» (p. 73). En somme, Leroux rejette ce monde désinvolte où les bien pensants participent à la chose politique pour autant qu'elle ne déroge pas des impératifs des libertés individuelles. Les maîtres mots de la mobilisation citoyenne deviennent dans ce contexte: authenticité, différence, cosmopolitisme. L'acteur politique, quant à lui, n'a plus d'identité nationale, il est citoyen du monde, ce qui fait dire à l'auteur: «L'avant-garde n'est plus dans l'émancipation du "nous", mais à sa dissolution» (p. 25).

Plusieurs analystes partagent ce constat à l'effet que le «nous» constitutif de toute identité collective semble aujourd'hui se dissoudre dans un «je» plus propice aux revendications politiques de notre temps. Cette réalité Leroux nous la présente comme un «engagement citoyen à la carte» (p. 27). Si l'air du temps valorise la reconnaissance des minorités, qu'elles soient ethniques ou de genre, il en va autrement pour les minorités nationales dont les luttes d'autonomie politique sont perçues à tort comme une forme de repli identitaire. Voilà ce qui nous conduit à l'«anesthésie citoyenne générale» (p. 31) et qui se traduit par le «désengagement collectif» des jeunes générations.

L'identité collective n'étant plus initiatrice de quête d'émancipation, les jeunes préfèrent maintenant se mobiliser sous la base d'une pluralité de problématiques qui n'ont rien à voir avec la question nationale. Cette désaffection de la jeunesse n'est pas étrangère à ce que l'auteur présente comme «l'hégémonie de l'idéologie libérale» (p. 53). Dans cette perspective, les oppositions se cristallisent entre une droite néolibérale et une gauche progressiste multiculturaliste. La polarisation des partis politiques n'échappe pas à cette donne idéologique qui s'est manifestée par le recentrage de la politique québécoise dans un axe gauche-droite plutôt que fédéraliste-souverainiste.

**Si l'auteur parvient assez bien à exposer les différentes «pathologies» qui paralysent notre société lorsqu'il est question de notre avenir collectif, il en va autrement de sa proposition curative qui apparaît hasardeuse par moment.**

Donc, pour Leroux, le désengagement collectif face à la politique québécoise semble tenir du fait qu'il devient difficile, voire impossible, d'actualiser la question nationale dans le contexte idéologique actuel. Du côté de la droite néolibérale, on se concentre sur les impératifs de gestion de la société de consommation. Les préoccupations vont dans le sens du déficit zéro et d'autres considérations visant, supposément, à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, ce qui fait dire à l'auteur: «il ne reste au citoyen que la consommation de produits à la mode pour forger son identité» (p. 91).

Du côté de la gauche, les efforts sont plutôt dirigés vers la construction d'une société plus tolérante face aux différences. Cette gauche que Leroux identifie comme dépositaire de l'«idéologie libérale-libertaire» semble fermée à l'idée qu'il puisse y avoir des antagonismes identitaires. En érigeant le pluralisme en dogme, la gauche ne parvient plus à dépasser les contradictions identitaires pour former une identité collective capable de mener à bien un projet collectif comme l'indépendance. Elle concentre plutôt son action à sécuriser chacun dans sa différence. La gauche suit ainsi une trajectoire de dépolitisation provoquée par sa volonté de gommer les antagonismes au profit d'une reconnaissance béate de la différence. À cet effet, Leroux souligne avec justesse que la tolérance et la différence



deviennent des «outils de l'anesthésiste du politique» (p. 55). En effet, comment débattre dans cette atmosphère où la différence clôt toute dissidence ou opposition possible. Comment ne pas désespérer dans le contexte actuel où le multiculturalisme est «largement utilisé par la fédération canadienne pour sublimer l'identité québécoise» (p. 62)?

Ainsi tombe le diagnostic; sans la vigueur du projet indépendantiste, le Québec demeure une société anesthésiée. Malheureusement entre les vraies affaires du marché défendues par la droite et l'utopie de la reconnaissance soutenue par la gauche, le projet national est enserré dans un étau qui le paralyse. Si la maladie du Québec tient à «son désir d'être, de reconnaître et de définir son soi national.» (p. 72), il faut concéder à Leroux qu'il y a «rupture entre l'homme d'ici et la politique» (p. 32). Reste maintenant à savoir comment remédier à cette rupture.

#### LE REMÈDE LEROUX

Pour sortir de l'impasse, Leroux nous propose une action en deux temps. Premièrement, nous devons assumer, voire valoriser les antagonismes de la société québécoise. Ici, l'auteur annonce ses couleurs dans une volonté de réhabiliter la polarisation ami-ennemi dans le discours politique. Par la suite, Leroux nous indique que nous devons «recommencer à parler au peuple et à son sens commun» (p. 119). Ce dialogue national avec le peuple, Leroux le croit possible par un populisme qui deviendrait une forme d'antidote à l'apathie générale face à la question nationale.



suite de la page 15

## LA RHÉTORIQUE AMI-ENNEMI

Dans sa conception de l'opposition ami-ennemi comme étant «absolument nécessaire à la construction de l'État» (p. 60), Leroux réfère aux travaux de Carl Schmitt. Lorsque l'on connaît certains détails de la pensée de Schmitt, en particulier les écrits où il fait du juif un ennemi irréductible, on peut se questionner sur l'utilisation de ce type d'argumentaire. L'utilisation de Schmitt est d'autant questionnable que Leroux laisse entendre, de façon plus ou moins claire, que nous devrions assumer le clivage entre les Québécois francophones, ceux issus des communautés culturelles et ceux de la minorité anglophone (p. 97). Ce qui soulève la question de savoir si ceux qui refusent d'adhérer au projet national doivent être considérés comme des ennemis.

Il serait injuste de prêter des intentions à l'auteur, l'idée que défend Leroux semble plutôt celle d'assumer que le politique suppose, par son essence même, de la mésentente comme le dit si bien Jacques Rancière. Cette mésentente s'exprime assurément aujourd'hui dans l'inconfort pour les francophones d'être à la fois une minorité (nationale) au sein de la fédération et une majorité (linguistique) au Québec. À cet effet, Leroux revient sur la déclaration de Parizeau le soir du référendum qui fut abondamment utilisée par la suite pour soutenir la thèse du peuple québécois oppresseur des minorités. Cette idée d'un Québec replié sur lui-même refera surface lors du débat sur la Charte des valeurs et sera également utilisée pour noyer l'épineuse question de la laïcité.

Dans cette optique, Leroux croit que l'«un des grands défauts des leaders actuels du camp souverainiste [est] de chercher à plaire à tous» (p. 120). Il faut, selon lui, «savoir identifier et nommer l'ennemi et le désigner comme tel, c'est-à-dire non comme quelqu'un à séduire, mais comme quelqu'un à vaincre» (p. 123). Cette volonté de séduire l'ennemi au sein de l'électorat apparaît à Leroux comme l'une des causes expliquant la longue agonie du Parti québécois (PQ) après le référendum de 1995. Cette volonté de plaire serait devenue, avec le temps, une volonté de ne pas déplaire, ce qui aurait fait en sorte de repousser constamment la question nationale sous prétexte de contexte non favorable (p. 103).

Si la passivité du PQ, que dénonce Leroux, est déplorable, elle s'explique cependant par le fait qu'un projet d'envergure comme l'indépendance nationale ne peut se faire sans une conjoncture particulière. Or, l'auteur lui-même souligne l'importance de cette conjoncture lorsqu'il affirme au sujet du référendum de 1995 «il

fut tenu dans un contexte politique extrêmement favorable – l'échec de l'Accord du lac Meech et celui de l'Accord de Charlottetown» (p. 113). Il faut être conscient qu'après 1995, le contexte n'y est plus. Le politique sera toujours, malgré nos idéaux, l'art d'additionner. En ce sens, la volonté de séduire l'ennemi semble essentiel pour arriver à mener à terme un projet démocratique comme l'indépendance nationale.

## LE POPULISME POUR LUTTER CONTRE L'APATHIE

Si Leroux nous présente le populisme sous son plus beau jour, c'est qu'il le voit comme «stimulant politique» (p. 115) capable de sortir le peuple québécois de son anesthésie en réhabilitant la distinction ami-ennemi (p. 119). Définir un phénomène social comme le populisme suppose d'apporter de nombreuses nuances. Si le populisme peut permettre un dialogue vrai sans complexe et sans la pesanteur du politiquement correct, il peut aussi, et c'est là l'une de ses manifestations les plus constantes, proposer des explications simplistes à des problèmes complexes.

Ainsi, le populisme établit des faits sociaux et politiques sur des approximations et sur des opinions qui peuvent avoir des conséquences désastreuses. Pensons, pour s'en convaincre, à ces apôtres du marché qui dans la plus grande démagogie font croire que la diminution des taxes et impôts n'aurait aucun effet sur les services publics. Créer des antagonismes amis-ennemis comme le propose Leroux sur la base d'un populisme qui, par définition, est

une réponse simplificatrice reviendrait à faire du projet national une entreprise hasardeuse qui pourrait rapidement dégénérer en recherche de bouc émissaire. Soulignons aussi l'incohérence de l'auteur lorsqu'il propose de mettre en place une «Résistance intellectuelle organisée et dotée de volonté de puissance politique» (p. 125) pour lutter contre l'hégémonie libérale-libertaire. Or, cette «résistance intellectuelle» représente précisément l'élite qui se trouve rejetée dans les discours populistes.

Pour conclure, disons que le mérite de l'ouvrage de Leroux tient dans sa franchise. L'auteur porte un regard lucide sur la société québécoise sans tomber dans le piège de la complaisance. Si les propositions qu'il met de l'avant pour sortir de l'apathie générale peuvent paraître discutables, n'en demeure pas moins qu'elles représentent une tentative de réanimer la question nationale, ce faisant Leroux brise le silence assourdissant dans lequel plusieurs se complaisent actuellement lorsqu'il est question de notre avenir collectif. ♦

## Espace Armand-Vaillancourt

Un lieu de mémoire, de conservation et de partage

Dans la campagne du Centre-du-Québec, dans la MRC de L'Érable, à Plessisville, Armand Vaillancourt entrepose, depuis plus de vingt ans, plusieurs de ses œuvres monumentales et des centaines d'œuvres produites, avec lui, par les enfants dans les écoles durant plusieurs décennies. Fils de la ferme, c'est dans cette ferme qu'il louait qu'il se retire pour se ressourcer.

Porté par une force créatrice hors du commun, cet artiste aux sensibilités multiples et aux talents croisés nous lèguera un héritage à la dimension du géant et du modèle qu'il est pour le Québec d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

**fondationav.org**



# Le dissident considérable<sup>1</sup>

Louis Perron

Facultés de philosophie et de sciences humaines, Université Saint-Paul

DANIEL SAMSON-LEGAULT

**DISSIDENT.**

**PIERRE VALLIÈRES**

**(1938-1998). AU-DELA**

**DES NÈGRES BLANCS**

**D'AMÉRIQUE**

Montréal, Québec Amérique, 2018,  
504 pages

L'une des expériences les plus fondamentales que peut faire l'être humain est celle de l'indignation face au cours du monde. Expérience fondatrice, qui provoque une conversion associée à un profond désir de changement. La révolte s'impose devant la souffrance et la détresse humaines. On a pu écrire: «on ne peut aimer quelqu'un qui souffre sans être révolté<sup>2</sup>.» La colère qui monte alors devient créatrice. Pierre Vallières a sans aucun doute vécu cette expérience à un rare degré de radicalité. Ce désir de changement peut prendre la forme de la révolution. Il se trouve que l'idée de révolution a particulièrement marqué l'approche moderne du politique, comme l'explique le philosophe Jean Ladrière:

La révolution, entendue sur le modèle de la Révolution française ou de la Révolution russe, n'est pas simplement le remplacement d'une forme de gouvernement par une autre, mais l'instauration, comprise comme une réelle création, d'un type tout à fait nouveau de société, et corrélativement d'un «homme nouveau», ouvrant des possibilités sans précédent, annonçant un autre monde, une transformation radicale de la vie, l'avènement de la réconciliation authentique de l'homme avec lui-même, l'assomption dans l'organisation sociale des conditions de son existence et en ce sens la maîtrise complète de sa vie. Le pouvoir créatif de l'action est ici mis en jeu bien plus radicalement que dans le cas de la science et dans celui de la technologie, parce que ce qui est en cause est la condition humaine elle-même. Ce qui est présupposé, c'est, d'une part, que cette condition n'est pas du tout fixée par des lois éternelles, mais est complètement flexible, et, d'autre part, qu'elle peut se transformer elle-même selon une idée d'elle-même librement et délibérément choisie comme indicatrice de l'ordre de choses le plus dési-

table. Ni la force des circonstances ni la nécessité qui vient de la nature ne peuvent compromettre définitivement l'entreprise d'une transformation fondamentale. Dans cette perspective, l'homme devient réellement le projet de lui-même<sup>3</sup>.

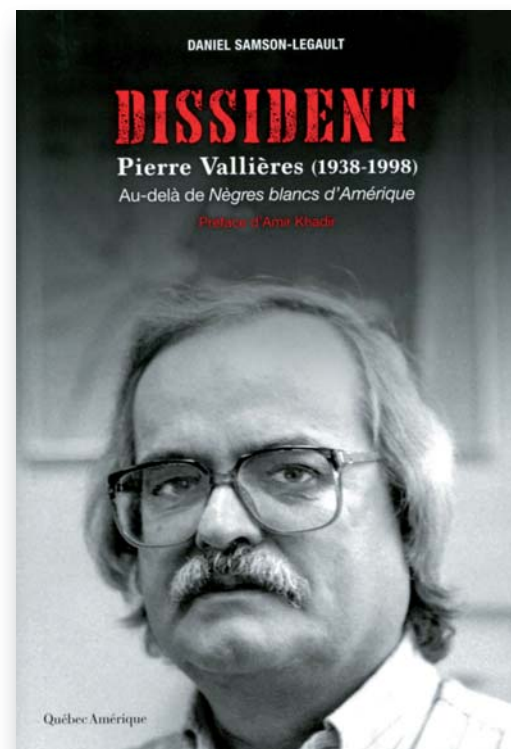
On pardonnera cette longue citation: c'est que tout Vallières est là. Cet imaginaire révolutionnaire a particulièrement inspiré les années soixante et n'a pas épargné le Québec. Celui-ci a trouvé en Vallières l'une de ses exemplifications les plus significatives.

La biographie de Vallières écrite par Daniel Samson-Legault et bellement préfacée par Amir Khadir, exhaustive, sympathique envers Vallières, tout en demeurant critique et sans complaisance, est une belle réussite. Bien écrite, très fouillée, enrichie de la rencontre personnelle de l'auteur avec son sujet, elle se lit avec bonheur. Elle offre de surcroît un véritable cours d'histoire du Québec contemporain.

**La biographie de Vallières écrite par Daniel Samson-Legault et bellement préfacée par Amir Khadir, exhaustive, sympathique envers Vallières, tout en demeurant critique et sans complaisance, est une belle réussite.**

L'ouvrage est divisé en deux parties. Pour résumer à grands traits la première de ces parties, disons qu'elle s'étend de la naissance de Vallières à sa sortie de prison: il y est question de la généalogie familiale, de l'enfance et du milieu familial, modeste, ouvrier, des études classiques, jamais terminées, des années de vie franciscaine, de l'incontournable voyage initiatique en France, de l'engagement journalistique, de la militance felquiste, des procès et de l'emprisonnement. Samson-Legault raconte, avec force détails, les années de formation et les premiers engagements, précoces. C'est le moment fondateur des premières écritures, romanesques autant que journalistiques, des premiers boulots, des discussions et des rencontres fondatrices qui le conduiront au FLQ.

La seconde partie raconte la poursuite de l'action libératrice entreprise par Vallières, sous des modalités nouvelles et élargies. Poursuivant sa carrière journalistique et littéraire, il publie, s'engage dans de nouvelles causes, assume sa notoriété et son aura. Le biographe nous fait partager les inquiétudes de Vallières, ses questionnements, ses



espoirs et désespoirs et les aléas de sa vie personnelle, tout sauf simple. Il a la bougeotte, déménage sans cesse, expérimente inlassablement, lance continuellement de nouveaux projets, de nouvelles initiatives. Son activisme tous azimuts est dévorant. Ses intérêts sont multiples: pour lui, le politique est une catégorie englobante. Il fraye avec la contreculture, assume publiquement son homosexualité et découvre de nouvelles causes: le féminisme, le militantisme gai, la santé mentale, l'écologie, le pacifisme, les sans-abri, la Bosnie enfin.

Toujours lucide et éveillé, la mondialisation naissante et l'émergence du néo-capitalisme ne lui échappent pas. Il demeure engagé, féroce critique, mais à une certaine distance de la grande politique qui l'intéresse toujours et qu'il continue à commenter. S'il ne perd jamais son intérêt pour l'international, le point focal de son activisme est désormais le local (p. 346). La visée ne change pourtant pas: il s'agit toujours d'être dans l'opposition, dans la dissidence, d'exercer un contre-pouvoir, de remettre les choses en question, de dégager un point de vue alternatif (p. 317-318, 325, 327, 336, 347). Sans cesse taraudé par la dimension spirituelle de l'existence, le Vallières de la maturité renoue avec le franciscanisme et le christianisme. Le biographe, enfin, narre la fin de Vallières, pitoyable, émouvante et triste et la mort tragique d'un homme épuisé, qui aimait passionnément la vie. Il aura vécu à plein, sans demi-mesure.

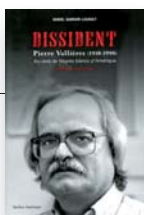
Atypique, complexe, plus grand que nature, Vallières fut fondamentalement un dissident, un contestataire, un révolté, un indigné, animé d'un refus profond et radical du monde en son état. Non! : voilà qui résume toute son attitude, tout ce qu'il fut. Ne pouvant se satisfaire de l'état actuel du monde, il fut tout au long de sa vie à la

<sup>1</sup> Le titre de cette recension fait allusion à la phrase célèbre de Mallarmé à propos de Rimbaud (un passant considérable), lequel fut l'une des sources d'inspiration principales de Vallières tout au long de sa vie.

<sup>2</sup> Peter McVerry, «Apprendre des sans-abri à Dublin», *Relations 800* (février 2019), p. 41.

<sup>3</sup> Jean Ladrière, *La Foi chrétienne et le Destin de la raison*, Paris, Cerf, 2004, p. 19.

suite de la page 17



recherche d'un monde autre, nouveau. Il rêvait d'émancipation, de libération, de justice et de liberté. Il y avait de l'absolu dans cette quête, voire du mystique, d'où l'impression d'un certain messianisme, d'un «côté missionnaire» (p. 277) chez Vallières accompagné d'une dose d'ascétisme. Cela sans doute explique certains traits de sa personnalité: son idéalisme, sa radicalité et son refus de la compromission, son intransigeance confinant à l'extrémisme, sa colère, ses excès, son impatience romantique (p. 349, 392), son audace frondeuse et revendicatrice. Une très haute exigence de justice l'animait ainsi qu'un idéal très grand de liberté, qui le faisait vivre dans l'urgence. Vallières était un esprit inquiet, tourmenté, jamais en repos, sans cesse en mouvement. Toujours sur la brèche, insatiable, comme un insatisfait permanent (p. 441).

Lecteur impénitent, esprit brillant et curieux, Vallières fut tout cela: intellectuel, journaliste, écrivain, animateur social, engagé toujours, et politiquement, car tout est politique, tout est social. Homme de gauche, anti-impérialiste et anticapitaliste, il ne fut pas un idéologue. Homme de pensée certes, mais encore plus d'action, car le monde, s'il est à comprendre, est encore plus à transformer, selon la leçon de Marx (p. 441). On a écrit de lui qu'«exister, c'est penser, et penser, c'est s'engager» (p. 314). Il était charismatique, simple et facile d'approche, d'une sincérité irréprochable. Son empathie et sa compassion le rendent proche de tout un chacun, et surtout des petits, des pauvres, des marginalisés, des exclus. Il est attiré par les marginaux, les moutons noirs (p. 357). La souffrance humaine l'émeut (p. 358).

Il a été de toutes les luttes, de tous les combats. Il a vécu d'une insatisfaction radicale, d'une exigence de changement, d'un appel à la lutte soutenu par une lucidité impitoyable. Ce fut un combattant acharné, un révolutionnaire au sens profond du terme, luttant inlassablement, contre toutes les formes d'exploitation et de domination, en faveur de l'émancipation sociale et politique du Québec, mais aussi du monde. Communiant à idéal révolutionnaire des années 60, il a rêvé grand et large, il a cru que les choses pouvaient être radicalement changées, qu'il était possible de changer le monde, que tout était possible. Il possédait cette capacité rare d'imaginer le monde autrement. Volontariste, profondément libre, animé d'une profonde vie intérieure, il s'est donné généreusement, sans réserve.

Profondément humaniste, il croyait dans la fraternité humaine. Vallières a vécu au service d'une cause, la promotion de l'humain. Il a vu que l'humanité, en son devenir concret, n'est pas ce qu'elle peut et doit être. Il a été profondément libre et a voulu cette liberté pour tout un chacun. «Je veux que tous soient libres» (p. 284).

**Mais si, au soir de sa vie, le ton a changé, si les moyens sont autres, la visée profonde, qui est celle de la construction de l'humain, on pourrait dire la réalisation pleine, entière, de l'humain, demeure entière et inchangée: «Aujourd'hui, nous savons que l'homme et la femme sont à construire en toute lucidité, face à la souffrance et à la mort. Mais cela n'est pas du tout facile, sans l'aide des dieux ni le moindre clin d'œil des étoiles».**

Désir de liberté totale. Le *cantus firmus* de sa vie est toujours le même: la recherche de la vérité, la recherche de la vie la plus humaine et la plus riche (p. 315). L'objectif est de changer la vie, la société, de se libérer de toutes les formes d'oppression, de parvenir à une société égalitaire et socialiste, de faire naître la créativité et le développement harmonieux de l'humanité, d'assurer l'avenir du monde (p. 195, 266, 341, 343). Pour cela, une approche critique de la société, une contreculture est nécessaire (p. 347), une société autre, alternative (p. 338) et donc une transformation des structures (p. 255) qui fasse table rase de tout (p. 354). Tout se conjugue autour du trinôme fraternité, liberté, justice (p. 441). Pour tout dire: «Je refuse pour ma part de devenir étranger à moi-même, de m'exiler volontairement dans ce qui me nie et me méprise. Parti pris de résistance, de désaliénation, de liberté» (p. 368).

Se réclamant de Socrate, le dissident radical (p. 367), il chercha d'abord la révolution politique. Revenant sur son parcours, il écrira magnifiquement:

Aujourd'hui, il est très facile de regarder avec condescendance, comme beaucoup le font, l'illusion de ceux et celles qui, dans les années soixante, espérèrent répondre par la révolution politique au problème métaphysique des hommes et des femmes à la recherche d'un sens à leur destinée [...] Nous avions soif de fraternité plus que d'organisation ou de réussite [...] Mieux valait courir le risque d'échouer que celui de réussir aux dépens des autres [...] En 1960, nous affirmions savoir ce que nous étions, alors qu'en réalité nous l'ignorions totalement (p. 368).

Mais si, au soir de sa vie, le ton a changé, si les moyens sont autres, la visée profonde, qui est celle de la construction de l'humain, on pourrait dire la réalisation pleine, entière, de l'humain, demeure entière et inchangée: «Aujourd'hui, nous savons que l'homme et la femme sont à construire en toute lucidité, face à la souffrance et à la mort. Mais cela n'est pas du tout facile, sans l'aide des dieux ni le moindre clin d'œil des étoiles» (p. 368). «Rien n'a changé, je continue à être hors cadre, „ en marge, c'est ma seule constante» (p. 342), animé par l'horizon de la société idéale et le devoir de résistance. Dans ce que Samson-Legault qualifie de testament politique, Vallières écrit: «Je suis de ceux et de celles qui persistent à penser que les pratiques personnelles et collectives de résistance et de solidarité constituent la seule voie menant à l'émancipation sociale, c'est-à-dire à la vraie liberté.» (p. 403-404).

Toute sa vie, Vallières a été épris de justice, de liberté, du souci de la dignité humaine. Lutteur infatigable, il refusait le défaitisme. Ce grand révolté, franciscain de cœur, amoureux du monde, partagea la colère mais aussi le courage, la foi et l'espérance de tous les grands idéalistes dans la possibilité de réaliser l'humanité dans ce qu'elle est appelée à être à travers l'action historique authentiquement créatrice. Vallières estimait qu'on ne peut se passer d'un avenir, d'une utopie politique et culturelle, bref d'une foi. Leçon essentielle, à notre époque de «présentisme» et d'effacement du futur. ♦

## Dix numéros par an depuis 100 ans!



L'Action nationale. Mieux comprendre pour mieux agir.

MARIO CYR

**L'AVENTURIER DES GLACES**

Montréal, Les éditions Cardinal, 2018, 287 pages

Mario Cyr est une sommité dans son art, dans son métier. C'est un plongeur en eaux froides, un photographe d'une sensibilité qui n'a d'égale que son audace et son courage. L'ouvrage bilan qu'il vient de livrer en fait une démonstration fascinante. Les photos du monde des glaces qu'il a rassemblées sont d'une beauté à couper le souffle. La magnificence de l'extrême nord et celle de l'Antarctique sont ici présentées dans une splendeur rendue accessible par la passion, par l'audace et un goût du risque qu'il fait partager aux lecteurs.

Le monde sous-marin est ici dévoilé avec un art qui en fait ressortir les mystérieuses correspondances : le bleu du ciel et les turquoise des glaciers, la lumière cristalline qu'il capte sous l'eau pour mieux découper le profil d'un morse ou d'un ours polaire, la blancheur des banquises qui fait ressortir l'or des crépuscules, tout cela Mario Cyr en fait ressortir l'unité. C'est la grande qualité de cet album : avec une économie de mots, mais avec des images tirées avec une sensibilité aussi épurée, le plongeur des Iles-de-la-Madeleine s'affirme pour ce qu'il est, un grand maître.

L'ouvrage reconstitue à grands traits le parcours du petit gars de Grande-Entrée, le suit dans ses débuts tâtonnants et l'accompagne dans des expéditions dont il a rapporté autant d'images saisissantes. La narration sous la plume de Nancy Chiasson rend fort bien le ton et l'atmosphère des récits. Très près du registre familier, le texte laisse fort bien deviner la voix posée de Mario Cyr, la simplicité et l'authenticité de

l'homme. On l'entend vraiment raconter et commenter ses images comme si on partageait avec lui un moment de camaraderie, attablés à son bistro sur le port de Grande-Entrée. Sa modestie ne l'empêche cependant pas de mettre en valeur toutes les premières qu'il a réalisées, les audaces qui lui ont permis d'élargir la pratique du métier, de rehausser les standards et de porter plus loin l'art de la photographie sous-marine.

La qualité des images est exceptionnelle, le rendu de l'édition est à la hauteur. On peut cependant déplorer le choix de la trop petite police de caractère des légendes des photos qui rendra pour plusieurs la lecture difficile. D'autres trouveront également que le caractère gras et démesuré des titres des chapitres frappe trop fort et contraste avec l'élégance et la sérénité des images. Mais cela ne gâche en rien le plaisir de feuilleter dans tous les sens un ouvrage qui donne tant à s'émerveiller. D'un chapitre à l'autre, les présentations soulignent des aspects des mœurs des phoques, des narvals et autres bêtes photographiées, évoquent les connaissances qu'il a fallu acquérir pour les approcher, parlent des risques qu'il a fallu prendre pour nous les donner à voir dans leur sauvage beauté.

Mario Cyr sait bien qu'il a l'insigne privilège d'explorer un monde que peu d'humains ne pourront jamais aborder. Il sait aussi – et nous le rappelle – que ce monde est d'ores et déjà en proie à de grands bouleversements, à des changements qui rendent d'autant plus précieuses les images qu'il en a faites. Et qui font bien saisir la passion dont il brûle dans l'infinie blancheur des froidures dont il a fait son monde.

Robert Laplante, directeur des *Cahiers de lecture*


MARIO CYR

# L'AVENTURIER DES GLACES

cardinal

# Le goût d'agir

## Rêver, rétablir, réussir

entretien de Pascal Chevrette avec les auteurs Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras

**1. Vous avez fait paraître dans un intervalle assez court trois ouvrages, trois livres nous incitant à établir des priorités nationales en matière d'éducation, de santé et de territorialité, et à passer à l'action pour remettre le Québec sur ses rails. Quel a été le point de départ de votre initiative?**

C'est l'aboutissement de huit ans d'implication dans des mouvements citoyens. Nous nous sommes rencontrés en 2010 dans le cadre de Génération d'idées. À ce moment, les bulletins d'actualité nous martelaient des mauvaises nouvelles : corruption, collusion, élus associés à ces dossiers, le Suroît, le mont Orford, le déséquilibre fiscal qui se réglait et qui s'est volatilisé en baisse d'impôts. En résumé, on ressentait que tout allait mal et il n'y avait rien qu'on ne puisse faire!

Nous avons donc amorcé un travail pour analyser nos affaires collectives. Nous avons découvert deux aspects fondamentaux : tout n'allait pas mal ; et il y avait des pistes d'amélioration.

Nos essais visent donc à proposer une lecture de ces thèmes (éducation, santé, territoire), des objectifs prioritaires et des propositions concrètes, documentées et inspirantes!

Collectivement, il y a comme une idéalisation de cette période qu'est la Révolution tranquille : comme si ce travail colossal ne pourrait jamais être égalé, recommencé. Nous, au contraire, pensons humblement que notre société réussira à surmonter les défis d'aujourd'hui, avec les outils à notre disposition. Nous serons capables, Québécois, de faire un pas de plus, comme celui que nos prédécesseurs ont eu le courage de faire.

Ces ouvrages s'inscrivent dans notre désir d'une implication plus grande des citoyens dans le paysage politique, par une meilleure connaissance de ces thèmes. Pour nous, nos voix citoyennes sont d'une importance capitale!

**2. Réussir l'éducation doit effectivement, comme vous le dites, être au cœur du projet de la société québécoise. Par où commencer dans ce vaste chantier alors que les taux de décrochage sont importants et que l'infrastructure du réseau public montre tant de signes de détérioration?**

Par organiser notre réseau de l'éducation autour de la réussite de nos élèves. Pas simplement réussite d'une note sur un bulletin. D'abord par reconnaître que nous sommes rendus à une deuxième étape de développement de notre réseau. Notre défi dans les années 1960 était l'accès à des études formatrices, préparant à la vie citoyenne, économique, sociale. Dans l'ensemble nous avons réussi. Mais nous avons laissé le chantier inachevé. Maintenant, nous devons organiser la réussite dans ce vaste réseau que nous avons créé.

Ce qui revient dans l'ensemble des témoignages, des études que nous avons consultées, c'est que nos décisions (structurantes) ne sont pas basées sur des données probantes. On essaie, on suit une mode. Force est d'admettre que les résultats ne sont pas au rendez-vous. Les élèves décrochent, les enseignants décrochent, la maîtrise de certaines matières comme le français ou l'histoire laisse dubitatif.

On pourrait agir sur plusieurs aspects, mais on propose de commencer là où on aura le plus d'impact, c'est-à-dire agir le plus tôt possible auprès des enfants, et miser sur nos enseignants. Pour le premier point, il ne s'agit pas d'une question de performance, mais de fournir des blocs de départ équitables à nos tout-petits. Une intervention dès qu'il y a des difficultés, le plus tôt possible, est la plus efficace. Sinon, les difficultés s'accumulent et, avec elles, la pensée pour l'élève qu'il ne pourra jamais réussir. C'est ce qu'on fait en ce moment, laisser les choses aller. Avec les résultats que l'on voit. Il est temps de renverser la tendance! Miser sur nos meilleurs outils, les CPE, pour bien préparer les enfants à l'école, puis sur un dépistage et un accompagnement des difficultés dès l'entrée à l'école.

L'autre point, c'est la valorisation et le rehaussement du rôle du professeur ; c'est l'élément ayant le plus d'impact sur la réussite scolaire de nos enfants.



RÊVER LE TERRITOIRE (160 PAGES)  
**GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE  
ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**



RÉUSSIR L'ÉDUCATION (164 PAGES)  
**GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE  
ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**



RÉTABLIR LA SANTÉ (160 PAGES)  
**HÉLÈNE BRUNEAU,  
GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE  
ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**

Il est temps de revoir le mode d'attribution des tâches qui leur incombe, l'aide qui leur est apportée en soutien à leurs élèves, l'encadrement durant leur cheminement, leur implication au niveau de la recherche et des décisions prises en éducation et, pour terminer, redorer leur rôle si important pour l'avenir de notre société. Ils sont les passeurs de notre savoir, de notre pouvoir collectif, donnons-leur des outils à la hauteur de leur rôle!

**3. Dans *Rêver le territoire*, vous laissez entendre que les Québécois «en connaissent peu sur leur territoire»? Avez-vous le sentiment que, quelque part dans notre histoire, il y a eu une perte du sentiment d'appartenir à ce vaste territoire? Et si oui, quelles seraient les causes d'une telle désaffection? Le système d'éducation contribue-t-il bien à nous faire connaître ce territoire que nous habitons?**

Nous pourrions identifier quelques causes en remontant l'histoire. Mais plus concrètement, comme le dit si bien Serge Bouchard: «Qui connaît aime». Connaissions-nous? Apprécions-nous notre territoire? Nous rêvons de tropiques, alors que nos lacs, forêts et montagnes ont tant à offrir. Nos bases en géographie et histoire sont minces, alors que ces éléments marquent notre différenciation, notre unicité. Même en télévision: il devrait être important de se voir, que l'on reflète nos réalités, nos paysages, nos accents, notre histoire. Qu'entend-on souvent? Que l'histoire, la géographie, «c'est plate». Mais il s'agit là de quelque chose de fondamental, qui a façonné notre culture, beaucoup plus que l'on pourrait l'imaginer. Il nous semble que le territoire est un peu la «patte de chaise manquante» à notre définition identitaire.

Le système d'éducation se retrouve régulièrement sollicité dans ce genre de débats. Il est un important vecteur de transmission, mais pas le seul. Des solutions tiennent aussi dans la volonté et l'initiative des décideurs de tous les milieux. En télévision, on doit vouloir illustrer notre territoire, nos collectivités; les juristes doivent se pencher sur certaines questions non réglées comme la définition des frontières; nos entrepreneurs, nos acteurs locaux pourraient s'intéresser davantage aux ressources propres à nos régions.

Aurait-on une approche de «locataire» envers notre territoire? Nous nous en préoccupons lorsqu'on creuse un trou (on veut un BAPE), mais on regarde les «power centers» et les développements immobiliers gruger notre territoire sans broncher. On se désintéresse aussi du monde agricole. Or, à force de ne pas s'intéresser plus à notre territoire, on risque de laisser d'autres s'y intéresser... et pas toujours à notre avantage!

**4. Comment redynamiser intelligemment les régions sans risquer de tomber dans une perspective extractiviste et capitaliste?**

Les éléments d'une stratégie de revitalisation, ou de dynamisation, d'un milieu peuvent être regroupés en trois catégories: les gens, la vision et les ressources. Ce sont les éléments qui reviennent dans plusieurs études, recommandations officielles sur le sujet.

D'abord, les gens. Le développement du territoire dépend de l'engagement de leaders visionnaires et compétents, qui connaissent bien leur milieu et qui œuvrent en collaboration avec d'autres acteurs locaux, à travers un comité de développement actif. La présence d'un fort sentiment d'appartenance au milieu est un élément clé.

Ensuite, la vision. La démarche doit mener à une planification participative à long terme accompagnée de projets concrets et mobilisateurs faisant l'objet d'un suivi. Ça prend les deux: la vision long terme, et le concret à court terme, générant des retombées visibles pour la collectivité. Il faut travailler ces projets et cette vision à l'échelle de la collectivité, en fonction de ses forces et opportunités, et en tenant compte de ses contraintes. Il faut user de stratégies innovantes.

Finalement, les ressources humaines et financières. Un des éléments clés du succès, largement démontré, c'est l'accompagnement par un intervenant dédié au développement local, une

personne-clé qui saura aller chercher les bons alliés internes et externes au milieu, animer la démarche et s'assurer qu'elle porte fruit. Il faut aussi assurer l'accès à du financement pour la démarche de revitalisation elle-même (dont cette personne-ressource), ainsi que pour les projets qui en émergeront.

Si on regarde les domaines d'activités qui semblent prometteurs, l'agriculture nous vient tout de suite en tête. On peut accomplir beaucoup si on y met un peu de volonté et les mêmes efforts qu'auprès d'autres industries. Agriculture de proximité, bio, en serres, hivernale sont autant de pistes. Et en plus d'assurer une qualité d'aliments pour nous tous, c'est une formidable façon d'occuper notre territoire, de profiter de ses particularités, de le façonner. Nous sommes de plus en plus sensibilisés à manger «local», à réduire notre empreinte écologique et cela peut s'inscrire dans une stratégie environnementale. Également, cela permet d'innover avec des produits, un climat que l'on doit bien connaître.

La question des infrastructures numériques est aussi très intéressante: et si cela était notre défi, comme l'était l'hydroélectricité il y a 60 ans? Faire la comptabilité à la main parce qu'on n'a pas l'accès à internet haute vitesse... ça n'aide pas le développement, la productivité, les nouvelles idées! Déjà plusieurs localités et MRC mettent sur pieds des projets d'accès aux infrastructures numériques: cela assure qu'on réponde aux besoins des citoyens, que l'on se dote d'outils pour attirer des entreprises, assurer le développement et la pérennité de celles déjà présentes.

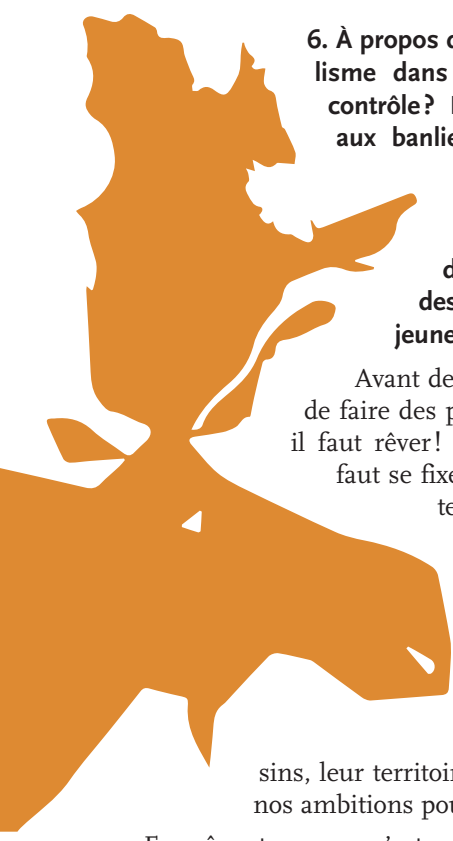
**5. Vos ouvrages sont abondamment documentés. On sent à vous lire que dans les trois secteurs concernés, il y a lieu de reconnaître ce que la société québécoise a développé au fil des décennies. Selon votre lecture, y a-t-il des initiatives qui avaient leur raison d'être par le passé et qui ont disparu avec le temps, en raison des coupures et des désengagements de l'État?**

Oui, c'est d'ailleurs un des éléments qui ont marqué notre engagement au fil des années: la disparition du qualificatif «stratège» lorsqu'on parle d'État. Nous avions un modèle qui, sans être parfait, misait sur la concertation dans les divers milieux; on peut donc déplorer la disparition d'organisations comme les conseils régionaux de développement et leur version édulcorée des conférences régionales des élus, la Politique nationale de la ruralité et ses outils, les centres locaux de développement, les forums jeunesse régionaux, les Centres d'orientation et de formation pour les immigrants (COFI), le Commissaire à la santé et au bien-être (remis en fonction en 2018). Ajoutons le délaissement du rôle des CLSC dans le domaine de la santé, qui étaient plus près des gens et à caractère plus social. Ce sont là toutes des organisations et initiatives qui avaient fait leurs preuves, certaines même qui étaient des inspirations à l'échelle internationale, qui ont été abolies ou dont le rôle a été diminué pour des raisons financières ou idéologiques.

De même pour les CPE, une innovation québécoise extrêmement inspirante et ayant des effets admirables et documentés sur le développement des enfants. Ils n'ont pas été abolis, mais leur déploiement a été ralenti au profit de versions moins chères et de moindre qualité, les garderies à but lucratif. Et là, on nous parle de maternelles 4 ans, également démontrées moins efficaces que nos CPE pour préparer nos enfants à l'école. Pourquoi ne pas plutôt miser sur nos réussites, surtout pour cet enjeu crucial pour notre société qu'est le développement de nos tout-petits, l'éducation?

On peut aussi se demander où sont passées les politiques économiques structurantes comme celles qui ont jadis amené la création des RÉA (régime d'épargne-action qui a propulsé le développement du «Québec Inc.» dans les années 1980). Nos dirigeants semblent peu occupés à chercher nos prochains champions!





**6. À propos du territoire, n'y a-t-il pas trop d'idéalisme dans votre ambition d'en reprendre le contrôle? L'heure est à l'étalement urbain et aux banlieues. Les forces en présence pour qu'une telle reprise ait lieu sont plutôt manquantes, ne trouvez-vous pas? Ne parle-t-on pas après tout de désindustrialisation, de dévitalisation des régions éloignées, d'exode de la jeunesse vers les grands centres?**

Avant de fixer quelque plan que ce soit, avant de faire des propositions qu'on espère réalisables, il faut rêver! Nous pensons que pour inspirer, il faut se fixer un objectif, un but. L'idée étant de tendre vers ce but, de réfléchir à nos décisions: celles qu'on prend sont-elles un pas dans la direction de cet objectif?

Avec *Rêver le territoire*, nous souhaitons donner du souffle, le goût à nos concitoyens de se découvrir, de découvrir leurs voisins, leur territoire, ses potentiels. C'est notre lecture, nos ambitions pour notre collectivité.

En même temps, ce n'est pas si idéaliste que ça: prenez l'exemple dans le livre de Saint-Camille. C'est le parcours d'une communauté dynamique qui s'est mise en action, qui a relevé ses défis, qui a répondu à ses besoins en posant des gestes précis, constants. La Mauricie semble aussi retrouver du souffle avec les microbrasseries qui s'installent. Chacune des régions du Québec recèle un potentiel de trouver ses filons porteurs, il faut soutenir leurs initiatives, les accompagner dans ce processus.

Il faut souligner les propositions inspirantes, documentées. Par exemple l'Alliance Ariane, qui regroupe des professionnels de l'aménagement territorial, des municipalités et des entreprises, milite pour l'adoption d'une Politique nationale d'aménagement du territoire. Trois des quatre partis à l'Assemblée nationale la soutiennent, dont la CAQ qui forme le plus récent gouvernement. Ce n'est pas rien! Nos défis environnementaux exigent de nous des gestes concrets. Aussi, la Communauté métropolitaine s'est dotée d'un plan métropolitain d'aménagement (PMAD) salué par plusieurs intervenants. On réclame à grands cris des transports collectifs structurant, et ce, pas juste les groupes environnementaux, mais même la Chambre de commerce du Montréal métropolitain!

Bien sûr, la tentation de l'étalement est toujours présente: c'est pourquoi l'État québécois doit intervenir pour poser des balises, et réviser ses partenariats financiers avec les villes de façon cohérente. Mais avec toutes les initiatives et démarches en place, et l'intérêt de plus en plus présent pour l'environnement et la qualité de vie, il faut persévérer en ce sens.

**7. La notion de terroir revient souvent dans *Rêver le territoire*. Vous en parlez pour décrire l'économie, l'entrepreneuriat en région et la diversité économique. J'aimerais savoir comment vous définissez cette notion.**

Le terroir, et on pourrait aussi dire «les terroirs» québécois, veut marquer une distinction. Tantôt dans l'agriculture, tantôt dans les loisirs, tantôt dans notre culture culinaire. Ce sont tous les éléments qui peuvent nous distinguer. On irait en Gaspésie manger des fruits de mer, on achèterait un manteau d'hiver isolé avec de l'asclépiade, on regarderait le film *La grande séduction* ou *La Guerre des tuques* (l'original). On écouterait la musique d'Elisapie, de Daniel Bélanger, lirait Marie-Sissi Labrèche, Gabrielle Roy, Michel Tremblay. Qui d'autre peut nous rendre attachant une famille vivant dans un quartier populaire d'une grande ville? Qui peut nous cuisiner le cerf? Quelle destination voyage peut rivaliser avec notre Nord? Nos rivières? Le fleuve?

Le terroir, nos terroirs sont composés de tous ces éléments qui nous différencient. On peut se différencier dans l'assiette, dans nos produits, nos inventions (la souffleuse!, la motoneige), nos loisirs, nos habitudes (le temps des sucres, la récolte de courges, la randonnée automnale, la cueillette des fraises, des framboises, les épluchettes de blé d'inde).

C'est dans ces différences que notre société est belle à nos yeux et à ceux des autres. C'est ce qui la rend attrayante et unique. Nous devons miser là-dessus et en être fiers.

**8. Comment l'État québécois doit-il se comporter à l'égard du territoire? S'il doit faire plus, quelles sont les failles dans son intervention? Quelles sont les forces sur lesquelles il faudrait miser? Avons-nous les bons outils de développement, les bons programmes et organismes pour encourager communautés et entreprises?**

L'État doit reconnaître que le territoire est vaste et différent entre les différentes régions. Une solution développée à Montréal n'est pas nécessairement pertinente sur la Côte-Nord, et vice versa. Par exemple, nos écoles doivent-elles être bâties sur le même modèle partout? Les réalités n'étant pas les mêmes partout, il faut être ferme sur les objectifs communs, mais souples dans les moyens d'y arriver, pour permettre aux instances locales de choisir les moyens les plus adaptés à leur réalité.

Il faut faire confiance aux forces locales et régionales pour percevoir les opportunités économiques, sociales et culturelles. Sur place, elles sont plus à l'affût de nos atouts qu'un État fortement centralisé.

Du côté des outils, nous en avons plusieurs qui étaient d'excellents relais et organisateurs de notre territoire. On en discutait plus haut, plusieurs de ces lieux de concertations ont été abolis sous le gouvernement précédent. Certains, comme les Conseils régionaux de développement, ou la Politique nationale de ruralité étaient reconnues dans des études pour leurs résultats concrets et probants. Nous nous sommes ainsi privés d'outils structurant dans les milieux ayant fait leurs preuves, alors que nous aurions dû les renforcer encore, miser sur les leviers qu'ils constituaient pour développer nos territoires, nos régions.

**9. À la page 109 de *Rêver le territoire*, à propos d'un futur réseau ferroviaire et de transports à développer sur le territoire québécois, vous écrivez que nous devrions aller au fédéral et au privé pour réclamer les fonds. Est-ce la bonne stratégie à adopter?**

La stratégie doit être d'abord de se connecter, de connecter tous les Québécois. Cela consiste donc à se doter d'un réseau de transport interrégional adapté à notre territoire. Celui-ci est vaste, nordique et nécessite du transport terrestre, aérien et maritime. On doit être innovant, imaginatif, sortir des sentiers battus, tout en s'inspirant de ce qui se fait de mieux ailleurs et ici.

Il faut surtout développer un réseau de rails pour voyageurs: pour le moment, le transport de marchandises a priorité, et ça compromet l'efficacité d'un réseau voyageur. On nous donne souvent comme argument que la densité de population est insuffisante, mais le long du corridor Québec Windsor la densité s'apparente à diverses régions européennes... ce qui justifie amplement la présence d'un train à haute vitesse, voire un TGV. Le transport ferroviaire représente un bon moyen de relier nos régions entre elles. Il y aurait certainement à explorer avec le transport maritime pour faire circuler des marchandises. La Norvège teste un porte-conteneurs électrique, autonome. Rolls-Royce et Google travaillent dans le même sens.

Électrifier les transports collectifs devient aussi un projet prioritaire. Ce sont des modes de transports qui se construisent ici, qui s'entretiennent ici, qui utiliseront l'énergie d'ici. Si on peut diminuer la consommation de voiture et de pétrole, tous importés de l'extérieur, encourager l'économie d'ici tout en nous connectant mieux entre nous, on gagne sur tous les plans.

La bonne nouvelle: sont présents sur notre territoire des forces en ingénierie, en construction ferroviaire et en autobus, en énergie propre. Nous avons des leviers intéressants à notre disposition, utilisons-le pour nous doter d'une stratégie de transport à la hauteur de nos défis.

Une fois cette décision prise par nos décideurs, appuyée par les Québécois, les moyens, les ressources financières et les plans suivront. Les bons acteurs seront identifiés en temps et lieu. Le gouvernement du Québec peut investir dans un tel réseau de transport collectif régional. D'un autre côté, le gouvernement fédéral dispose de fonds dans divers programmes; les Québécois paient aussi des impôts au palier fédéral, des projets recevront des sommes de ces fonds. Dans les années 2000, un programme à coûts partagés offrait des sommes pour des infrastructures. À cette époque, le gouvernement du Québec a préféré utiliser ces fonds fédéraux pour construire des autoroutes, mais l'Ontario s'en est servi pour moderniser des réseaux de transport collectifs. Nous ferons mieux la prochaine fois.

#### 10. Comment se situer entre la tendance à rechercher la concurrence dans le marché international et le devoir de consolider les économies locales et l'économie nationale?

Nous entendons régulièrement la «création d'emplois» comme promesse électorale ou encore comme réalisation majeure d'un gouvernement. L'idéal serait que les emplois créés, que les entreprises créées ou s'installant chez nous s'ancrent dans leur milieu. Si les entreprises ne s'installent que pour un crédit ou congé d'impôt, il est difficile de les retenir lorsque d'autres offrent plus (ou imposent moins), leur présence est plus volatile. Alors que si elles s'installent dans une région à cause de ses opportunités, sa qualité de vie, sa main-d'œuvre, ses ressources, ses institutions, elles tendent davantage à rester. Les raisons qui les ont amenées dans la région demeurent et se renforcent avec le temps, car elles tissent des liens avec les acteurs locaux en formation, main-d'œuvre, recherche, etc. Pensons à l'entrepreneuriat collectif: c'est une forme d'organisation qui répond au besoin de son milieu, développe ses employés, investit ses profits dans l'entreprise, son milieu, sa mission.

Bien sûr qu'il y a le grand jeu de la concurrence fiscale au plan international, et même entre nous, si on pense par exemple au déménagement de la brasserie Molson jouant Montréal contre Longueuil. Il faut certes être compétitifs, tout en mettant de l'avant d'autres atouts comme notre main-d'œuvre spécialisée, nos ressources créatives, la qualité de vie possible au Québec (parlez-en aux Français!). Ces éléments sont de plus en plus importants dans le choix des entreprises désormais, il faut miser là-dessus si on veut des entreprises qui restent et réinvestissent au Québec! Dans un contexte où la main-d'œuvre qualifiée se raréfie, certains paramètres de ce jeu changeront encore davantage dans un futur proche.

#### 11. En matière de santé, vous écrivez dans *Rétablir la santé* que le vieillissement de la population n'est pas la cause majeure du dysfonctionnement du réseau de la santé. Quelles en seraient alors les causes et quelles sont vos propositions pour l'améliorer?

Les facteurs qui expliquent le plus l'augmentation des coûts en santé résident dans l'augmentation de la prescription et de la consommation des soins et services de santé et ce, à tous les âges. La première cause n'est donc pas le vieillissement de la population, tel qu'il est fréquemment véhiculé. On remarque une hausse constante de la proportion de personnes âgées de 12 ans et plus qui ont un problème de santé de niveau modéré à sérieux, sans égard à la tranche d'âge. Très souvent, ces problèmes de santé sont attribuables aux maladies dites chroniques comme le diabète, l'hypertension, les maladies inflammatoires, les problèmes pulmonaires.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 80% des maladies chroniques seraient évitables si l'on modifiait nos habi-

tudes de vie. Or, nos habitudes de vie sont un élément sur lequel nous avons réellement du pouvoir, sur lequel nous pouvons agir concrètement.

Actuellement, le citoyen entre dans le système de santé lorsqu'il tombe malade, lorsque sa situation de santé se dégrade. Il est impératif d'agir en amont si nous désirons contrôler les dépenses en santé, d'inclure aussi dans le système tout ce qui vise le maintien en santé. Pour ce faire, le patient doit revenir au centre de notre système de santé. Cela sera possible en alignant les incitatifs financiers qui encouragent la santé. Par exemple, le paiement des médecins de famille par forfait est l'une des solutions. Plus la santé du patient est stable ou s'améliore, plus la rémunération du médecin devient intéressante. Cela permet aussi d'agir sur la culture paternaliste de notre système de santé (le médecin ordonne le traitement et le patient suit bien docilement), qui n'est pas adaptée au contexte de maladie chronique. La maladie se vit à la maison, au travail, avec la famille, dans les loisirs: elle ne se vit plus seulement à l'hôpital ou dans le cabinet du médecin. L'implication accrue du patient, devenant un acteur-clé, est donc essentielle à l'atteinte d'une meilleure santé et ce mode de rémunération peut y contribuer grandement. De plus, une meilleure santé du patient sera le résultat d'un travail d'équipe entre les différents professionnels de la santé; d'un accès à des services préventifs, autres que médicaux, comme le psychologue, la nutritionniste, le kinésologue par exemple.

Nous devons aussi nous doter d'indicateurs de performance beaucoup plus reliés à la «création de santé». Le fameux «85% des Québécois auront un médecin de famille», a-t-il beaucoup d'impact sur notre santé? Un pourcentage des cliniques qui permettent de mieux contrôler les personnes atteintes de diabète, un taux moindre de réadmissions après une chirurgie, une population déterminée avec un meilleur contrôle de la pression artérielle grâce à des services utilisés à la pharmacie sont des indicateurs qui parlent plus et qui permettent de mettre en valeur la santé créée par ces interventions.

On ne peut améliorer que ce que l'on mesure. Il est donc impératif de se doter d'indicateurs basés sur des données fiables pour mesurer. Ces données, elles existent et sont d'une grande richesse. Elles se trouvent toutes à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ). Il s'agit maintenant que notre gouvernement les utilise sécuritairement et convenablement afin d'éclairer



suite de la page 23

nos décisions cliniques et administratives. Nous n'avons plus le luxe de faire autrement.

En résumé, nous proposons de redonner du pouvoir au patient en rendant la santé «payante» par une réforme des incitatifs financiers valorisant les données de la RAMQ, un trésor pour prendre des décisions éclairées en matière de santé. Nous pourrions alors migrer d'un système d'assurance maladie à un système d'assurance santé.

**12. Dans vos trois livres, nous sommes du côté du rêve et de l'avenir. Cela fait grand bien mais, dans votre ouvrage, sont peu abordés les obstacles jouant contre ces bonnes intentions et vos propositions. Quels sont les principaux obstacles que vous identifiez dans cette marche vers le progrès?**

Des obstacles, il y en a toujours eu. Rien de neuf donc pour notre époque. Ce sont notre regard, notre détermination et nos choix qui feront la différence. Si on se rappelle, il y a une soixantaine d'années un jeune sur deux fréquentait encore l'école à 16 ans; l'espérance de vie ne dépassait pas 70 ans et on achetait nos votes avec des frigos et des routes! Sérieusement, si nous nous reportons à cette époque, avec les moyens dont nous disposions... cela semblait impossible, mais avec beaucoup de volonté, la situation a maintenant grandement évolué. Nous avons aujourd'hui d'autres défis, d'autres obstacles, oui, mais avec de la vision, de la volonté, nous réussirons à les relever! Notre plus gros obstacle est peut-être nous-même: le cynisme, le découragement, l'individualisme doivent s'estomper, nous devons croire en notre capacité immense de réaliser des projets collectifs, pour le bien de tous.

Un effort collectif sera de nouveau requis, une volonté de définir les défis et de se faire confiance. L'État doit redevenir un outil de développement collectif à travers les impôts prélevés et les politiques publiques structurantes qu'il peut adopter. Nos dirigeants doivent agir à la hauteur de leur fonction, nous devons exiger des comptes.



Ce mieux-être, c'est à nous, nos élus et nos experts de le définir. Cette vision, la population et les décideurs doivent se l'approprier afin que la mobilisation des forces nécessaires au changement soit possible. C'est l'une des grandes responsabilités de notre classe politique dans ce nouveau mandat. Les défis sont grands et tant l'implication que l'appui des citoyens seront primordiaux dans l'amorce de ces décisions courageuses et audacieuses dont le Québec a besoin.

**13. Faites-nous rêver: le Québec de demain, à quoi ressemblera-t-il?**

Le Québec sera un endroit où la réussite de nos enfants sera une valeur partagée par tous, où les enseignantes et enseignants seront choisis parmi les meilleurs, valorisés dans leur rôle de passeurs de savoir. Il sera un endroit où la population demeurera en santé plus longtemps, et où chacun sera activement impliqué dans le maintien de sa santé et son bien-être.

Les Québécois constitueront une nation fière, appuyée sur son immense, son magnifique territoire. En le connaissant mieux, nous nous connaissons mieux également. Nous aurons pris la mesure de nos enjeux, de nos particularités, de ce qui nous distingue, de nos ressources, de nos forces.

Nous relèverons nos défis, nous ferons face à nos enjeux avec nos outils; nos réponses combleront nos besoins. Ce sera possible parce que nous aurons repris confiance en notre capacité de relever ces défis pour bâtir un avenir meilleur.

Car c'est seulement en travaillant de concert, ensemble et partout au Québec, que nous pourrions atteindre la prochaine étape. Celle qui fera de nous un peuple réussissant à la hauteur de ses ambitions.

Rêvons collectivement de ce que le futur peut nous apporter encore. Remettons nos bottes d'explorateurs, de défricheurs pour aller au bout de notre potentiel. De grands changements sont nécessaires au Québec. Pour y arriver, nos décideurs devront faire preuve d'audace, de détermination. C'est nous tous, citoyens, qui, avec notre désir de faire mieux et notre conviction qu'il est possible de le faire, inciterons les décideurs à faire ces choix audacieux. ♦



MAXIME CATELLIER

**LE TEMPS PRÉSENT**

Montréal, Boréal, 2018, 144 pages

En presque une année, d'un été au suivant, Maxime Catellier tente une saisie compréhensive des paradoxes du présent. Seulement voilà! Persuadé de l'absurdité d'un temps qui passe au lieu de «suspendre son vol», l'auteur ne peut que subir l'emportement de ses mots, comme autant de cris et de masques diaboliques. L'invocation est dans cet essai celle d'un désespoir à la fois raisonné et violent: Catellier a besoin de nourrir son passé et le nôtre d'assez de nostalgie, selon lui, «pour guérir notre peur de l'avenir». Au bord de l'apocalypse climatique, nous vivons les débuts d'une nouvelle peste noire, celle qui, mille ans plus tard, comptera sans doute les morts par millions et qui, peut-être, nous exterminera jusqu'au tout dernier «innocent».

C'est grâce à la beauté formelle du texte que j'ai pu lire cet essai jusqu'à son terme. Maxime Catellier manie sa langue avec le magique talent de qui sait choisir ses mots et faire danser sa prose. À la fois poète et prophète, l'auteur est aussi compositeur et chanteur du pire: «Qu'est-ce qui nous empêche de résister à ce qui menace de faire disparaître notre entière civilisation, sinon la peur de perdre l'illusion qu'il y a encore quelque chose à espérer?».

Je ne partage pas entièrement les pessimismes qui décrivent ici l'agonie d'une civilisation et, comme on dit, de notre humanité. Mais je suis ici séduit par le «chant désespéré» qui reste le plus beau. Les textes de Catellier nous emportent et nous envoûtent plus qu'ils ne nous portent ou ne nous convainquent. Sa superbe prose rend possible cette traversée de la dernière tempête, comme la musique des violons sur le Titanic.

On pardonnera à l'auteur la longueur de ses phrases, comme un réseau de lianes parfois étouffantes. On ne lui en voudra pas de multiplier les références et des citations parfois aussi longues qu'un mémoire de second cycle. Séduits par la musique des mots et la splendeur des phrases, on oubliera les tentations de l'impatience, comme je l'ai fait, à la fois surpris et ravi de l'être. J'ai fait ici la joyeuse découverte d'un véritable écrivain. C'est toujours ça de pris, avant la fin du monde tant annoncée.

Jean Carette

# Une hiérarchie au sein de la paysannerie

Jocelyn Morneau

Chargé de cours, Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières

CHRISTIAN DESSUREAULT

**LE MONDE RURAL  
QUÉBÉCOIS AUX XVIII<sup>E</sup> ET  
XIX<sup>E</sup> SIÈCLES : CULTURES,  
HIÉRARCHIES, POUVOIRS**  
Montréal, Fides, 2018, 434 pages

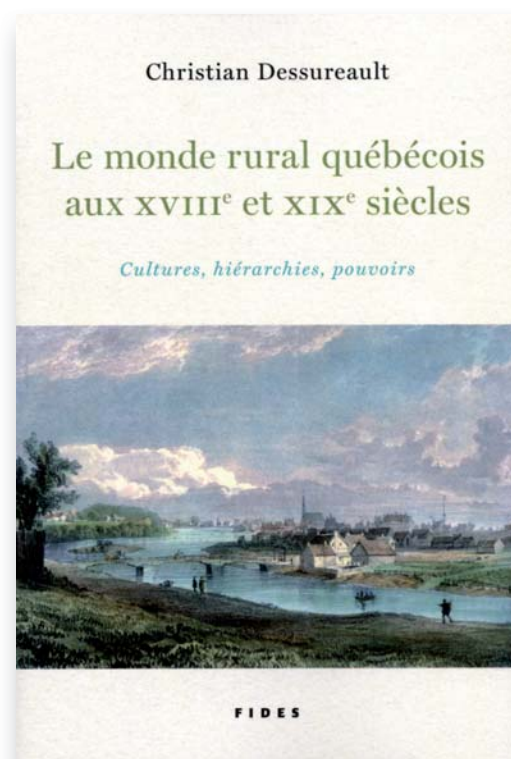
Christian Dessureault est un des rares historiens à avoir consacré toute sa carrière à l'histoire rurale, un domaine de recherche laissé passablement en friche depuis quelques années au Québec. La période qu'il a privilégiée couvre l'après-Conquête jusqu'au début des années 1870. Il a aussi fait quelques incursions dans la toute fin du XVII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle avec ses collègues M. Baulant, J. A. Dickinson et T. Wien dans le cadre de travaux sur le niveau de vie des paysanneries québécoise et française. L'année dernière, il nous offrait *Le monde rural québécois aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : cultures, hiérarchies, pouvoirs*, un recueil d'articles de revues scientifiques et de contributions à des ouvrages collectifs produits sur une période de près de trois décennies. L'ouvrage compte douze textes, regroupés dans trois parties, qui sont précédés d'une préface de John A. Dickinson dans laquelle celui-ci exprime sa vive sympathie pour son collègue et ami, et d'une introduction de Christine Hudon, Léon Robichaud, Jean-René Thuot – des chercheurs(es) que Dessureault a dirigés à la maîtrise et/ou au doctorat – et de son collègue Thomas Wien, qui retrace la trajectoire de ce travailleur discret et assidu, tout en soulignant son apport à la connaissance des campagnes québécoises d'autrefois et son influence durable.

La première partie de l'ouvrage, intitulée « Les fondements socio-économiques des sociétés rurales », comprend quatre chapitres dont deux sur la seigneurie. Dans le premier, il scrute la mécanique bien rodée de cette entreprise féodale dont l'objectif premier est d'effectuer des ponctions auprès des familles paysannes. Il le fait à partir de l'exemple de la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes. Le deuxième, plus récent, dresse un bilan des écrits des chercheurs produits au cours des dernières décennies sur le système seigneurial entre 1760 et son abolition en 1854. En ressortent clairement le durcissement de ce régime et ce que Dessureault appelle « l'introduction d'une rationalité capitaliste dans la

gestion des seigneuries » (p. 159). Le troisième texte s'intéresse à l'agriculture, une activité qui se transforme sous l'effet de l'augmentation de la taille des fermes, des superficies exploitées et de l'introduction des machines agricoles, principalement dans les paroisses anciennes à proximité de la ville. Ses observations sont tirées de l'étude de trois paroisses de la plaine de Montréal (Pointe-aux-Trembles, Boucherville et Saint-Damase) dans le troisième quart du XIX<sup>e</sup> siècle. La dernière recherche de cette partie s'interroge sur l'évolution du fait industriel dans la seigneurie de Saint-Hyacinthe. Dessureault y tempère les ardeurs des chercheurs qui voient dans la montée des industries rurales une preuve évidente de l'irrésistible pénétration de l'économie de marché dans les campagnes et une manifestation de la modernisation du Bas-Canada. À ses yeux, il ne fait aucun doute que l'agriculture demeure la principale assise de l'économie maskoutaine au XIX<sup>e</sup> siècle.

**[Dessureault] compte parmi ceux qui ont brisé l'image d'un système seigneurial qui repose sur l'entraide et la bonne entente entre le seigneur et ses censitaires longtemps véhiculée par les premières générations d'historiens, et celle d'un monde rural homogène et sans aspérités sur le plan social.**

De l'économie, nous passons à « La reproduction sociale dans la différence ». Trois des quatre textes qui composent cette seconde partie prennent notamment appui sur les inventaires après décès, une source à laquelle Dessureault a eu beaucoup recours tout en faisant preuve d'un esprit critique à leur égard. Le premier texte, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent... », devenu en peu de temps une référence, fait voler en éclats le mythe d'un milieu paysan au Canada français sans distinctions sociales. C'est là un leitmotiv qui traversera toute l'œuvre dessureaultienne. Suit « Crise ou modernisation ? La société rurale maskoutaine durant le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle » dans lequel est affirmée de nouveau la prééminence de l'agriculture à Saint-Hyacinthe et dans les paroisses circonvoisines sur les autres activités économiques. Puis, Dessureault et John A. Dickinson présentent leurs



conclusions de l'examen de près de 800 inventaires après décès d'habitants de 17 paroisses de la région montréalaise entre 1740 et 1834, le tout accompagné de considérations d'ordre méthodologique. Ils se livrent ensuite à une comparaison des niveaux de vie des paysans du Canada et de ceux de la Nouvelle-Angleterre et de colonies plus au sud. Le dernier texte de cette partie décortique les liens entre parenté et stratification sociale dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie en 1861. L'objectif de Dessureault est ici de mettre à l'épreuve l'adage populaire selon lequel les habitants des campagnes du Québec ont une parentèle très large. Il se dégage de son enquête que l'étendue du réseau de parenté varie d'un groupe social à l'autre, les mieux nantis étant plus avantagés en la matière que les moins bien pourvus.

Dans la troisième partie, « Élitisme, institutions, pouvoirs », Dessureault nous convie à une incursion dans l'univers de la politique. Avec la collaboration de Roch Legault dans un premier temps, et celle de Christine Hudon dans un second temps, il jette un nouveau regard sur des institutions locales que nous pensions, à tort, bien connaître : la milice et la fabrique, des organisations où se manifeste une fois de plus la différenciation sociale. De fait, n'accèdent au titre d'officier de la milice et de fabricien que les ruraux bénéficiant d'un certain statut social et d'un avoir au-dessus de la moyenne. On apprend aussi que la famille joue un rôle de premier plan dans le recrutement et la relève dans ces lieux d'exercice du pouvoir en milieu rural. Le troisième texte porte sur l'émeute de Lachine en 1812 décrite par des historiens comme une révolte qui témoigne de la méfiance des paysans envers toute conscription. Pour sa part, Dessureault y voit plutôt l'expression

suite de la page 25



d'une conscience politique par des élites capables de mobiliser les paysans de plusieurs paroisses. Et encore ici, la famille est un élément à prendre en considération puisque plusieurs des meneurs de l'émeute sont apparentés. Enfin, Dessureault clôt cette partie par un bilan des écrits sur les structures sociales et les élites institutionnelles du monde rural des 20 dernières années. Il constate l'unicité de ces travaux qui ne logent pas à l'enseignement des modèles classiques sur la question.

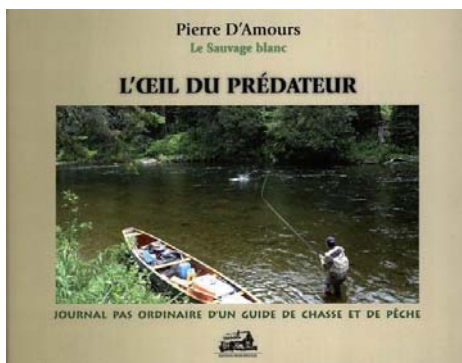
Le livre de Christian Dessureault rend bien compte de l'ampleur et de l'originalité des recherches de cet historien minutieux. Au fil des années, il a constamment élargi ses champs d'intérêt :

**Le livre de Christian Dessureault rend bien compte de l'ampleur et de l'originalité des recherches de cet historien minutieux. Au fil des années, il a constamment élargi ses champs d'intérêt : des bases matérielles de la paysannerie, il est passé à l'étude de la socio-économie bas-canadienne, pour ensuite nous faire découvrir des aspects peu explorés des administrations locales de la campagne.**

des bases matérielles de la paysannerie, il est passé à l'étude de la socio-économie bas-canadienne, pour ensuite nous faire découvrir des aspects peu explorés des administrations locales de la campagne. Sa contribution à la recherche historique au Québec est considérable. Il compte parmi ceux qui ont brisé l'image

longtemps véhiculée d'un système seigneurial qui repose sur l'entraide et la bonne entente entre le seigneur et ses censitaires, et celle d'un monde rural homogène et sans aspérités sur le plan social. Par

ailleurs, il a mis en doute l'existence d'une crise agricole au Bas-Canada. Et, même s'il se peut qu'il ait mal jaugé ce phénomène en raison des sources consultées, il a aussi remis en question l'émergence d'un capitalisme industriel dans les campagnes du Québec avant la Confédération. ♦



PIERRE D'AMOURS  
**L'ŒIL DU PRÉDATEUR.**  
**JOURNAL PAS ORDINAIRE D'UN GUIDE DE CHASSE ET DE PÊCHE**

Notre-Dame-des-Neiges,  
Éditions Trois-Pistoles,  
2016, 240 pages

journal» p. 173) dans lesquels s'inscrivent hommes et bêtes. Et cette sensibilité ne manque pas de le ramener à l'essentiel. Ceux et celles qui n'en saisissent pas le sens trouveront dans le journal de ce chasseur une réflexion riche sur ce que signifie prendre une vie dans la nature : «Au quotidien, la vie est la mort, la mort est la vie. Par sa nature même de prédateur, le trappeur s'incorpore au rythme de ces échanges, saisit sa propre vie à bout de bras et exulte, sachant bien qu'il tient dans chacune de ses proies l'image même de sa propre fin» (p.163).

L'auteur lit aussi bien les hommes qu'il déchiffre les pistes des gibiers qu'il veut leur faire abattre. D'Amours nous ouvre sur un univers de confidences et de réflexions auxquels très peu d'initiés ont accès. Des pages entières de ce journal sont comme un écho des propos des chasseurs que Pierre Perrault a immortalisés dans *La bête lumineuse*. Les lecteurs non initiés – même ceux-là qui sont hostiles à la chasse – trouveront dans ces propos et dans l'immense bagage d'observations et de connaissances que mobilise D'Amours pour raconter la pêche ou faire sentir le labeur de la trappe, une matière riche et précieuse. Ils y apprendront l'existence du saumon noir, découvriront que, même à Anticosti, la chasse est toujours un défi et en quoi pister l'original tient de l'exploit.

Voici un ouvrage qui porte très haut la contribution de la culture de la chasse à la culture québécoise. Il donne à lire la vallée de la Matapédia dans un registre auquel peu d'œuvres ont donné accès. C'est une contribution qui aborde les enjeux éthiques, les considérations socio-économiques, les connaissances de sciences naturelles et nombre de réflexions qui n'emportent pas toujours l'adhésion, mais qui sont rarement banales. L'auteur a fait de son métier, de son amour du territoire et des paysages une véritable aventure intellectuelle et spirituelle. En témoignent les tableaux et photographies de ses sculptures qui ponctuent le récit.

**Robert Laplante**  
Directeur des Cahiers de lecture

Avouons-le : l'ouvrage s'était perdu dans la pile des livres reçus. Voilà plus d'un an qu'il aurait dû faire l'objet d'une recension. Il est si singulier et sa matière si peu traitée qu'il vaut la peine de faire l'effort de rattraper ce retard sur l'actualité. Voilà, en effet, un témoignage d'exception. Il est très rare de voir abordée de l'intérieur la culture professionnelle et le récit de pratiques de ces personnages si emblématiques de la culture de plusieurs régions du Québec.

Le récit de Pierre D'Amours est une véritable plongée dans la relation complexe avec la nature qu'on désigne comme l'appartenance au territoire. Bien au-delà des anecdotes et descriptions des excursions, l'auteur nous entraîne dans ce que signifie pour lui et pour le métier qu'il pratique la connaissance intime du pays, entendu non pas seulement comme milieu naturel, mais aussi et surtout comme héritage. Ce qu'il sait, apprend-on dès les premières pages, il le *doit*. C'est sous le signe de la gratitude à l'égard de tous ses devanciers – des Micmacs à son propre père, en passant par ses aïeux et autres figures de sa communauté – que Pierre D'Amours place son témoignage. Et c'est parce qu'il est redevable qu'il s'estime en devoir de transmettre à son tour.

L'homme s'inscrit dans une lignée avec la même sensibilité qu'il déploie pour apprendre à lire le paysage, les pistes des bêtes qu'il traque, le passage furtif des saumons dans les rapides. Son savoir est celui des cycles naturels («Je lis la forêt comme d'autres lisent le

## Il était une fois Laval

Daniel Gomez  
*Chef de pupitre, politique*

JEAN-LOUIS FORTIN,  
SARAH-MAUDE LEFEBVRE ET  
ANDRÉA VALERIA (COLLABORATRICE)  
**GILLES VAILLANCOURT.**  
**LE MONARQUE**  
Montréal, Les Éditions du Journal,  
2018, 282 pages

Du western ! Le décor d'abord : une île, nommée Jésus, dans le Québec des années 1960. Agricole à 80-90%, collée à la métropole québécoise et constituée d'une quinzaine de municipalités. En 1965, le gouvernement décide d'en faire une ville : ville de Laval. Elle devient vite la troisième cité du Québec. L'argent afflue, beaucoup d'argent : des routes, des ponts, des centres d'achat, des infrastructures communes, de la construction résidentielle pour loger les nouveaux banlieusards. Des acteurs évidemment : entrepreneurs, promoteurs, ingénieurs, des politiciens, des maires surtout. Fait particulier, ils connaîtront tous de longs mandats : trois maires seulement de 1965 jusqu'aux années 2010. Le troisième, Gilles Vaillancourt (1989-2012), a été en plus conseiller municipal de 1973 à 1989. Un « maire à vie » disait-on. Une réputation lavalloise qui transcende les édiles : la magouille, la corruption, le secret. Et la loi du plus fort... Ce scénario rappelle celui des villes du Midwest américain qui sont nées sur la route des pionniers lors de la traversée du continent américain aux siècles passés. Symboliquement, Laval sort de son époque western le 1er décembre 2016 et devient « respectable ». C'est à cette date que Gilles Vaillancourt, le monarque de Laval, est condamné à près de six ans d'incarcération pour toutes sortes de malversations qui lui ont permis durant plus de vingt années d'amasser une petite fortune. Il en a d'ailleurs remboursé une bonne partie.

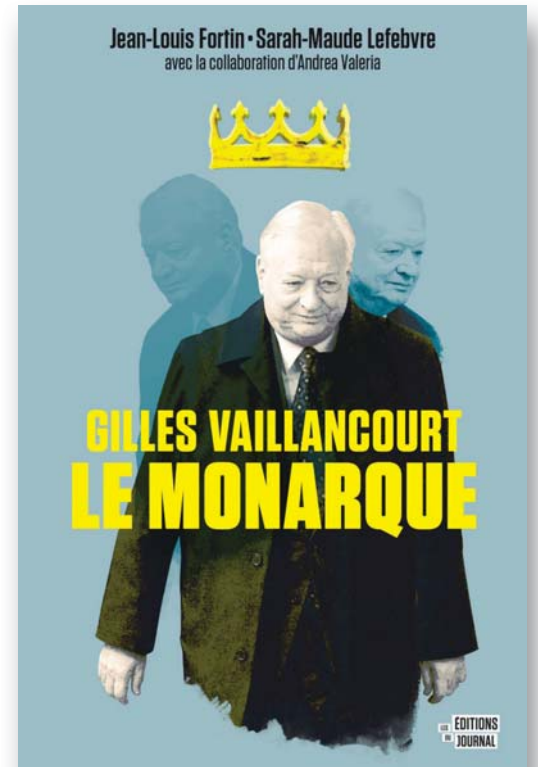
C'est cette saga Vaillancourt que Fortin, Lefebvre et Valeria nous esquissent dans un petit ouvrage de 275 pages qui se lit comme un polar. Même atmosphère que celle du livre sur la corruption à Montréal signé par Lino Zampito, *Le témoin*, (voir *Cahiers de lecture* vol II, printemps 2017). L'ouvrage sent malheureusement le « vite fait ». Les auteurs auraient eu intérêt à faire une dernière relecture pour corriger les répétitions qu'on peut y trouver et mieux uniformiser le tout. Mais, bon, cela n'enlève pas grand-chose au plaisir de le lire et de découvrir les dessous interlopes qui se cachent derrière la courte histoire de cette ville qualifiée de dortoir.

Une grande interrogation obsède le lecteur tout le long de l'ouvrage : comment se fait-il qu'en près de trente années, et plus avec les administrations précédentes, ce système crapuleux ait pu perdurer ? Les auteurs nous disent que tout le monde savait, et que rien ne se faisait. Il y a eu des enquêtes et des rapports, mais sans résultats. Rien pour vaincre l'indifférence ambiante. Une espèce d'omerta.

**[...] un homme seul, qui ne vivait que pour et par la politique, contrôlant tout autour de lui et cultivant le secret. [...] Un pur produit du terroir lavallois également : un père commerçant, impliqué socialement, et neuf frères et sœurs qu'il prendra soin de placer dans différents organismes lavallois.**

Bien sûr, le phénomène particulier de la création de Ville de Laval, décrit plus haut, contient en lui-même les germes d'un système crapuleux. Mais on ne peut comprendre ce phénomène sans faire abstraction de la personnalité hors du commun de Gilles Vaillancourt. Je n'ai pu m'empêcher de penser à Maurice Duplessis : un homme seul, qui ne vivait que pour et par la politique, contrôlant tout autour de lui et cultivant le secret. Le maire de Laval est lui aussi un personnage dégageant une certaine humilité aussi, « proche du peuple ». Un pur produit du terroir lavallois également : un père commerçant, impliqué socialement et neuf frères et sœurs qu'il prendra soin de placer dans différents organismes lavallois. C'est vraiment un « p'tit gars du coin », un politicien à l'ancienne.

Le livre fait le tour de la nébuleuse Vaillancourt : l'histoire de la création de Laval, la famille Vaillancourt, l'ascension de Gilles, sa chute, sa personnalité, son « système », son incroyable emprise sur la vie politique lavalloise, et même québécoise, l'espèce d'immunité dont il semblait jouir, la crainte qu'il inspirait. Le tout sans oublier évidemment l'ahurissant échec judiciaire pour aboutir, après une trentaine d'années de filouterie, à son emprisonnement. Le maire de Laval, et président de l'UMQ, l'Union des municipalités du Québec, est décrit à la fois comme un tyran et un charmeur. C'est un bourreau de travail. Laval est « sa » ville, il en connaît « par cœur » le mode de fonctionnement. Il contrôle les échevins ; maîtrise tous les dossiers. C'est aussi un manipu-



lateur. Il alterne la carotte et le bâton. Les auteurs ne nous disent pas s'il s'inspire de Nicholas Machiavel, mais ses méthodes s'y apparentent. Il n'a pas une haute estime des fonctionnaires. Il semble même les terroriser. Il est méfiant, très méfiant. Il veut tout savoir de ce qui se dit ou se pense et tout ce qui se fait dans sa ville. Il a des espions partout. Ce sont des gens en général proches de son parti politique, le PRO. Ils sont chargés de lui rapporter les moindres ragots qui circulent dans son « fief ». Une ancienne adjointe témoigne qu'il a toujours utilisé un agenda en papier et que chaque semaine elle avait pour consigne de passer les pages de la semaine à la déchiqueteuse. Impossible alors de savoir qui il avait rencontré la semaine passée. Il semblait régner un sentiment de « paranoïa » au bureau du maire. (p. 128). Il ne faut évidemment pas négliger l'importance du « clan Vaillancourt » dans ce processus de contrôle de la vie lavalloise en général.

Le maire de la ville est craint, mais il est aussi beaucoup aimé. Il cultive l'image d'un homme simple, très proche des citoyens. Il a, par exemple, toujours veillé à garder le plus bas possible le taux d'imposition foncier. Actuellement, on le qualifierait de populiste.

Vaillancourt, c'est aussi un système. Il faut cependant lui rendre justice, le maire n'a rien inventé, car depuis ses origines, en 1965, les allégations de corruption à la municipalité de Laval sont bien documentées. Le système de corruption a commencé sous le régime de Lucien Païement. Le maire Claude Ulysse Lefebvre a conservé la « tradition » et Gilles Vaillancourt l'a sophistiquée. Plus la ville prenait de l'importance, plus le système s'étendait. Les auteurs nous disent qu'à l'ori-



suite de la page 27

gine, même pour obtenir un emploi dans la fonction publique, il fallait verser un pot-de-vin. Il y a eu certes de nombreuses enquêtes sur la corruption à Laval, mais les circonstances firent en sorte que pas une n'a abouti. «L'analyse des contrats octroyés sur une période de cinq décennies laisse à penser que de sa création en 1965 jusqu'en 2013, Laval n'a jamais connu de période où la collusion était absente des contrats de travaux publics» (p. 247).

La particularité des crimes commis par l'administration Vaillancourt tient au fait qu'ils ont été dirigés depuis les hautes sphères de l'administration municipale : directement dans le bureau du maire et des plus hauts dirigeants de la Ville, derrière des portes closes (p. 179). Les enquêteurs estiment qu'une vingtaine de compagnies ont reçu au moins 85 % de tous les contrats de la ville de Laval sous l'ère Vaillancourt. Il fallait payer en argent comptant une «dime» de 2 %. Une bonne partie de cet argent alimentait la caisse du PRO. Les auteurs décrivent avec minutie les méandres du système Vaillancourt de contrats et ristournes en usages à l'hôtel de ville de Laval. La lecture de toute la mécanique donne le vertige. Le commun des mortels peine à imaginer la quantité d'argent qui a

**Le maire de la ville est craint, mais il est aussi beaucoup aimé. Il cultive l'image d'un homme simple, très proche des citoyens. Il a, par exemple, toujours veillé à garder le plus bas possible le taux d'imposition foncier. Actuellement, on le qualifierait de populiste.**

pu circuler dans des enveloppes ou des valises et dans des endroits les plus insolites. Les nombreux acteurs reliés à ce ballet sont également impliqués dont bien sûr, Tony Accurso. On parle aussi un peu de Lino Zampito. Les entrepreneurs semblent avoir été gagnants puisque les auteurs nous disent que dans les autres villes les marges de profit des entreprises visaient les 10 % alors qu'à Laval elles pouvaient atteindre plus de 30 %. Et les taux d'évaluation foncière étaient très raisonnables pour la grande majorité des citoyens. Somme toute, tout le monde semblait gagnant...

Finalement, après une vingtaine d'années de fraude connues, le monarque est tombé. Il était tellement persuadé de son invulnérabilité que jusqu'à la fin il proclamera son innocence. Finalement, ce n'est qu'à la toute fin de son bref séjour carcéral, lors de son passage devant la Commission des libérations condition-

nelles, qu'il reconnaîtra avoir été aveuglé par le pouvoir, par un grand besoin de reconnaissance, par sa réussite et les succès qu'il obtenait (p. 282). Voulait-il se gagner les faveurs de la commission ou son aveu était-il sincère? Difficile à répondre, le diagnostic correspond cependant bien au personnage. ♦

BERNARD ANDRÈS

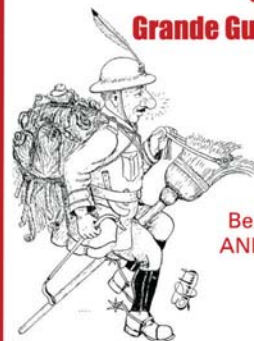
## L'HUMOUR DES POILUS CANADIENS-FRANÇAIS DE LA GRANDE GUERRE

Québec, PUL, 2018, 171 pages

Bernard Andrès est un littéraire (romancier) et historien. Dans cet essai, il s'attarde sur ce qu'il nomme : la «Grande Guerre» des Canadiens français (1914-1918). Il veut savoir plus précisément comment l'humour des soldats venus du Québec leur a permis de survivre psychologiquement au conflit dans lequel leur vie était en jeu, conflit qui a mis également leur patriotisme à l'épreuve. Il faut noter d'emblée que l'auteur semble s'être beaucoup inspiré de l'ouvrage : «Les Aventures du brave soldat Svejk», écrit dans les années 1920, pendant la Grande Guerre, par Jaroslav Hasek. Sur le mode de l'absurde et du grotesque, Hasek y relatait les pérégrinations de Josef Chvéik, un Tchèque vivant à Prague à l'époque de cette guerre. Andrès mentionne plusieurs fois cet ouvrage qui connut un succès mondial, tant par ses caricatures que par l'humour absurde de son héros et par sa dénonciation de la guerre. L'essai de monsieur Andrès tourne autour des mêmes thèmes, mais, à mon avis, il y a peu de risque qu'il atteigne, ne serait-ce qu'une petite partie de la notoriété du brave soldat Chvéik.

Le professeur d'histoire soutient, dans ce petit ouvrage, que les soldats canadiens-français, les Piou piou, comme il les nomme, souffraient d'un patriotisme mitigé, pris qu'ils étaient entre l'Angleterre, ancienne puissante conquérante et la France. C'est en partie une «distance ironique» à l'égard de la hiérarchie militaire qui leur a permis de se moquer des brimades et de la mort qui les guettait. Ces «poilus» CF manifestaient plus exactement une forme particulière d'humour, comparativement à d'autres combattants. Cette «constante identitaire» tourne autour d'un sens de la dérision et de l'autodérision. Elle revêt un caractère particulier quand elle se déploie à l'intérieur de son propre camp et que ce sont les supérieurs, ou l'Angleterre, qui en font les frais. Andrès relie cette particularité à une situation coloniale et à l'ambivalence des allégeances des CF, pris entre Londres, Paris et Québec. Pour arriver à ces conclusions, il a exploré ce qu'il nomme le «corpus» de la Grande Guerre, à

## L'HUMOUR des Poilus canadiens-français de la Grande Guerre

Bernard  
ANDRÈS

partir des écrits de huit auteurs. Il parle ainsi, entre autres, de l'allégeance des soldats, de la langue de communications, du rapport avec la France, du comportement au combat, de réponse aux pressions des supérieurs. Il conclut que les CF réagirent à tout ça par une forme particulière d'esprit de corps, par un type d'esprit : «l'humour armé». Ceci se manifeste par : une distance critique vis-à-vis de la guerre, de la «malice souriante», par l'humour noir du poilu dans les tranchées. C'est une guerre des autres vue d'en bas où chacun a son récit, non pas un grand rire, mais des sourires en coin.

L'auteur se sert ensuite d'un feuilleton de l'époque à caractère pamphlétaire : *Une unité canadienne*, afin d'y receler une forme d'humour plus proche du sarcasme. Ce feuilleton signé était produit par Moïse Ernest Martin et Joseph Lavoie. Les auteurs œuvraient tous deux en milieu hospitalier. Ils se livraient dans leurs écrits à «une suite décousue de pointes et de persiflages, une mosaïque de portraits et de faits divers mis en scène comme des sketches ou des saynètes.» p. 85. Leur humour est plus proche du cynisme. Les caricatures et les textes ont pour vocation d'en découdre avec les autorités qui les ont brimés durant la guerre et qui récoltent les honneurs de celle-ci. Cela sera inséré dans la presse montréalaise, dans l'hebdomadaire *Le Canard*. Tout ceci sous forme anonyme, bien sûr.

Daniel Gomez

Chef de pupitre, politique

# L'insaisissable objet de nos désirs

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au collège Montmorency

MARTIN BLAIS ET JOSEPH JOSY LÉVY (DIR.)  
**QU'EST-CE QUE L'ÉROTISME ?**  
PHILOSOPHIE, SCIENCES  
SOCIALES, CLINIQUE  
Montréal, Liber, 2018, 452 pages

D'«élan originel» et essentiel vers un objet (idée, divinité, chair, être, volupté, etc.) à création culturelle à part entière, de l'essentialisme biologique à la construction sociale, la conceptualisation de l'érotisme est multiple. De même, ses objets empiriques sont nombreux et éclatés : pratiques sexuelles réelles ou représentées, imaginaire sexuel, objets d'investissement, variations culturelles, institutions régulatrices, rapports entre les sexes, amour, conjugalité, etc. Cet ouvrage en rend compte à partir de quatre perspectives : philosophie, neurobiologie et évolutionnisme, sciences sociales et clinique.

La publication est dirigée par Martin Blais, sociologue du département de sexologie de l'UQAM et Joseph Josy Lévy, anthropologue, qui a également œuvré dans ce département. La mise en contexte est peu élaborée, les auteurs se limitant à signaler le foisonnement des thèmes autour desquels la question de l'érotisme a été traitée dans les divers champs de pensée et à énumérer les chapitres de l'ouvrage.

Douze textes, d'autant d'auteurs (professeurs d'université à deux exceptions près, une doctorante et une clinicienne) sont ici rassemblés. Une des lignes de force de l'ouvrage est de mettre en relief la dimension sociale de la sexualité, notamment l'aspect normatif de la question, perception sans doute renforcée par les goûts et les préoccupations intellectuelles de l'auteure des présentes lignes. Sans exclusive, les textes de Wunsch, de Daoust et de Blais contribuent tout particulièrement à cet axe d'analyse et c'est pour cette raison, puisqu'il est impossible de résumer globalement un ouvrage du genre, que notre attention s'y portera plus spécifiquement au fil d'une présentation plus générale de la structure et du contenu.

Le parcours commence par un état des lieux en philosophie, au cours duquel sont traitées successivement les pensées de la philosophie antique (Gonzales) puis de la théologie chrétienne (Volant). Pour sa part, Daoust expose les dimensions politiques de la pensée philosophique occidentale sur l'éros qu'elle conçoit comme élément de la «quête subjective d'identification person-

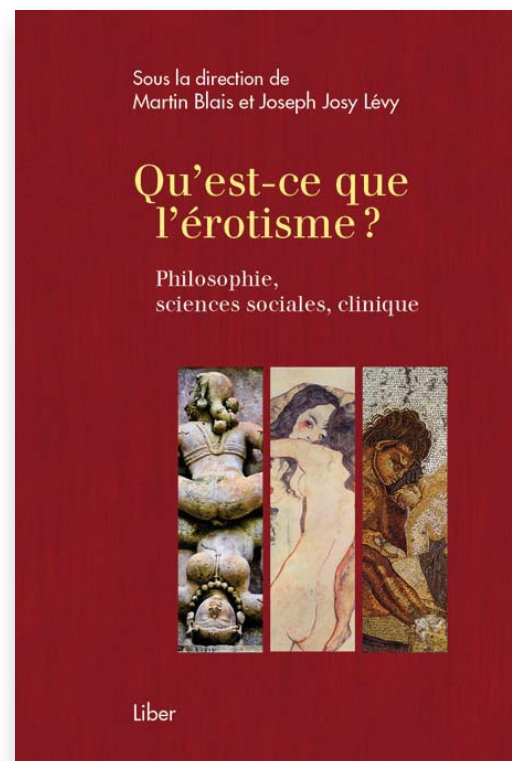
nelle» (p. 51<sup>1</sup>) s'inscrivant dans un projet politique, représentation plus globale de l'ordre social (réel ou imaginé). Il s'agit, en d'autres termes, d'une réflexion sur les conceptions diverses de la régulation (notamment institutionnelle) de la sexualité et de la contribution de cette dernière à la définition des sujets. Daoust met en lumière la tension entre l'éros comme force perturbatrice du social et l'éros comme source d'élévation, de dépassement de soi, conciliable avec le collectif. Difficile, s'agissant de sexualité et de politique, de ne pas aborder la question des rapports entre les sexes qui traverse le texte (et qui est développé dans la contribution de Lavigne sur l'érotisme dans la pensée féministe).

**On a ici un aperçu d'un ouvrage riche de multiples perspectives et d'un foisonnement d'objets de réflexion, ce qui en fait la force. Mais c'en est également la limite, dans la mesure où on passe une partie de lecture à s'interroger sur l'objet exact des propos qui défilent page après page.**

La deuxième partie traite des fondements neurobiologiques (Wunsch) et évolutionnistes (Séguin) de l'érotisme. Sans considérer ceux-ci comme cause première, Wunsch s'intéresse aux processus neurobiologiques impliqués dans l'érotisme défini comme : «recherche psychologique et physiologique de l'attraction et de l'excitation sexuelles» (p. 104) ou «description, exaltation par la littérature, l'art, le cinéma, etc., de l'amour sensuel, de la sexualité» (p. 104). L'auteur présente les données de recherche concernant la sexualité des mammifères, ce qui l'amène à conclure à la déconnection, chez les êtres humains, de la sexualité et des impératifs reproductifs ; l'érotisme ne saurait donc s'expliquer par des considérations hormonales<sup>2</sup> ou instinctuelles. Le système de récompense active certes la recherche du plaisir sexuel, mais, sous l'angle biologique,

1 Certaines conceptions faisant même de l'éros une expression de la «vraie nature» humaine, de l'«authenticité».

2 «Au niveau fonctionnel, chez la plupart des espèces de mammifères, les activités sexuelles sont inhibées durant toute l'année, sauf durant l'œstrus et la saison de reproduction. Dans l'espèce humaine, ces inhibitions hormonales sont en revanche devenues faibles et les activités sexuelles peuvent avoir lieu à toutes les périodes de l'année et des cycles hormonaux» (p. 118).



la clef de l'expérience humaine de l'érotisme se trouverait dans le développement du néo-cortex ayant produit :

[...] l'émergence de la culture, qui exerce une influence déterminante sur les comportements [...] Les phénomènes cognitifs et culturels peuvent donner aux stimulations et aux perceptions érotiques une importance sociale et psychologique qui dépasse de très loin la simple sensation de plaisir intense qu'elles procurent (p. 119-120).

La troisième partie de l'ouvrage, portant sur les sciences sociales, couvre l'anthropologie (Lévy), la sociologie (deux textes : Piazzesi sur les fondateurs de la pensée sociologique et Blais sur les cadres sociaux de la sexualité), la pensée féministe (Lavigne) et la criminologie (Maugère). La quatrième et dernière partie est consacrée à deux approches cliniques, soit les thérapies cognitives et comportementales (Goulet) et la sexanalyse (Fournier).

Le texte de Blais est une recension des écrits sociologiques mettant en lumière les cadres sociaux de la sexualité. Le développement tardif d'une pensée sociologique est lié à une pensée essentialiste qui exclut la dimension sociale de la sexualité (pensée recensée par le texte de Séguin sur l'évolutionnisme). Les sociologues, s'inspirant diversement de Freud, ont d'abord réfléchi sur la sexualité dans ses rapports à la culture, celle-ci agissant de manière répressive pour maintenir l'ordre social face à une force perturbatrice, faisant écho aux préoccupations des philosophes présentées par Daoust. Cette normalisation est vue de manière plutôt positive par les fonctionnalistes, alors qu'elle est considérée comme source d'aliénation par les sociologues critiques. Ces perspectives, sans disparaître du décor, vont céder beaucoup de terrain



suite de la page 29

à l'approche dite constructiviste de la sexualité, qui, plutôt que de penser la sexualité et la société comme deux entités distinctes, mettra en lumière qu'elle n'existe qu'à travers les rapports sociaux et les représentations et les discours qui en découlent. Le langage et les rapports sociaux n'expriment pas la sexualité, ils la produisent<sup>3</sup>. Dans cette foulée, les travaux de Gagnon et Simon ont marqué durablement la pensée sociologique à travers le concept de « scénarios sexuels » (culturels, interpersonnels et intrapsychiques), syntaxe des pensées, des comportements et des affects qui rendent la sexualité intelligible pour soi et pour autrui.

Après un survol des analyses macrosociologiques des transformations de la sexualité, le chapitre se termine par une réflexion sur le rôle des mouvements sociaux dans l'évolution des droits en matière de sexualité où l'auteur montre que si le mouvement féministe, puis homosexuel, puis LGBTQIA ont bel et bien modifié les rapports sociaux de pouvoir et conféré des droits à des populations dominées, ils ont également eu pour effet l'émergence de nouveaux axes de normalisation, la redéfinition de la réalité et de l'identité des genres n'étant possible qu'à travers des catégories de pensée qui tendent à devenir de nouveaux impératifs.

On a ici un aperçu d'un ouvrage riche de multiples perspectives et d'un foisonnement d'objets de réflexion, ce qui en fait la force. Mais c'en est également la limite, dans la mesure où on passe une partie de lecture à s'interroger sur l'objet exact des propos

qui défilent page après page. L'ensemble souffre, en effet, d'une confusion constante parce que l'objet de l'interrogation est difficile à délimiter, ce qui complique l'exercice de définition et de synthèse, ce qu'un des directeurs de la publication souligne lui-même dans sa contribution à l'ouvrage, par le biais d'une réflexion sur la définition de la notion d'érotisme dans laquelle il observe :

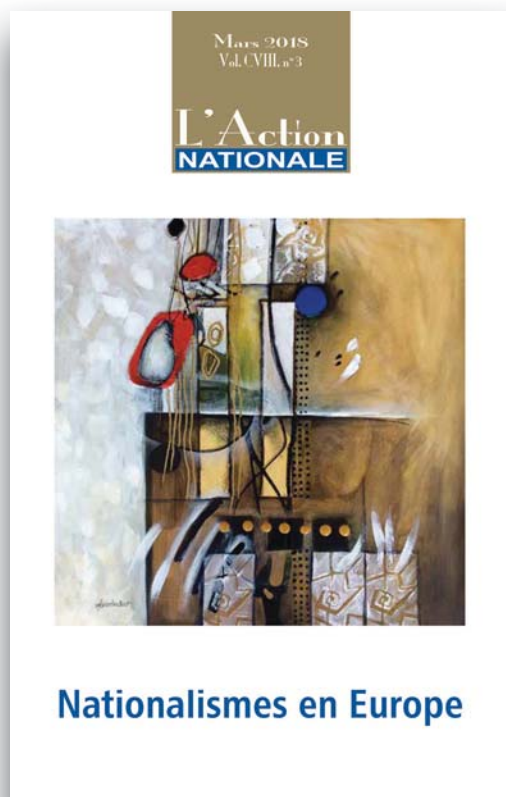
[...] l'usage souvent ambigu, interchangeable ou inarticulé des concepts d'érotisme et de sexualité et leur discussion fréquente dans le contexte des normes, des attitudes, des préférences, des conduites ou des relations sexuelles et conjugales (Blais, p. 322).

Cela s'explique notamment par le fait que les réflexions sur ces questions traversent l'histoire de la pensée humaine, mais ne font l'objet d'une réflexion plus systématique que depuis peu. Leur formulation même varie historiquement, Foucault observant que la notion de sexualité n'apparaît qu'au XIX<sup>e</sup> siècle alors qu'antérieurement, l'interrogation sur l'éros a porté d'abord sur l'usage des plaisirs, puis sur la chair.

Cette question conceptuelle est majeure et aurait mérité d'être développée, dès la présentation, afin de mieux guider la lecture et, surtout, de mettre en contexte et en perspective la multiplicité des contributions qui, bien que de qualité, sont rassemblées dans un ensemble mal intégré. De même, à la fin du parcours, au bout de presque 450 pages, le lecteur, bien que repu, souhaiterait une conclusion générale offrant quelques éléments de synthèse et des pistes de réflexion sur l'ensemble.

Malgré ces réserves, si vous acceptez les limites des exercices de ce genre et que vous avez envie d'un tour d'horizon très richement documenté des questionnements philosophiques, scientifiques et cliniques sur la sexualité humaine, oubliez le titre et offrez-vous ce temps de lecture qui saura tout à la fois assouvir et renouveler votre appétence intellectuelle. ♦

3 Par une autre approche, Foucault mettra pour sa part en relief que le dévoilement généralisé de la sexualité, loin d'être le signe d'un effritement de la normalisation, est plutôt une nouvelle forme de régulation, s'inscrivant dans la tendance plus globale à la rationalisation.



# Notre monde vu par L'Action nationale

Pour suivre l'émancipation des nations

**action-nationale.qc.ca**

## Le poids des parents

Karine Castonguay

Professeure de littérature, Collège de Rosemont

CHANTALE PROULX  
**S'AFFRANCHIR**

Anjou, Fides, 2018, 448 pages

« **S**e libérer d'une contrainte, s'en débarrasser » : voilà comment le *Larousse* définit le verbe s'affranchir, qui compose le titre de la brique de plus de 400 pages écrite par Chantale Proulx, professeure de psychologie, et publiée aux éditions Fides en septembre dernier.

Celle qui exprime d'emblée sa hantise quant au « statut singulier des orphelins » (p. 11) laisse croire au lecteur que la question de l'affranchissement les concernera peut-être, mais non. On se demande souvent, durant la lecture, où ils sont, les orphelins.

La problématique de l'affranchissement est amenée par un retour en arrière : « Depuis les Grecs, et avec les grands pédagogues [...], l'histoire nous apprend qu'on s'affranchit grâce à la pensée critique et à l'éducation » (id.). L'auteure remet en question ce dernier moyen d'affranchissement puisque l'éducation, affirme-t-elle, est devenue « principalement orientée sur les compétences et les normes sociales » (p. 13). L'idée, pertinente, peut effectivement déboucher sur la déconstruction de la conception actuelle et idéalisée de l'éducation : forger des libres penseurs.

Doit-on s'affranchir de l'éducation telle qu'elle est donnée actuellement ? Selon Chantale Proulx, il faut plutôt se défaire du conformisme que l'éducation renforce, autant celle offerte par les parents que celle dispensée dans les institutions scolaires. Autrement, la libération devient fort difficile pour l'être en devenir, notamment dans la société actuelle, qui « oblige le retrait de l'intériorité, de l'affectivité, du sens et du symbolique » (p. 22). On comprend alors que l'auteure teintera son essai avec ces aspects plus subjectifs. Elle renvoie non seulement à la psychologie (et plus précisément à la psychologie des profondeurs), mais aussi à la psychanalyse, à la philosophie moderne et aux artistes, la plupart étant, selon elle, des affranchis au service de l'affranchissement de ceux et celles qui s'attardent à leur œuvre.

### DE LA GRANDE NOIRCEUR À LA GRANDE TORPEUR

L'essai débute avec trois chapitres axés sur l'affranchissement dans le développement humain. Chantale Proulx dessine, autour de la mère, une aura sacrée qui me semble générer une charge moins valori-

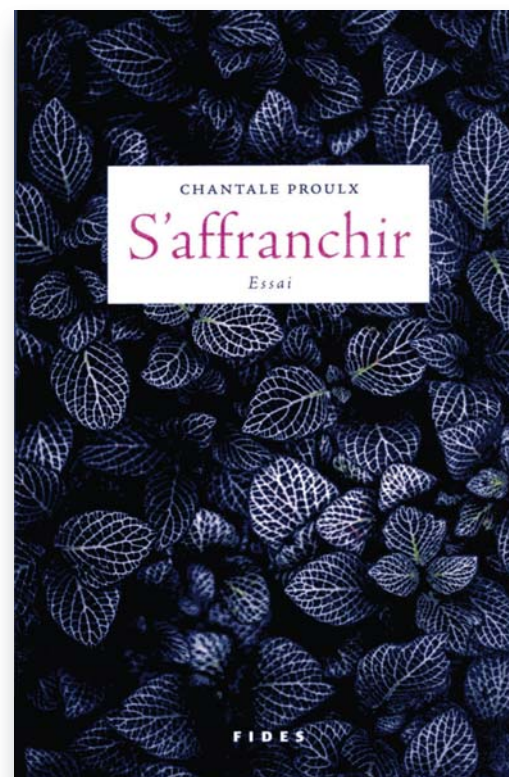
sante qu'oppressante et culpabilisante. Elle avance que la mère incarne « le premier dieu humain » (p. 38) pour l'enfant, à condition bien sûr qu'elle lui prodigue toute son affection et son attention ; si elle en prive sa progéniture, la mère devient alors responsable des « deux fléaux contemporains de l'anxiété et de la dépression » (p. 60-61). Entre l'affranchissement des mères et celui des enfants, Chantale Proulx prend certainement position pour les enfants.

Et qu'en est-il des pères ? Dans le premier chapitre, ils sont unis aux mères dans la catégorie « parents », que l'auteure accuse d'ailleurs de dresser leurs enfants : « Hier en fonction de la religion et de l'acceptation sociale, aujourd'hui au nom de l'individualité et de la performance » (p. 41). Si Chantale Proulx s'en prend souvent à la religion au cours de son essai, le pire danger pour l'affranchissement des enfants demeure les conventions sociales auxquelles se soumettent leurs parents, des adultes conformistes.

**Chantale Proulx veut-elle donc dire que, par leur statut particulier, les orphelins sont mieux disposés à l'affranchissement que les autres ? Il semblerait que oui – et tout a été dit en l'espace de quelques lignes disséminées dans cet amoncellement de pages, tout comme les excellentes idées élaborées – telles que le nouveau code de la virilité et la présentation d'un nouveau mysticisme, non religieux. Le fond rejoint toutefois la forme, faisant penser à l'odyssée laborieuse d'Ulysse.**

Elle considère que la société québécoise est passée de « la grande noirceur à la grande torpeur » (p. 109), car, selon elle, « les parents actuels entretiennent deux égarements » (p. 116) : d'une part, ils exigent du jeune enfant une sortie trop hâtive du giron familial ; d'autre part, ils persistent à couvrir l'adolescent. Le seul moyen pour ce dernier de s'affranchir ? Résister, notamment en quittant la maison.

Proulx associe la situation de l'adolescent contemporain « à la forme ingrate et juvénile du puer » (p. 136), archétype d'inspiration jungienne sur lequel elle s'acharne. Intense et narcissique, il est un « fils sans terre » (p. 137) et « sans virilité » (p. 161) dans un monde déréglé que l'auteure transpose désormais à la « culture porn » (p. 174).



### QUITTER LA MAISON COMME ULYSSE

Le départ de la maison familiale incarne une initiation nécessaire à l'affranchissement du jeune homme : il faut, symboliquement, « [q] uitter la mère » (p. 205) et « [t] rouver le père » (p. 208), c'est-à-dire endosser la masculinité et exclure la féminité, ce qui se fait souvent par le biais de l'agressivité faisant, selon Proulx, « partie du code de la masculinité » (p. 236).

L'auteure propose donc d'écrire un nouveau code de la virilité plutôt que de la masculinité, deux attitudes à ne pas confondre : si la seconde est « attachée à la violence et au pouvoir » (p. 334), la première constitue « la qualité par excellence pour forger l'autonomie et la résistance » (p. 335) nécessaires à l'affranchissement. L'auteure prétend même que les femmes ont été les premières à se viriliser en remettant en question les identités sexuelles traditionnelles. Pourquoi ne pas alors proposer un nouveau terme pour remplacer « virilité », qui demeure tout de même, dans la pensée commune, davantage associé au sexe masculin qu'au caractère nécessaire à l'affranchissement ?

Par ailleurs, si le départ réel de la maison familiale à un jeune âge ne fait plus partie des mœurs actuelles, Proulx propose, à la place, d'« entreprendre un grand voyage [...] qui sert surtout à s'émanciper, à expérimenter une manière de vivre sans le filet de la sécurité familiale » (p. 248). Elle procède à une fine analyse, en ce sens, de l'odyssée d'Ulysse, dont le parcours se termine par « le retour de l'homme mûr » (p. 306). Ainsi, Ulysse devient un exemple d'affranchissement puisqu'il a accédé « à la connaissance de soi » (p. 354), qui constitue « le bien le plus précieux, le plus libérateur » (p. id.).

suite de la page 31



Chantale Proulx considère qu'en plus d'Ulysse, les mystiques, parce qu'ils ont « compris et vécu ce qu'est devenir humain, aimer librement, assumer la liberté personnelle et accorder cette liberté à tous » (p. 415-416), incarnent un exemple sublime d'affranchissement. Si Proulx croit que ce sont « les femmes qui ont fait connaître la voie mystique » (p. 418), il n'en demeure pas moins qu'elle disassocie, pour sa part, religion et mysticisme : la première divise, tandis que la seconde « échappe à la matière et unit en profondeur à partir de l'essentiel de la condition humaine » (p. 414-415) ; la première emprisonne, la seconde libère.

#### QUELQUES CRITIQUES EN CONCLUSION

Somme toute, qu'est-ce que s'affranchir, aujourd'hui, pour Chantale Proulx ? Se libérer du conformisme ; se défaire de sa famille et acquérir sa liberté à travers la connaissance de soi. Je ne crois pas que l'argumentation nécessitait autant de pages.

L'auteure exprime quelques autocritiques, dont celle de « paraître incriminer la jeunesse pour ne pas être en mesure de s'émanciper » (p. 22). On constate en effet quelques passages correspondant à cet âgisme renversé. Ces extraits ne choquent pas uniquement par leur ton discriminatoire, mais aussi par leur portée généralisatrice.

Cette portée s'étend à d'autres sujets abordés par l'auteure dans son essai, notamment lorsqu'elle compare l'homme contemporain au clerc du Moyen Âge : « ils sont tous les deux obsédés par le sexe et empreints de ressentiment envers la femme mature au point d'en perdre tout sens moral et tout sens de la sexualité » (p. 180). Force est de constater qu'en dépit d'une réflexion féconde, l'auteure s'exprime parfois de manière grossière, comme lorsqu'elle fait référence à l'écrivaine québécoise Nelly Arcan, qu'elle traite de « putain » à

deux reprises en usant de cette injure pour compléter le prénom de Nelly plutôt que son nom de famille. Même dans un contexte où Proulx ne semblait pas vouloir dénigrer Arcan, ce choix de mots, et deux fois plutôt qu'une, choque l'œil.

Ce qui m'a choqué, aussi, c'est la perspective contradictoire que Chantale Proulx offre quant aux genres sexuels. Elle s'en prend à la précurseur de ce qu'elle considère comme une nouvelle mode (alors qu'il s'agit d'une théorie reconnue, le *queer*), Judith Butler, en indiquant que celle-ci ne prend pas « en considération l'existence inéluctable [des] spécificités inhérentes à chacun des deux sexes » (p. 343). Je suis désolée pour Chantale Proulx, mais Judith Butler ne renie pas les différences sexuelles ; elle les décrit et en décrit la performativité, c'est-à-dire qu'elle conteste les normes assignées aux genres. Pourtant, Proulx a elle-même admis auparavant que « le patriarcat a aliéné les hommes et les femmes à des modèles rigides et stéréotypés et [que] de telles règles mettent à haut risque le contact avec l'être » (p. 333). Dit ainsi, on peut même croire que Proulx est moins éloignée de Butler qu'elle ne le pense, puisque toutes deux souhaitent l'affranchissement des individus face aux conventions sociales...

Cela dit, une question reste : mais où sont les orphelins évoqués par l'auteure dans l'introduction ? Si leur statut la hante, il ne hante pas le propos du livre. Il revient en conclusion seulement ; l'orphelin, « déjà isolé par l'abandon, évite forcément cet écueil commun d'avoir à répondre aux attentes parentales et de devoir se séparer de ses parents » (p. 428-429). Chantale Proulx veut-elle donc dire que, par leur statut particulier, les orphelins sont mieux disposés à l'affranchissement que les autres ? Il semblerait que oui – et tout a été dit en l'espace de quelques lignes disséminées dans cet amoncellement de pages, tout comme les excellentes idées élaborées – comme le nouveau code de la virilité et la présentation d'un nouveau mysticisme, non religieux. Le fond rejoint toutefois la forme, faisant penser à l'odyssée laborieuse d'Ulysse. Dans ce cas-ci, on en sort moins affranchi que soulagé. ♦



Élections 2018  
Le tournant



Élections 2018  
Horizon et perspectives

## Les élections vues par L'Action nationale

Pour analyser les choix politiques du peuple québécois  
[action-nationale.qc.ca](http://action-nationale.qc.ca)

## Une littérature à préserver

Françoise Bouffière  
Orthopédagogue

FRANÇOIS RICARD

### LA LITTÉRATURE MALGRÉ TOUT

Montréal, Boréal, 2018, 198 pages

Voici un nouveau recueil d'essais que François Ricard adresse «à tous ceux pour qui les œuvres littéraires sont un art de vivre, une manière de préserver et d'approfondir en nous le petit espace d'humanité et de liberté qui nous reste» (p. 7). Difficile de se passer de cette lecture! C'est du grand art, «une fête», dirait Louis Cornellier<sup>1</sup>.

*La littérature malgré tout* s'articule autour de deux axes. Le premier réaffirme la grandeur de la littérature et la puissance de l'écriture, tirant ainsi le lecteur vers le haut tandis que le deuxième dénonce le déclin de celle-ci, au Québec comme ailleurs dans le monde. L'essayiste y traite de la perte de statut de la littérature et de l'abaissement des critères qui permettent de reconnaître la valeur littéraire d'une œuvre digne de publication. En cela, il tire le lecteur vers le bas. Ces axes cependant se comportent comme deux plateaux d'une balance. Je crois comprendre que les plateaux se placent à la même hauteur puisque le livre se termine avec ces deux phrases: «Écrire ou lire après la littérature, je crois, c'est accepter de vivre comme un fantôme au milieu des fantômes. Et continuer de faire confiance à la littérature, malgré tout.» Ce «malgré tout» est capital même si la critique a eu tendance à souligner le désenchantement de François Ricard qui dénonce ce que tous constatent malheureusement, à savoir une prolifération de l'écrit, de l'édition et un vide en guise de divertissement. Les essais et propos réunis dans *La littérature malgré tout* vont, selon moi, bien au-delà de cette dénonciation et il serait stérile de s'y cantonner.

Commençons par ce qui nous tire vers le bas. Dans la troisième partie de son recueil, François Ricard s'en prend à une littérature qui se liquéfie à force de se standardiser et de se diversifier. Il déplore la perte de rayonnement et de référence de celle-ci, jadis présente dans l'enseignement comme dans la formation de la personne. Ce constat de ce qu'il nomme la post-littérature fait l'objet de trois chapitres: «La normalisation de la littérature», «L'écriture

libérée de la littérature» et «La littérature fantôme». Ils s'accompagnent d'une explication des raisons et des conséquences de cette croissance de la production littéraire. Pour ce faire, il emprunte à Kundera trois conditions fondamentales du déversement de mots qui noie toute littérature atteinte de «graphomanie<sup>2</sup>», des conditions qui s'appliquent aisément au Québec «à la fois traumatisé et pacifié par l'échec du projet indépendantiste» (p. 165). Trois conditions donc: 1 – un niveau élevé de bien-être général. 2 – l'isolement général des individus. 3 – un manque radical de grands changements sociaux (p. 165).

**Ces œuvres «tracent les figures de notre destin», elles «questionnent l'identité de l'homme», elles «éclairent des instants de vie». Tels sont les mots que l'essayiste emploie pour nous éblouir en nous mettant en contact avec la beauté de cette grande littérature, celle qui nous enlace dans les liens du langage, comme sait si bien le faire l'essayiste lui-même: de l'ensorcellement!**

Les conséquences du foisonnement de l'écrit, nommées par l'essayiste, sont toutes aussi parlantes pour le Québec que pour le reste du monde. Notre pays n'est-il cependant pas, en effet, particulièrement concerné par la solitude de ses auteurs, par leur isolement, par leur absence de solidarité doublée de la perte du sentiment d'appartenance, ce sentiment «de ne plus appartenir au même système, à la même tradition, de parler le même langage, c'est-à-dire d'œuvrer au sein de ce milieu en voie de constitution et pourtant déjà unifié qu'ils nommaient (qu'ils ont été les premiers à nommer) la littérature québécoise» (p. 166)? Oui! Notre littérature québécoise «jadis petite et frugale» a perdu ses traits distinctifs et la fadeur de notre littérature actuelle est, si je comprends bien, le reflet de la fadeur politique.

Le deuxième axe (160 pages de ce recueil, les deux tiers environ) souligne l'importance de la littérature. L'essayiste en démontre la fonction tout en mettant en évidence le processus par lequel le verbe crée du sens sous la plume de l'écrivain. En nous ouvrant les portes de son atelier, il décortique ce qu'est le travail de la forme:

François Ricard



### LA LITTÉRATURE MALGRÉ TOUT

Boréal

COLLECTION PAPIERS COLLÉS

une méditation selon François Ricard qui parle d'intense attention au langage, à la sonorité des mots autant qu'à ce qu'ils disent. Ouverture, confiance, capacité d'accepter le cheminement créateur qui «consiste à s'en remettre aux hasards du parcours.» Tels sont les mots utilisés par l'auteur pour nous dire de quoi se nourrit l'écriture du roman, de la nouvelle ou de l'essai. La littérature, nous dit-il, a la capacité de conquérir la vérité à travers une méthode qui n'appartient qu'à elle. Une «méthode», certes, puisqu'elle donne accès à une forme de connaissance. De quelle forme de connaissance la littérature est-elle l'objet? À cela, François Ricard répond:

[...] celle de l'être concret de l'homme, cet homme d'autrefois et de toujours pétri d'autant de bien que de mal [...]. Cet homme qui ne trouve jamais la lumière, quoi qu'il fasse, et dont les pas sont toujours ceux d'un errant, lui qui ne connaît ni sa route ni la destination vers laquelle elle l'emporte (p. 33).

Tous ceux qui s'intéressent au processus de l'émergence de l'écriture liront avec ravissement ce chapitre intitulé «Discours de la méthode», où l'auteur de *La Génération lyrique* nous raconte comment, pendant qu'il écrivait ce livre, «à travers l'écriture, dans le mouvement par lequel se mettaient en place les mots, les phrases, les paragraphes et les chapitres [...] la pensée non seulement s'organisait, mais venait au jour [...]» (p. 26).

Il y a bien sûr d'autres richesses dans *La littérature malgré tout*, notamment des lectures de romans, des œuvres choisies par François Ricard, venues des quatre coins de l'Occident qui forcent l'admiration de l'essayiste. L'analyse donne envie de lire

1 Louis Cornellier, «François Ricard malgré tout», *Le Devoir*, 23 septembre 2018.

2 Terme employé par Kundera dans *Le livre du rire et de l'oubli*.

suite de la page 33



ces auteurs que nous ne connaissons pas ou peu, tels que Seféris, Kafka, Michel Déon, Malaparte, Philippe Muray, Gabrielle Roy bien sûr, Marek Binczysk, Fleur Jaeggy et Yannick Kiourtsakis. Du regard réaliste et désenchanté de Malaparte à la compassion de Gabrielle Roy, ces œuvres universelles nous permettent «d'accéder à la plus grande vérité humaine<sup>3</sup>», nous dit-il. Ce qui frappe François Ricard, ce qui force l'admiration dans ces romans, c'est la force de l'évocation, l'esthétisme, la capacité de ces romans à faire écho à d'autres lectures. Ces œuvres «tracent les figures de notre destin», elles «questionnent l'identité de l'homme», elles «éclaircissent des instants de vie». Tels sont les mots que l'essayiste emploie pour nous éblouir en nous mettant en contact avec la beauté de cette grande littérature, celle qui nous enlace dans les

3 Expression de Gabrielle Roy, citée par François Ricard pour définir la fonction de la littérature.

liens du langage, comme sait si bien le faire l'essayiste lui-même : de l'ensorcellement !

Je ne peux terminer cette recension sans mentionner le chapitre qui traite de l'art de la critique, «cette chambre d'écho sans qui la littérature resterait à jamais lettre morte». Ces cinq pages du recueil sont élogieuses pour ceux «qui continuent de prêter aux livres une oreille attentive et pleinement libre» (p. 39).

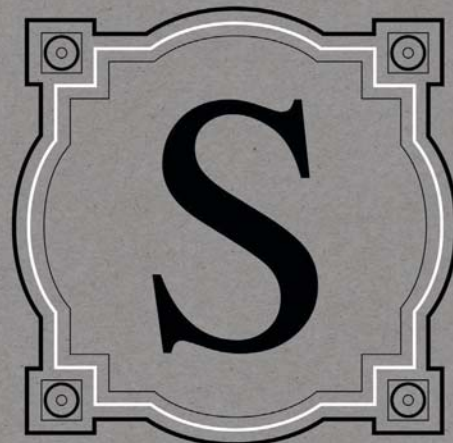
J'ai lu personnellement ces essais comme on lit un roman, un plaisir lié à la qualité de la prose de son auteur, une prose en totale harmonie avec la pensée qu'elle déploie. Dans *La solitude de l'essayiste*, François Ricard nous montre en quoi l'essayiste, très proche du poète, l'est encore plus du romancier. Proche du poète dans son recours à la métaphore, son attention portée au rythme et proche du romancier dans cet art de faire «confiance à la langue commune [...] en sachant qu'elle possède toutes les ressources nécessaires pour lui permettre non seulement de transmettre, mais aussi d'inventer sa pensée, dans sa forme à la fois limpide et belle sans laquelle elle ne pourrait surgir ni subsister.» (p. 62). Quel bel éloge de la langue ! ❖

## VIGNOBLE RIVIÈRE DU CHÊNE

807, chemin de la Rivière Nord  
Saint-Eustache  
Tél. : 450 491-3997  
[www.vignobleriviereduchene.ca](http://www.vignobleriviereduchene.ca)



Commanditaire des  
souters-conférences  
de L'Action nationale



La librairie du Square

Carré Saint-Louis  
3453 rue Saint-Denis  
Montréal, Québec  
(514) 845-7617  
[info@librairiedusquare.com](mailto:info@librairiedusquare.com)

Outremont  
1061 avenue Bernard  
Montréal, Québec  
(514) 303-0612  
[outremont@librairiedusquare.com](mailto:outremont@librairiedusquare.com)

## Indépendante d'esprit

Poésie | Théâtre | Littérature | Sciences humaines

## Devant la mort à venir

François-Julien Côté-Remy

Candidat au doctorat en sciences des religions, UQAM

LUCE DES AULNIERS ET  
BERNARD J. LAPOINTE  
**LE CHOIX DE L'HEURE.  
RUSER AVEC LA MORT ?**  
Montréal, Éditions Somme Toute,  
2018, 296 pages

Sous la forme d'un dialogue entre l'anthropologue Luce Des Aulniers et le médecin Bernard J. Lapointe, *Le choix de l'heure* s'intéresse à l'aide médicale à mourir (ou «demande euthanasique»), un enjeu dont l'actualité est indéniable. Plus précisément, ce livre nous offre un ensemble de réflexions sur les motifs, valeurs, sous-basements et circonstances qui justifient le recours à l'aide médicale à mourir, laquelle donne aux patients respectant certaines conditions le droit de fixer l'heure de leur mort. D'entrée de jeu, les auteurs spécifient que leurs entretiens ne prennent jamais la forme de confrontations entre deux plaidoyers issus de camps opposés, comme par exemple ceux qui seraient pour ou contre la demande euthanasique. Les désaccords qui se manifestent ici et là se veulent, nous dit-on, une prise de distance visant à «offrir des arguments pour le respect incompressible de notre nature d'humain» (p. 17).

Ainsi, le dialogue entre Luce Des Aulniers et Bernard J. Lapointe est divisé en 40 réflexions ou entretiens portant sur des thèmes relatifs à la bonne mort, aux discours concernant la fin de vie et aux «tréfonds» de la demande euthanasique, c'est-à-dire aux «molécules de notre air du temps» (p. 215). Les 40 réflexions sont quant à elles réparties en trois grandes parties, ou «vagues», selon l'expression des auteurs.

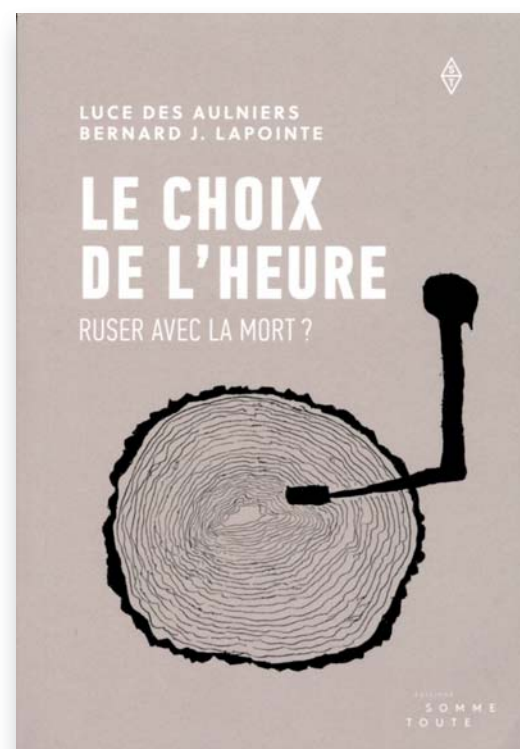
La première vague, intitulée «L'écume d'une revendication», où les thèmes ou «mots-clés» suivants sont discutés: dignité (mourir dans), qualité de vie, douleur (physique), relations médecins-malades et contexte de soins, liberté, droit, pronostic, corps (abîmé), compassion, contrôle et (in)certitude, accès aux soins compétents, dormir en paix (sédation), autonomie, autodétermination et respect. La deuxième vague, qui s'intitule «Le roulis culturel», traite de thèmes comme la pression et l'opinion politico-économiques, la ou les souffrance(s), le fait de porter des couches, le fardeau, les culpabilités, les transferts, le désir, la ou les peur(s), la réactivité, les pertes, la dépression, les sens (en particulier le toucher), le visage, récit et mémoire, la chaise de chevet (interdépendance) et le fait de s'en sortir (des impasses). Enfin, dans la

troisième et dernière vague, appelée «Les grands fonds des choix», les réflexions gravitent autour de thèmes tels que le (nouveau) sacré, la double contrainte, la haine et la violence, le temps et les tendances du temps, les non-dits et tabous, la fin (ultime), les paysages, nuit/jour et attente, la responsabilité, la transmission et le don. Une réflexion sur la mort entendue comme altérité vient conclure le livre.

La plus grande force de ce livre réside sans aucun doute dans son caractère éducatif. En effet, au fil de leurs entretiens, les auteurs en profitent pour déboulonner certains mythes conditionnant notre façon de concevoir les soins palliatifs. On y apprend, entre autres choses, que l'écrasante majorité des douleurs physiques peuvent être apaisées: si beaucoup de gens souffrent de douleurs réfractaires ou non soulagées (p. 46), ce n'est pas par manque de connaissances médicales sur la nature de la douleur, mais bien par manque d'accès aux technologies et professionnels du soin qui ont les connaissances et les outils appropriés. Autrement dit, comme le laissent entendre Bernard J. Lapointe à la page 46, c'est par manque de financement et de volonté politique que les soins palliatifs se retrouvent impuissants devant des patients dont les douleurs réfractaires ne peuvent être prises en charges, et qui deviennent autant de raisons de faire une demande d'aide médicale à mourir.

**Loin d'être une demande que l'on pourrait qualifier de rationnelle, la demande euthanasique trouverait sa justification dans le fait que les personnes en fin de vie ne parviennent plus à se conformer aux normes d'une culture vouant un culte à la performance, la jouissance, l'efficacité et l'accumulation de biens et de richesses.**

Dans le même esprit, les auteurs informent les lecteurs au sujet de la sédation palliative, qui contrairement à la croyance populaire, n'accélère pas le décès des personnes en fin de vie. La raison en est que les dosages et les contextes d'utilisation sont, comme le fait remarquer Bernard J. Lapointe, soigneusement réglementés pour éviter toute dérive. Mentionnons finalement les fameuses *directives médicales anticipées*, dont l'existence nous est révélée au terme des discussions sur le thème de la liberté: selon ces directives, que les auteurs expliquent pour quiconque craint de se retrouver



incapable d'exprimer ses volontés en fin de vie, tous ont la possibilité de consigner d'avance «dans le dossier médical ou dans un registre gouvernemental si on veut ou non bénéficier de certains soins» (p. 64), soins dont l'aide médicale à mourir est cependant exclue.

Cela étant dit, malgré la pertinence des nombreuses critiques que les auteurs formulent à l'endroit du recours à l'aide médicale à mourir, celles-ci s'imprègnent d'un ton condescendant, voire paternaliste. À ce titre, l'exemple des critiques adressées aux motifs qui servent de justifications au recours à l'aide médicale à mourir est particulièrement révélateur. Ainsi, selon Luce Des Aulniers et Bernard J. Lapointe, la demande euthanasique est souvent formulée parce que les patients en fin de vie font l'expérience d'un mode d'être qui contredit complètement celui dont ils ont joui tout au long de leur vie: alors qu'ils se sont habitués à l'autonomie, la performance, la beauté et les plaisirs sensoriels, les patients en fin de vie se retrouvent soudainement confrontés à d'intenses souffrances physiques, des problèmes d'incontinence, la perte de leurs facultés et la peur de représenter un trop gros fardeau pour leurs proches, une réalité qui est bien souvent vécue comme une «régression insoutenable pour nos sensibilités d'adultes» (p. 150), mais aussi, et surtout, pour «l'illusion de toute-puissance et d'auto-création narcissiques» (p. 212) dans laquelle des individus à la «couenne mince» (p. 217) sont enfermés. Loin d'être une demande que l'on pourrait qualifier de rationnelle, la demande euthanasique trouverait sa justification dans le fait que les personnes en fin de vie ne parviennent plus à se conformer aux normes d'une culture vouant un culte à la performance, la jouissance, l'efficacité et l'accumulation de biens et de richesses.

suite de la page 35



Les personnes qui liront ce livre doivent donc être averties : plus qu'une simple réflexion sur l'aide médicale à mourir, cet ouvrage se veut aussi une critique virulente, voire un rejet complet, de la culture actuelle et des valeurs qu'elle véhicule. Or, non seulement cette critique est-elle caricaturale par moments, mais, en plus, les auteurs en profitent pour faire la promotion d'un idéal (oserons-nous dire chrétien ?) de la belle mort qui verse dans le dolorisme et une certaine fascination pour le tragique. En témoigne une anecdote rapportée par Luce Des Aulniers à la page 138, où on loue une dame ayant réussi à affronter et à endiguer ses souffrances, une chose qui constituerait une

**Ce livre nous donne finalement l'impression qu'il n'existe aucun cas où la demande euthanasique puisse être justifiée, ce qui trahit les paroles prononcées dès les premières pages où l'on disait refuser de s'enfermer dans des antinomies qui obligeraient de choisir entre le camp des « pour » et celui des « contre ».**

victoire symbolique gratifiante pour tout être humain. Bref, à en croire l'avis de nos deux auteurs, c'est comme si l'écrasante majorité d'entre nous, trop préoccupés par la peur d'avoir mal (comme si cette peur était illégitime), étions condamnés à rater notre mort en faisant appel, de façon précipitée, à l'aide médicale à mourir. C'est pourquoi ce livre nous donne finalement l'impression qu'il n'existe aucun cas

où la demande euthanasique puisse être justifiée, ce qui trahit les paroles prononcées dès les premières pages où l'on disait refuser de s'enfermer dans des antinomies qui obligeraient de choisir entre le camp des « pour » et celui des « contre » (p. 21). ♦

CLAIRE NOËL

### **VEILLIR DANS LA DIGNITÉ ET NON DANS LA PAUVRETÉ**

Montréal, Marcel Broquet, 2019, 120 pages

**M**adame Claire Noël se définit comme pigiste en communication. Elle anime également un « atelier destiné à des activités artistiques ». En 2017, à la suite d'une pénible recherche de logement à prix abordable et à une infructueuse demande en résidences subventionnées, la précarité de la situation des personnes âgées la révolte. Elle entreprend alors des recherches qui aboutissent, deux ans plus tard, à cet essai dont l'objectif est de dénoncer, preuves à l'appui, la pauvreté d'une partie des aînés québécois et la perte de leur dignité qui en découle. L'essayiste fustige du même coup ce qu'elle qualifie « d'économie suspecte » une économie génératrice selon elle d'inégalités sociales. Elle conclut en exposant quelques pistes de solutions susceptibles de régler cet épineux problème social. Bref, de grandes interrogations sur un fond de populisme de gauche, pour un ouvrage qui demeure très modeste...

Le livre de madame Noël est un pamphlet contre la pauvreté et contre l'inégalité sociale. Elle avoue elle-même qu'elle carbure à la dénonciation de l'inégalité sociale. Selon elle, il est clair que « plus on vieillit, plus on s'appauvrit » (p. 118). Pour l'affirmer, elle s'appuie sur une déclaration d'Amir Khadir, ex-député de Québec solidaire qui aurait dit que : « La moitié des aînés du Québec ont moins de 20 000 \$ par année ». Elle cite également le cahier « Les Affaires » de *La Presse* de janvier 2017 révélant que 60 % des gens qui gagnent moins de 50 000 \$ par année ne cotisent ni à un REER ni à un régime de retraite. Afin de résoudre ce problème, elle propose de miser davantage sur l'imagination et la solidarité sociale que sur l'État. Tout en exposant tout de suite après des pistes de solutions « sociales et économiques faciles, rapides à appliquer » (p. 119) dont l'État constitue la cheville ouvrière. Il s'agirait, entre autres, de rendre illégaux les paradis fiscaux, d'augmenter de 5 000 \$ par année les prestations des aînés vivant avec le supplément de revenu garanti, d'accroître les services à domicile pour les aînés, de surveiller les hausses de loyer, etc.

Afin de justifier son courroux, l'auteure tente de tracer un portrait de la pauvreté chez les aînés au Québec. Elle travaille malheureusement trop souvent avec du matériel de seconde main : des articles de journaux ou de revues, des émissions radio ou de télévision, des déclarations glanées ici ou là tandis que le matériel de première main se fait rare. Cela confère au document son allure un peu confuse et pas très « scientifique ». Il est par exemple impossible de savoir à quel niveau exactement l'auteure situe le fameux seuil de pauvreté : 17 000 \$ ? 20 000 \$, davantage ? Elle semble privilégier la clientèle qui vit



du SRG (Supplément de revenu garanti). Celui-ci tourne autour de 17 000 \$. Dans le but de nous faire ressentir le « vécu » des personnes âgées à revenus très modestes, elle procède à trois entrevues et cite les propos d'un bénéficiaire de l'aide sociale, propos enregistrés lors d'une émission de télévision. L'auteure signale, comme d'autres l'ont déjà abondamment fait, le vieillissement de la population québécoise et les problèmes complexes qui s'annoncent dans les années à venir. En forçant peut-être trop sur le misérabilisme, madame Noël disserte sur les conséquences de la pauvreté et dénonce les coupables : en premier lieu, évidemment, les fameux paradis fiscaux et le non moins fameux 1 % des plus riches du monde. Curieusement, elle n'hésite pas à faire de l'État le complice de ce 1 % et de ses entreprises qui rançonnent la planète tout en se réfugiant dans les paradis fiscaux. Elle tire aussi sur tout ce qui bouge : écoles privées, religions, travail au noir. Elle n'hésite pas à condamner « les grandes envolées hivernales vers le sud » des Québécois en hiver... En fait, son ouvrage tient plus du brûlot que de l'essai.

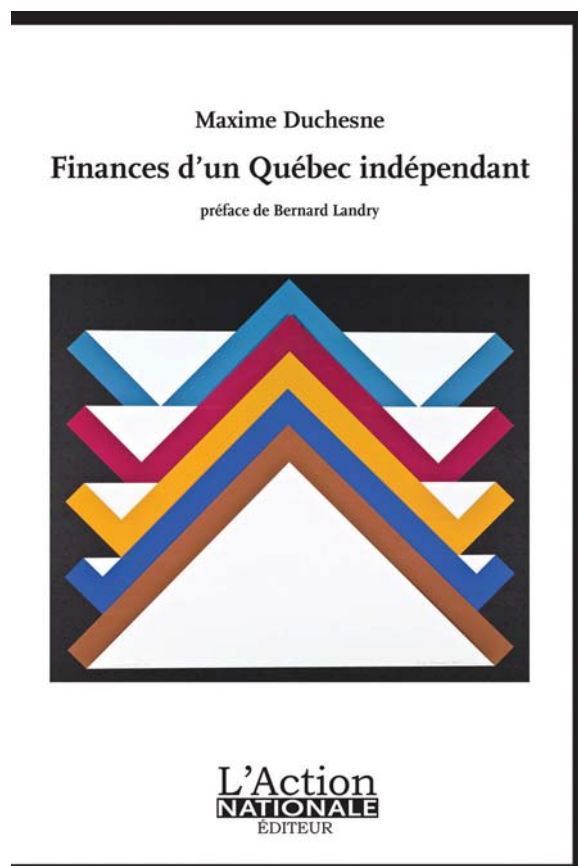
L'auteure ne fait cependant pas que dénoncer le système. Elle propose des moyens pour « compenser ces dérives de capitaux » et qui pourraient aider à diminuer la pauvreté au Québec. Elle compte beaucoup sur les OBNL (organismes à but non lucratif). Et en ce domaine, elle en connaît un bout. Que ce soit pour les soins dentaires, sur lesquels elle s'attarde particulièrement, ou les problèmes de vue et d'audition, elle a l'air de connaître tous les endroits où on peut se faire soigner gratis ou à moindre coût. Elle y va également d'une série de conseils ou considérations sur des domaines tels la pédiatrie, la physiothérapie, les problèmes mentaux des aînés pauvres, l'isolement, etc. Elle aborde même les problèmes d'euthanasie et de suicide. Elle va jusqu'à donner des conseils sur un aménagement urbain conçu pour faciliter la mobilité des aînés. Madame Noël n'hésite pas à déclarer que l'économie marchande ne parvient plus à combler les inégalités et qu'elle doit être remplacée par une économie sociale et solidaire dans laquelle le bénévolat et les organismes communautaires assureront la cohésion du tissu social dans un esprit de justice et d'égalité. Rien de moins...

Daniel Gomez



**Les Cahiers de lecture**  
 se consacrent entièrement  
 aux essais québécois  
 depuis 2007

**abonnements et achats**  
[action-nationale.qc.ca/boutique](http://action-nationale.qc.ca/boutique)



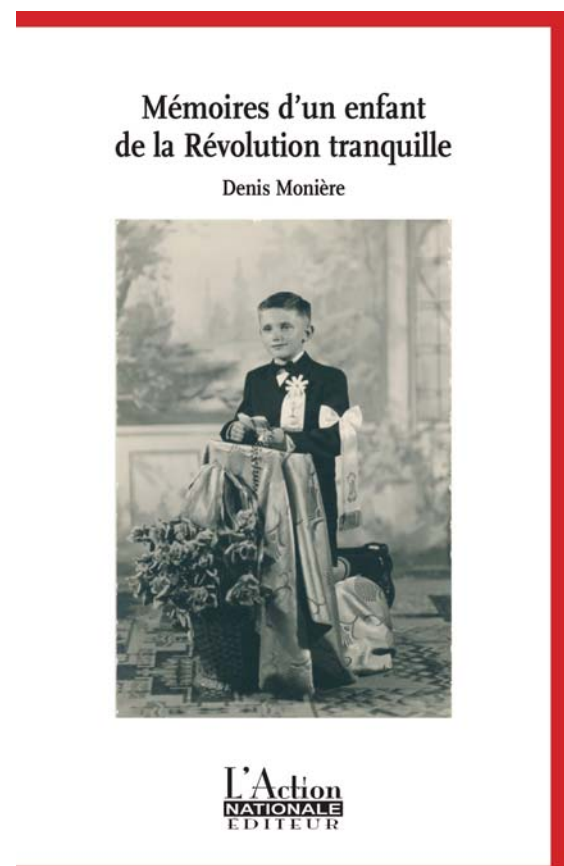
### La viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant

Cette étude indépendante vise à déterminer la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant. Elle estime l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait les mêmes services à ses citoyens que ceux présentement offerts sans devoir chercher de nouvelles sources de revenus. Il s'agit donc d'une analyse pro forma qui ne fait pas de choix budgétaires.

Sur le plan méthodologique, elle se base principalement sur l'étude «Analyse pro forma des finances publiques dans l'hypothèse de la souveraineté du Québec» (1991), sur les travaux du Secrétariat à la restructuration (1995) et sur l'étude «Finances d'un Québec souverain» présentée par François Legault (2005). L'analyse est principalement basée sur les données des Comptes publics du Canada 2014, des Comptes publics du Québec 2014, des études sur la restructuration administrative de 1995, de Statistique Canada, de l'Institut de la statistique du Québec et de plusieurs autres sources gouvernementales. L'étude comporte 8 chapitres, en plus de nombreuses annexes, où la méthode est expliquée à chaque étape, permettant ainsi à quiconque de reproduire les résultats.

Martin Duchesne  
Finances d'un Québec indépendant  
104 pages – 18 \$

ISBN 978-2-89070-024-6



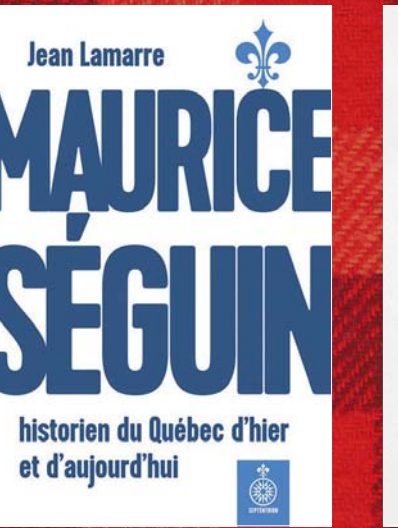
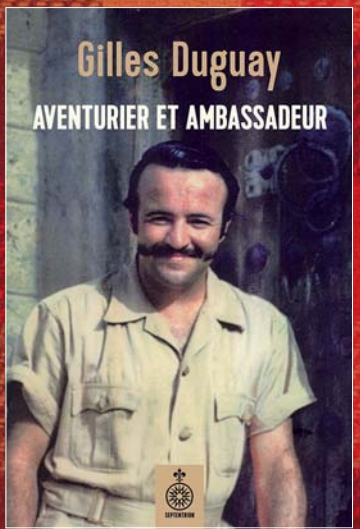
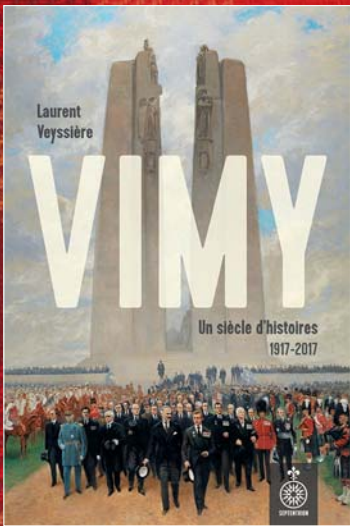
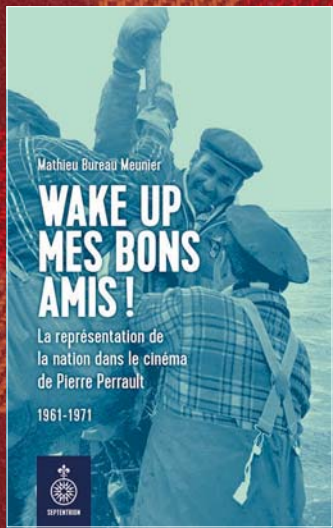
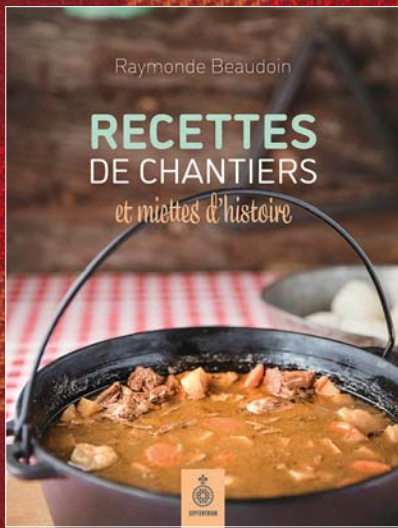
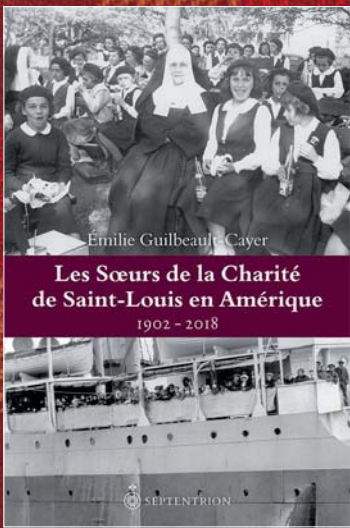
### Mémoires d'un politologue

D'entrée de jeu, je n'hésite pas à me définir comme un enfant de la révolution tranquille parce que j'ai été formé durant ces années d'effervescence et que j'ai bénéficié des réformes politiques initiées par le gouvernement libéral de 1960 à 1966. J'ai connu l'avant et l'après. J'ai été immergé dans le système de valeurs préconisé par un catholicisme fervent. J'ai vu les effets matériels de la prospérité économique et les conséquences des transformations sociales qui ont suivi l'industrialisation du Québec de l'après-guerre qui, en dix ans, ont bouleversé le mode de vie, les valeurs et les comportements des Québécois. Je me propose donc de raconter d'un point de vue individuel les tribulations d'un mouvement collectif afin d'illustrer les tensions, perturbations et contradictions qu'a engendrées la transition du Québec traditionnel au Québec moderne.

J'ai tenté de montrer comment la vie privée et la vie publique s'interpénètrent, comment les transformations de la révolution tranquille ont influencé les destins individuels, comment les décisions politiques se répercutent sur les choix personnels. J'ai voulu transmettre à ceux et celles qui n'ont pas connu cette période le climat intellectuel et les valeurs qui nous habitaient afin qu'ils comprennent les motivations qui ont animé ceux et celles qui se sont engagés dans le projet national québécois.

Denis Monière  
Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille  
224 pages – 25 \$

ISBN 978-2-89070-110-6





*Gestion François Beaudoin*

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire  
offrant tous les services requis  
pour une transaction réussie.

**819-397-4920**

**[gfb@tlb.sympatico.ca](mailto:gfb@tlb.sympatico.ca)**